

Femmes en lutte

Abier Al-Masri

María Alejandra Castillo García

Abdelrahman Elsaim

Noura Ghazi

Anarkali Honaryar

Tatsiana Khomich

Yuvelis Natalia Morales Blanco

Nagham Nawzat

Lü Pin

Rhobi Pristiana Samwelly

Anna Shcherbakova

Nuray Simsek

Éditorial

Laura Lohéac

- | | | | |
|----|--|----|---|
| 4 | « Nous n'avons pas le luxe de pouvoir nous effondrer »
Abier Al-Masri | 35 | « Ce fleuve, c'est nous, c'est notre identité »
Yuvelis Natalia Morales Blanco |
| 8 | « Résister c'est aussi combattre »
María Alejandra Castillo García | 40 | « J'ai vu tout mon peuple, par terre, impuissant et souffrant »
Nagham Nawzat |
| 14 | Comment pratiquer la diplomatie scientifique ?
Abdelrahman Elsaïm | 47 | « En Chine, le féminisme est le dernier mouvement social »
Lü Pin |
| 19 | « La crise des réfugiés syriens se terminera le jour où le régime de Bachar al-Assad tombera »
Noura Ghazi | 53 | « L'origine de mon combat, c'est mon expérience de survivante »
Rhobi Pristiana Samwelly |
| 24 | « Il n'est pas improbable qu'une guerre civile voie de nouveau le jour en Afghanistan »
Anarkali Honaryar | 58 | « Être défenseur des droits n'est pas une identité, c'est une pratique »
Anna Shcherbakova |
| 28 | « Le régime de Loukachenko ne représente pas le peuple biélorusse »
Tatsiana Khomich | 68 | « En Turquie, penser différemment est devenu un motif suffisant d'emprisonnement »
Nuray Simsek |

Éditorial

Le 10 décembre 2021, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé le lancement de l'Initiative Marianne dans le but de renforcer l'action de la France envers les défenseurs des droits humains à travers le monde. Cette initiative comprend, au niveau international, un appui aux acteurs de la défense des droits humains dans leur pays et, en France, la mise en place d'un programme d'accueil et de renforcement des compétences à destination d'une promotion d'une quinzaine de défenseur.e.s par an, piloté par l'Association Marianne.

À partir de janvier 2022, quinze femmes originaires de tous les continents, de la Chine à la Colombie, en passant par l'Afghanistan, la Biélorussie, l'Irak, la Palestine, la Turquie, la Tanzanie ou le Salvador engagées en faveur des droits humains dans leur pays d'origine ont ainsi été accueillies en France dans le cadre de l'Initiative Marianne.

Pendant plus de six mois, les lauréates ont pu bénéficier d'une bourse ainsi que d'un programme personnalisé visant à renforcer leurs capacités, à consolider leur projet militant et à étendre leur réseau. Ce programme a pour ambition de créer un espace d'échanges, d'accroître l'efficacité, la visibilité et l'impact des actions menées par des militant.e.s se distinguant par leur combat pour les droits fondamentaux, qu'il soit en faveur des droits des minorités, des droits civiques et politiques, des droits des femmes, ou encore des droits environnementaux ; et au-delà de tisser un réseau de solidarité

Au nom de l'Association Marianne, que soient remerciés ici, les différents acteurs de l'initiative pour leur mobilisation : la Délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR), en charge de la coordination du projet en lien avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les opérateurs – ADOMA – CDC Habitat chargé du logement et de l'accompagnement social des lauréates et Groupe SOS responsable du programme de formation – ainsi que l'ensemble des membres et partenaires de l'association : les organismes de défense des droits humains et de l'accueil, les collectivités locales, les services de l'État, les personnalités engagées.

L'association Marianne est fière de contribuer à l'élaboration de cet ouvrage rassemblant les témoignages si inspirants des lauréates de la promotion 2022, recueillis par le Grand Continent.

Merci à Abier Al-Masri, María Alejandra Castillo García, Abdelrahman Elsaïm, Noura Ghazi, Anarkali Honaryar, Tatsiana Khomich, Yuvelis Natalia Morales Blanco, Nagham Nawzat, Lü Pin, Rhobi Pristiana Samwelly, Anna Shcherbakova et Nuray Simsek pour leur engagement et leur détermination à lutter pour la liberté.

Laura Lohéac • Présidente de l'Association Marianne pour les droits de l'Homme

« Nous n'avons pas le luxe de pouvoir nous effondrer »



Abier Al-Masri • Originaire de Gaza, elle est depuis 2016 assistante principale de recherche pour la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch. Elle y documente, analyse et traite les violations des droits humains perpétrées sur la bande de Gaza, notamment celles dues à l'enclavement du territoire. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Pouvez-vous revenir sur votre parcours et sur ce qui vous a conduit à vous engager pour la défense des droits humains, et notamment pour la défense des droits des habitants de la bande de Gaza ?

Après avoir étudié la littérature anglaise à l'université de Gaza et obtenu mon diplôme, je me suis retrouvée dans une situation très difficile, notamment en raison de la fermeture de Gaza et des divisions politiques qui la traversent. J'ai commencé à enseigner par nécessité, même si cela ne m'attirait pas particulièrement. Puis j'ai eu l'occasion d'intégrer un programme financé par l'aide américaine. Mais au bout d'un an, le financement de ce programme a été arrêté, et un très grand nombre d'employés se sont retrouvés au chômage, dont moi-même.

Alors, une de mes amies travaillant pour Human Rights Watch m'a proposé de prendre sa place temporairement pendant qu'elle était en déplacement. J'ai eu six mois pour me familiariser avec l'organisation, le travail et la méthodologie de recherche, avant d'être recrutée. J'ai le sentiment d'avoir une très lourde responsabilité sur le plan émotionnel et psychologique, car mon travail consiste à amplifier la voix de mon peuple. Je rencontre des personnes, recueille leurs témoignages, partage leurs traumatismes.

Toutefois, je me considère plus chanceuse que les autres. J'ai un travail, je peux rentrer dans mon pays. J'ai réussi à voyager plus d'une fois. J'ai une maison. Aucun membre de ma famille n'a été blessé ou tué. Ma maison n'a été détruite pendant aucune des hostilités. Je travaille pour une organisation internationale qui a des contacts me permettant de voyager pour le travail, ce qui ne serait pas possible par moi-même.

En 2018, vous avez pu pour la première fois voyager en dehors de Gaza à 31 ans. Pourriez-vous nous raconter cette première expérience à l'étranger ?

C'était une sensation inouïe, incroyable. En montant dans le bus, j'ai pleuré. Une situation qui aurait dû être normale était pour moi un rêve inespéré. Une fois sortie de Gaza, je n'arrivais pas à y croire. Je voyais de grandes rues et prenais le taxi, je pouvais monter dans une voiture et parcourir de longues distances sans voir un panneau indiquant un arrêt frontalier. Il n'y avait plus de limite, mais seulement la liberté. J'étais très émotive, je pleurais sans raison : j'étais tout simplement heureuse. C'était une sensation très étrange. C'était la première fois que je ressentais un tel bonheur. Je savais que je devrais retourner à Gaza, donc je filmais pour essayer de garder à jamais ce sentiment

avec moi. Néanmoins, au bonheur de découvrir le monde extérieur se mêlait la colère suscitée par l'injustice de notre situation. Les Palestiniens ne valent pas moins que les autres peuples mais sont punis collectivement, et sans raison.

Sortir de Gaza constitue-t-il également un rappel de votre propre captivité lorsque vous êtes à Gaza ?

Exactement. La première fois que j'ai voyagé, c'était à Istanbul pour Human Rights Watch. À mon retour, c'était la première fois que je voyageais d'un aéroport à un autre. D'habitude, je voyage de checkpoints en checkpoints. Je dois traverser le pont entre Israël et la Jordanie et passer la nuit à Amman avant de pouvoir enfin aller à l'aéroport et prendre l'avion. C'est donc très compliqué. Mais cette fois-ci, c'était vraiment incroyable. J'ai juste pris un vol, comme les gens normaux. Je n'ai pas eu à craindre d'être refusée à la dernière minute.

Ayant vécu dans une partie enclavée d'un pays difficilement reconnu et divisé, comment définissez-vous votre identité et votre rapport à Gaza ?

Je suis une palestinienne de Gaza. J'y ai grandi et j'ai vécu plusieurs événements difficiles depuis l'Intifada. Je suis fière d'être une sorte de survivante des fermetures. Je sais me battre au quotidien pour obtenir un droit élémentaire, même si c'est épuisant. J'ai donc le sentiment d'appartenir à l'endroit où je vis.

Mais quand je voyage, il n'est pas facile d'être palestinienne, surtout palestinienne de Gaza. J'ai toujours l'impression que mon traumatisme lié à la fermeture des frontières ne me quitte jamais. Mes proches me disent que je ne devrais pas rentrer, que je devrais rester et trouver un emploi ou étudier. C'est bien de trouver des opportunités à l'étranger, mais les gens ne se rendent pas compte que les habitants de Gaza ne seront jamais heureux ou en paix tant que Gaza sera dans cette situation misérable. Quand je suis hors de Gaza, je me sens coupable quand il y a des escalades de violence. Je veux rentrer dès que possible, car je ne devrais pas être en sécurité alors que mon peuple est en danger. Je me sens tellement liée à Gaza que, même à l'étranger, elle ne me quitte jamais.

Nous sommes isolés du monde extérieur, mais il est encore plus douloureux de constater que nous sommes isolés de la deuxième partie de notre pays, de notre patrie. Nous ne pouvons pas aller en Cisjordanie facilement. Nous ne pouvons pas aller à Jérusalem, alors que mes amis étrangers peuvent y accéder aisément. Tout cela, parce que nous sommes Palestiniens.

Alors que les Palestiniens subissent un fort contrôle israélien sur leurs faits et gestes, contraignant leur capacité d'action, comment percevez-vous l'organisation de cette lutte pour les droits de l'homme et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation en Palestine ?

Il est très difficile d'être palestinienne, et encore plus difficile d'être une défenseuse palestinienne des droits de l'homme. Six personnalités de la société civile palestinienne ont été désignées par les autorités israéliennes comme des groupes terroristes en raison de l'enquête et du travail qu'elles effectuent en matière de droits de l'homme.

Cette labellisation comme groupe terroriste est une attaque contre le mouvement des droits de l'homme. Récemment, un défenseur des droits de l'homme français qui travaille à Jérusalem, Salah Hamouri, a été arrêté par Israël, deux jours après mon arrivée en France. Je suis en France pour un programme de défense des droits de l'homme alors qu'un défenseur des droits de l'homme franco-palestinien est arrêté et maltraité par Israël.

Vous avez travaillé en tant que formatrice pour ONG et travaillez au sein de Human Rights Watch auprès duquel vous documentez les violations des droits

humains commises à Gaza. Quels sont les outils qui vous permettent d'accomplir ce travail ?

Chaque jour est une résistance pour nous. Il m'est souvent demandé comment je peux continuer à m'engager dans toutes ces luttes quotidiennes. Nous n'avons pas le luxe de pouvoir nous effondrer, parce que personne ne se soucie de ce qui peut nous arriver. Nous devons résister en nous éduquant, en essayant de trouver un emploi, d'être indépendants, en sensibilisant les gens à notre cause. Ce que je fais ici, c'est aussi sensibiliser les gens à la réalité des Palestiniens, des habitants de Gaza, car ce que l'on voit dans les médias n'est pas la réalité de Gaza. Gaza, ce n'est pas seulement la violence. Il y a des gens merveilleux là-bas, des jeunes gens étonnants qui ont tout pour réussir, mais qui n'ont pas d'opportunités. C'est ainsi que nous poursuivons notre résistance. Nous aimons la vie, alors nous continuons. L'une des personnes que j'ai interrogées pour le rapport sur la liberté de mouvement que nous avons publié récemment nous a dit quelque chose qui m'a vraiment touché. Elle m'a dit : « Je crois que nous devrions toujours imaginer une vie sans fermeture, sans frontières et sans barrières ».

En Palestine, existe-t-il des structures officielles où vous pouvez obtenir de l'aide pour les acteurs des droits de l'homme ?

Nous avons d'excellents partenaires en Palestine, comme le Musée des abus humains et le Centre des droits de l'Homme à Gaza et en Cisjordanie. Nous avons également d'autres partenaires en Israël qui font un travail similaire. Il y a aussi Amnesty International qui agit à Gaza et en Palestine. Il y a par conséquent des structures puissantes sur le terrain qui documentent et amplifient les voix des Palestiniens.

Quelles sont aujourd'hui les priorités de votre combat ?

Tout ce que je veux, c'est sensibiliser l'opinion publique et parler de la Palestine, des Palestiniens, des habitants de Gaza, de la vie quotidienne, de la façon dont les gens normaux gèrent leur lutte et leurs difficultés. C'est unique d'avoir en France quelqu'un qui vient du terrain. Ma priorité est donc de sensibiliser l'opinion publique et d'agir autant que je le peux.

Alors que l'année 2022 marque les 15 ans du blocus israélien sur Gaza et que les affrontements continuent, illustrés par les tirs de roquette du week-end dernier, quelles sont les perspectives de développement pour Gaza ?

Il n'y a aucun développement possible à Gaza tant qu'Israël continue à mettre en cage les deux millions de personnes qui y habitent. Je ne vois aucune forme de développement possible.

J'ai fait des recherches sur les personnes handicapées et il y a une pénurie de pièces de rechange pour leurs appareils auxiliaires en raison des restrictions sur les importations imposées par Israël. Parfois, les appareils sont endommagés et les gens se trouvent bloqués chez eux car ils ne peuvent pas recevoir de nouvel équipement. L'électricité est également un problème majeur. J'ai interviewé une femme qui s'est retrouvée enfermée chez elle pendant deux semaines parce qu'elle vivait au huitième étage et ne pouvait pas utiliser l'ascenseur. Israël a imposé une interdiction généralisée aux déplacements hors de Gaza. Seules les sorties du territoire pour des raisons humanitaires exceptionnelles sont autorisées. Cela signifie que la plupart des Palestiniens ne peuvent pas se déplacer hors de Gaza. Le développement ne sera possible que lorsque les gens pourront décider de voyager. Ils pourraient alors décider de suivre une formation qui n'existe pas à Gaza.

Une commission d'enquête mandatée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a publié récemment son rapport dans lequel elle attribue à Israël la grande majorité des causes du conflit. Comment percevez-vous la réaction et l'action des instances internationales face au conflit et l'enclavement de Gaza ?

C'est une bonne chose de voir tous les rapports qui sont publiés par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Il est très important de documenter chaque violation des droits commise en Palestine. Néanmoins ce travail ne signifie pas que lorsque le conflit cessera, tous les traumatismes disparaîtront. Après le cessez-le-feu, un autre type de violence débutera. Lorsque nous n'aurons plus à faire le deuil de nos morts, il faudra commencer un travail psychologique pour permettre aux habitants de s'adapter aux paysages de nos villes détruites. Pour nous, survivants, c'est très traumatisant. Nous sommes saisis par ce sentiment qui s'empare de nos âmes. Pendant plusieurs jours, je ne pouvais pas quitter ma maison parce que je ne voulais pas voir la ville détruite. Une tour que j'avais l'habitude de voir tous les jours lorsque j'étais enfant a été bombardée par l'armée israélienne. Je ne pouvais pas supporter l'idée de devoir sortir dehors et de voir mon environnement complètement détruit. En plus du traumatisme psychologique lié aux destructions, le bourdonnement constant des drones en vol nous rappelle tout ce qui s'est passé.

Quel impact la pandémie a-t-elle eu sur les conditions de vie à Gaza, et sur vos activités plus particulièrement ?

La pandémie a causé beaucoup de panique. Au moment de la fermeture généralisée des frontières, je me suis retrouvée coincée en Jordanie. J'y ai passé environ trois mois loin de mes proches. Des restrictions très strictes avaient été imposées en Jordanie. Lorsque la situation me l'a permis, je suis retournée à Gaza. Après avoir passé trois semaines en isolement, des cas de Covid ont été identifiés à Gaza et des restrictions ont été imposées. Les zones de coworking dans lesquelles je travaillais ont été fermées. Il était difficile de travailler avec le manque d'électricité mais je faisais de mon mieux avec un générateur alternatif.

La crise sanitaire a également eu un impact financier sur les habitants. Les personnes qui ont dû fermer leur commerce se sont retrouvées sans revenus. Les chauffeurs de taxi ou les ouvriers dans le bâtiment ont été contraints d'arrêter leur travail. Le premier mois d'isolement à Gaza a été un désastre. La pénurie de médicaments et de respirateurs dans les hôpitaux nous menaçait. Nous avons dû faire appel à des donateurs qui nous ont heureusement soutenus.

Bien que l'Europe soit un des plus importants contributeurs d'aide pour la Palestine, sa position sur le conflit reste ambiguë. Comment comprendre l'action et le rôle de l'Union ?

La situation en Ukraine illustre bien le double standard de traitement des Européens. Les pays européens soutiennent l'Ukraine et s'opposent à l'attaque des troupes russes. Les représentants politiques européens s'expriment pour condamner ce conflit, en oubliant que la même situation existe en Palestine. Les Palestiniens vivent dans un pays en guerre depuis plus de 70 ans. Et pourtant, aucun dirigeant européen ne s'exprime pour condamner la situation d'occupation dans laquelle nous nous trouvons. Ce qui se passe en Ukraine n'est pas acceptable. Nous sommes tous des êtres humains et certaines personnes ne veulent pas voir que cette même situation décrite comme intolérable en Ukraine se déroule aussi en Palestine. Pendant la première semaine de la guerre en Ukraine, c'était très étrange pour moi car je pouvais imaginer ce que ces personnes ressentaient. En tant qu'habitants de Gaza, nous pouvons avoir de la compassion pour les Ukrainiens.

Qu'attendez-vous de l'Europe ?

L'Europe doit accepter le fait que la situation d'apartheid est une réalité pour des millions de Palestiniens. Elle doit aussi faire pression sur les décisions israéliennes mettant hors la loi six organisations de la société civile palestinienne. L'Europe doit également demander à Israël de libérer le défenseur franco-palestinien des droits de l'Homme, Salah Hamouri, de sa détention administrative. Nous voulons simplement que les pays européens reconnaissent la réalité des pratiques discriminatoires israéliennes à l'encontre des Palestiniens. Lorsque j'ai réussi à obtenir un permis pour me rendre à Jérusalem, à chaque pas, un soldat m'arrêtait et vérifiait ma carte d'identité. C'est de l'apartheid. Je vois toutes les colonies, toutes ces lumières venant du côté israélien et ici à Gaza, nous n'avons pas d'électricité. Voilà la réalité de l'apartheid.



« Résister c'est aussi combattre »

María Alejandra Castillo García • Alors étudiante à l'Université de Managua, elle, a participé aux manifestations contre le régime de Daniel Ortega en 2018. Elle lutte pour la reconnaissance des violations des droits de l'homme commises par le régime et milite en faveur de la mise en place d'une justice transitionnelle. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Lorsque vous étiez à l'université, vous avez été l'une des leaders du mouvement étudiant en 2018. Pouvez-vous revenir sur votre parcours, sur ce qui vous a amenée à vous engager ? Y a-t-il un événement spécifique qui vous a poussé à agir ?

Mon activisme s'est produit de manière spontanée, comme la révolution et l'insurrection à l'intérieur du Nicaragua. Deux semaines avant le 18 avril 2018, nous avions un pays qui protestait pour préserver la plus grande réserve naturelle du Nicaragua, l'Indio Maíz. Le gouvernement voulait expulser les paysans de la réserve, qui sont descendus dans la rue pour empêcher le gouvernement de prendre leurs terres. La proposition d'un projet de loi d'une réduction de 5 % du montant des retraites a aussi contribué au déclenchement des manifestations. Le régime a réagi en envoyant ce que nous nommons ses « foules ». Ces « foules » sont des groupes de personnes qui soutiennent le gouvernement mais qui ne sont pas légalement constitués. Dans certains cas en revanche, ils le sont, comme Juventudes, qui sont des groupes qui font partie du gouvernement. Nous les appelons les foules sandinistes, car elles dérivent du Front sandiniste. Dans la soirée du 18 avril 2018, les étudiants ont manifesté devant l'Université Centraméricaine. Le régime a envoyé ses « foules » pour les intimider. Cette réaction gouvernementale a généré une révolte encore plus grande, et les différentes universités publiques du pays ont commencé à appeler à des manifestations dès le lendemain.

Mon activisme a donc commencé le 19 avril. J'avais demandé à une amie qui vivait près de l'université de m'accompagner afin d'aider les étudiants qui s'étaient organisés via Twitter. Nous avons rencontré d'autres étudiants, de toutes les filières et de toutes les universités. Fondamentalement, le 19 avril est la date qui a complètement changé le Nicaragua. Ce jour-ci, tous les secteurs de la société civile, les étudiants, les paysans et les travailleurs sont descendus dans les rues pour protester. Le régime a répondu par la violence en utilisant des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. À l'époque, j'étais étudiante en deuxième année de génie biologique à l'Université nationale autonome du Nicaragua. J'ai donc pu aider les manifestants qui avaient été blessés par les tirs. Je me souviens que nous nous sommes rendus à l'église de Santa Marta où nous avons parlé au prêtre, qui nous a permis de nous réfugier afin d'installer le premier poste médical près de l'Université Centroaméricaine.

Nous essayions d'aider les jeunes qui manifestaient dans le secteur de l'Université Centroaméricaine et de l'Université Nationale d'Ingénierie, mais la police anti-émeute a commencé à nous poursuivre avec des armes. Nous avons dû nous enfuir. J'ai finalement réussi à rentrer chez

moi. Cette nuit-là, les autorités nicaraguayennes ont pris le contrôle de l'Université Polytechnique du Nicaragua et ont tué un étudiant, Richard Paul. Ainsi, après le 19 avril, les manifestations ne visaient plus à renverser une loi, mais à réclamer que justice soit faite.

Les jours suivants, il y a eu des protestations massives. J'étais à l'Université Polytechnique du Nicaragua et je participais à des sit-ins et des marches. Désormais, le régime ne répondait plus par des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, mais tuait les manifestants qui protestaient pacifiquement. J'étais responsable d'un groupe de 15 personnes que j'accompagnais. On partageait ce qui se passait sur les réseaux sociaux, en utilisant des hashtags et en étiquetant toutes les organisations de défense des droits de l'homme. Nous avons également essayé de recenser les personnes qui avaient été blessées.

Puis, la direction de l'université nous a demandé de retourner en classe. Le 7 mai 2018, un groupe de jeunes manifestants a pris possession de l'université. Dans les universités publiques, il existe une organisation qui est le bras politique du Front sandiniste, appelée l'Union nationale des étudiants du Nicaragua. C'est une organisation étudiante qui manipule le corps étudiant, c'est un opérateur politique du Front sandiniste lui-même. La principale raison pour laquelle l'Université nationale autonome du Nicaragua a été occupée était d'obtenir la démission des dirigeants de l'Union nationale car ils étaient totalement apathiques face à la répression qui se produisait à l'époque, et ils ne s'occupaient pas des intérêts des étudiants.

Lorsque nous avons occupé l'université, nous nous sommes barricadés et j'ai été élue présidente de la logistique. Mon travail consistait à documenter les violations des droits de l'homme, à recenser les étudiants de l'université, à m'occuper des dons de la société civile et de la diaspora. C'était un travail logistique qui impliquait beaucoup de responsabilités. L'université a été occupée pendant 2 mois et 13 jours, jusqu'au 13 juillet, date à laquelle le régime a mené ce qu'il a appelé l'opération « nettoyage », qui consistait à faire sortir les étudiants de l'université. Je tiens également à souligner que le 16 mai, la première table de dialogue national a été mise en place. Bien qu'elle ait échoué, cette table de dialogue a permis aux organisations de défense des droits de l'homme d'entrer dans le pays pour documenter les violences commises. Néanmoins, cette table de dialogue a aussi donné de l'oxygène au régime, qui s'est armé et a organisé des groupes paramilitaires. Le pays a été paralysé pendant environ trois mois, tandis que ces groupes paramilitaires sont allés dans différentes municipalités et universités pour assassiner et faire disparaître les manifestants.

Un groupe paramilitaire chargé d'expulser les étudiants de l'Université nationale autonome du Nicaragua nous a attaqué du 13 juillet à 11h00 au 14 juillet à 8h00, soit plus de 12 heures sous une grêle de balles. L'Église a joué un rôle très important car le Nicaragua est encore un pays très conservateur. L'Église catholique a servi de médiateur tout au long de ce processus, depuis le début de la crise. Après cette attaque, nous avons été emmenés dans différents refuges. Je suis restée cachée pendant deux mois jusqu'au 23 septembre, date à laquelle j'ai été capturée à 5h30 du matin par la police et les paramilitaires, puis emmenée au centre de torture. J'étais enceinte de trois mois, j'ai subi des violences physiques et psychologiques. Les autorités nicaraguayennes m'ont forcé à avorter. J'ai été libéré grâce à la pression d'Amnesty International. La Commission interaméricaine des droits de l'homme m'a accordé des mesures de précaution et j'ai été libérée, mais pas définitivement. Deux semaines après ma convalescence, le bureau du procureur a émis un nouveau mandat d'arrêt et j'ai dû partir d'urgence au Costa Rica. J'ai vécu au Costa Rica pendant six mois et j'ai commencé à travailler là-bas avec la Fondation Area pour documenter les témoignages de personnes dont les droits de l'homme avaient été violés dans le cadre des manifestations. Je suis ensuite retournée au Nicaragua en tant que vice-présidente d'une organisation de jeunes étudiants et de défenseurs des droits de l'homme où nous avons une influence politique et où nous avons commencé à travailler sur la justice transitionnelle.

Vous dites que votre engagement a commencé le 18 ou 19 avril, aviez-vous déjà une vocation, des positions politiques, ou était-ce tout à fait soudain et spontané ?

Mon engagement était spontané. À ce moment-là, le pays s'est retourné et c'est la compassion et le besoin d'aide qui ont motivé ceux qui sont aujourd'hui des défenseurs, des leaders ou des acteurs de la société civile. Je faisais partie de cette Union nationale des étudiants nicaraguayens. Ce sont justement les étudiants qui descendaient dans la rue pour défendre les personnes âgées et qui affrontaient les paramilitaires du régime pendant que le pays était complètement paralysé.

En tant que militante pour la construction de la mémoire d'un pays au pouvoir répressif et en tant que victime de cette répression, comment définissez-vous votre identité, quelle influence a eu votre militantisme ?

Je ne suis définitivement plus la même personne depuis avril 2018. J'ai beaucoup changé. J'étudiais la biologie, rien à voir avec les droits de l'homme ou la politique. J'ai grandi en tant que personne. Parce que j'ai subi les mêmes traumatismes, je peux mieux comprendre la douleur des victimes et de leurs familles. J'ai vraiment mûri au cours de ces mois dans tous les aspects de ma vie. Après tout ce qui s'est passé au cours de votre militantisme, y-a-t-il des choses que vous auriez faites différemment, quel est votre recul sur ces événements ? Au moment de l'insurrection d'avril 2018 la plupart d'entre nous étions jeunes. Nous nous sommes laissés emporter par nos émotions, sans en mesurer les conséquences. Si je devais changer quelque chose, j'essayerais d'établir un dialogue honnête avec l'opposition pour mieux affronter Daniel Ortega. Le régime a divisé l'opposition et nous en voyons maintenant les conséquences : tous les dirigeants politiques et les figures les plus représentatives de l'insurrection d'avril ont été condamnées.

Quand vous dites dialogue, est-ce au sein de l'opposition ou pensez-vous aussi à un dialogue avec le pouvoir d'Ortega ?

Il y a eu deux tentatives de dialogue. Le premier dialogue avec l'opposition a été un échec parce qu'à l'époque, nous étions divisés. L'Église catholique jouait le rôle de médiateur mais elle n'a pas pu atteindre de consensus. En 2019, une deuxième tentative de dialogue a eu lieu, avec une table plus restreinte entre l'opposition et le gouvernement. La seule chose qui ait été obtenue fut la libération de 80 % des prisonniers politiques. En revanche, les violations des droits de l'homme n'ont jamais été reconnues par le régime.

Face à la répression d'Ortega, comment percevez-vous l'organisation de cette lutte pour les droits de l'homme et les dynamiques qui la composent, et que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation au Nicaragua ?

L'opposition a eu deux ans pour s'organiser et créer une alternative solide au pouvoir de Daniel Ortega. Mais, de nouveau, les divisions au sein de l'opposition ont empêché toute perspective de changement politique. Nous n'avons pas réussi à établir d'agenda commun.

Comment décririez-vous votre militantisme à distance, est-il possible de mener votre engagement depuis l'étranger, existe-t-il des moyens de structurer le militantisme depuis l'étranger ?

Même si je vis à l'étranger, ma famille est toujours au Nicaragua. J'ai désormais un casier judiciaire. J'ai été condamnée pour terrorisme. Si le régime commence à penser que je suis de nouveau une menace, ma famille pourrait être en danger. C'est pourquoi j'ai choisi de dénoncer les atteintes aux droits de l'homme, non pas à travers des conférences de presse mais de façon plus discrète. J'ai une petite sœur, un frère, des oncles et tantes qui pourraient être mis en prison si je retournais au Nicaragua.

Quelles sont vos priorités aujourd'hui, pour vous et votre combat ?

Ma priorité est de continuer de suivre attentivement la situation au Nicaragua et d'essayer d'obtenir la libération des prisonniers politiques. Je crois qu'il est désormais nécessaire d'établir une discussion avec le gouvernement pour tenter d'obtenir la mise en place de mécanismes de protection

des droits de l'homme.

Pensez-vous qu'il soit possible de mener cette lutte à l'intérieur du Nicaragua ? Par exemple, nous savons que certaines personnes s'exilent au Costa Rica ou au Honduras. Pensez-vous que la solution puisse venir de l'intérieur, de l'extérieur, ou des deux ?

Il y a beaucoup d'organisations de la société civile qui opèrent maintenant en dehors du pays. Le Nicaragua vit en état de siège. Si une personne ose exprimer un avis dissident, elle risque d'aller en prison ou de disparaître. C'est d'autant plus vrai dans les zones rurales et dans le nord du pays. Il y a très peu de choses que l'on peut faire depuis l'intérieur du pays. Le régime a entamé une chasse politique contre l'ensemble des membres de l'opposition. Les candidats de l'opposition à la présidence, les journalistes, les leaders étudiants sont emprisonnés.

Existe-t-il des liens entre les militants ou les organisations militantes de la région et d'autres pays ? Et si ce n'est pas le cas, devrait-il y avoir une telle coopération ?

Je pense que le plus grand espoir que nous ayons est d'établir une coopération avec le Costa Rica. La plupart des militants s'y trouvent aujourd'hui.

Quelle serait la solution idéale pour sortir de la crise ? Vous avez parlé de dialogue, que faudrait-il faire si un tel dialogue devait avoir lieu demain, qui devrait être autour de la table et quels devraient en être les résultats ?

La première condition à l'établissement d'un dialogue serait la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Des représentants de la société civile devraient être invités à participer aux discussions. La première chose que nous proposons est la création d'une Commission de vérité qui mènerait des enquêtes sur les crimes commis par le régime. L'appareil judiciaire devrait être complètement restructuré au Nicaragua. En effet, actuellement, toutes les institutions de l'État sont sous la pression du régime. Enfin, il faudrait donner des réparations financières aux victimes. Dès lors que ces conditions seront remplies, nous pourrions signer un accord de sortie de crise. Néanmoins, le Nicaragua est un régime autoritaire. Je crains qu'il soit utopique de penser qu'une justice transitionnelle puisse être mise en place.

Lorsque vous pensez à de tels processus, en avez-vous un en tête ? Par exemple, pensez-vous aux accords de paix colombiens ou à quelque chose de similaire ?

La justice transitionnelle est un mécanisme novateur pour nous, Nicaraguayens. La plupart des manifestants, moi y compris, étions apathiques à l'égard de la politique. J'avais 19 ans à l'époque. La seule chose qui comptait pour moi était de réussir mes études. La politique du pays n'était pas quelque chose qui m'intéressait. Depuis l'implosion de cette crise, je pense qu'il est nécessaire qu'une justice transitionnelle à l'image de celle mise en place en Colombie soit également développée au Nicaragua.

Quelle serait votre réponse aux critiques qui ont été faites aux accords de paix colombiens ? Serait-il nécessaire de penser à un autre modèle en tenant compte des particularités du Nicaragua ?

La justice transitionnelle s'adapte au contexte. Je pense que les critiques viennent du fait que le pardon est difficile à obtenir, mais il reste néanmoins nécessaire.

Que pensez-vous du modèle d'élections libres auxquelles tout le monde pourrait participer ?

Il s'agit d'une autre voie possible. L'organisation d'élections libres pourrait conduire à l'élection

d'un nouveau gouvernement. Une transition pourrait alors débiter avec l'établissement d'un accord de paix.

En parlant de la comparaison entre pays, dans quelle mesure pourrait-on envier le Costa Rica en comparant les deux situations ? Et, en lien avec cette question, peut-on attendre d'un pays comme le Costa Rica un plus grand leadership dans la région ?

Le Costa Rica est un État de droit dans lequel les citoyens ont la possibilité de s'exprimer sans crainte. Les droits de l'homme sont respectés et des lois existent pour les protéger. Afin de promouvoir une solution à la crise nicaraguayenne, je pense qu'il faut plus de fermeté. Au Chili, par exemple, Antonia Urriola s'est montrée très critique envers le gouvernement nicaraguayen. Elle faisait partie de la Commission Interaméricaine lorsque cette mobilisation a eu lieu au Nicaragua. Elle a donc suivi de très près ce que les Nicaraguayens ont vécu. Je pense également que les dirigeants sud-américains devraient exercer une pression plus forte sur Ortega.

Quel impact le retrait d'Ortega de l'Organisation des États Américains, qui vise à défendre la démocratie et les droits de l'homme, a-t-il sur la lutte pour les droits de l'homme au Nicaragua, et quelle est la relation qui pourrait être établie avec les organisations internationales lorsque le pays lui-même ne se soumet pas aux règles et refuse de faire partie des sommets ?

Le Nicaragua a signé un accord commercial avec l'Union européenne. Les États européens se sont montrés très fermes à l'encontre du régime de Daniel Ortega mais l'Organisation des États américains n'a pas été suffisamment réactive.

Pensez-vous à une autre organisation, même au sein de la région, ou à une autre manière de faire du lobbying international par le biais d'organisations ?

La plupart des exportations du Nicaragua sont destinées au marché étasunien. Le gouvernement américain est donc le seul qui puisse véritablement exercer une pression sur Ortega.

Que pensez-vous de la récente expulsion du Nicaragua et d'autres pays du Sommet des Amériques ?

Je pense que c'était une décision hâtive. Il n'y a pas eu d'analyse du contexte dans son entièreté. Le Nicaragua, le Venezuela et Cuba ont été exclus du Sommet des Amériques parce que ce sont des régimes autoritaires. Je ne suis pas experte, mais je pense que si ces pays avaient été présents au Sommet, les violations des droits de l'homme qu'ils commettent auraient pu être dénoncées au niveau mondial.

Pouvez-vous penser à d'autres moyens qui pourraient affecter ou être efficaces ?

Le Nicaragua veut éviter de subir des sanctions économiques car le pouvoir du régime repose sur de la corruption dont il se sert pour financer la police, l'armée et les paramilitaires. Une solution supplémentaire pourrait être une négociation directe entre une commission du gouvernement américain et le gouvernement nicaraguayen.

Voyez-vous émerger une organisation avec une figure forte, avez-vous quelqu'un en tête ?

Pendant l'insurrection d'avril, avant d'être arrêtées, de nombreuses personnalités avaient le soutien de la population. C'est le cas de Cristiana Chamorro qui est la fille de l'ancienne présidente du Nicaragua qui avait battu Ortega dans les années 1990. Félix Maradiaga qui est un politologue, maintenant prisonnier politique, directeur de l'IEEPP, l'Institut d'études politiques stratégiques au Nicaragua, représentait un autre espoir. Je pense que ces deux personnes-là seraient capables de

tenir tête à Daniel Ortega.

Avec la condamnation en mars de l'opposante Cristiana Chamorro, qui illustre une fois de plus la dimension répressive du régime Ortega, quelles perspectives voyez-vous pour l'opposition ?

Il n'y a pas de bonne perspective pour l'instant. Mais il y a toujours de l'espoir. Nous avons des lieux dédiés au bien-être mental des personnes, car le militantisme affecte les gens psychologiquement et émotionnellement. Il y a des gens qui ont construit ces espaces pour essayer de ne pas perdre espoir, pour continuer de se battre pour une cause juste. Nous avons besoin de justice et de liberté. Nous disons « résister, c'est aussi combattre ».

Bien que l'Europe ait imposé des sanctions en réponse aux violations des droits humains lors des manifestations de 2018, considérez-vous que l'action européenne ait été suffisante et efficace en réponse à ces événements ?

Oui, l'action de l'Union européenne a été efficace. Bien sûr, on pourrait faire plus, mais la priorité de l'Union européenne est la guerre en Ukraine. Il est tout à fait compréhensible que cet enjeu soit prioritaire. Toutes les ressources politiques et monétaires y sont consacrées. Malgré tout, le Conseil de l'Europe m'a invitée pour parler de la situation au Nicaragua. Cela représentait une opportunité pour faire connaître notre situation.

Qu'attendez-vous de l'Europe aujourd'hui ?

Il y a beaucoup de choses que j'attends de l'Europe. Je pense qu'elle devrait avoir un discours plus ferme pour faire pression et libérer les prisonniers politiques. Des sanctions sur les dirigeants nicaraguayens devraient être mises en place. L'Union européenne devrait sanctionner les personnes qui sont liées à l'appareil répressif du régime, par exemple les députés de l'Assemblée nationale, une partie de l'appareil judiciaire, l'Institut de sécurité sociale du Nicaragua et la présidence. Rosario Murillo a déjà été sanctionné. Il est maintenant temps de sanctionner directement Daniel Ortega, et ses enfants avec lesquels il cherche à créer une dynastie.

Y a-t-il une figure européenne qui vous inspire particulièrement dans votre combat ?

Je ne sais pas si c'est très féministe de ma part, mais j'aime beaucoup Winston Churchill. L'un de mes acteurs préférés, Cillian Murphy, joue dans un film intitulé Dunkerque. J'aime beaucoup regarder des films sur la Première et la Seconde Guerre mondiale, écouter le témoignage de personnes qui ont survécu aux camps de concentration. Je pense que pour comprendre les victimes, il faut voir leur perspective sous plusieurs angles. La gestion de Churchill lorsqu'il était Premier ministre était très ferme. Je pense qu'il était l'un des meilleurs stratèges politiques de l'histoire.

Lorsque vous parlez du rôle que le cinéma peut jouer dans la représentation et la compréhension de certaines situations ou expériences de vie, existe-t-il quelque chose sur la situation au Nicaragua ?

Il existe un documentaire, réalisé par un cinéaste espagnol pendant les manifestations, intitulé Nicaragua, patrie libre pour vivre. C'est très intéressant car de nombreuses personnalités politiques qui sont aujourd'hui en prison figurent dans ce documentaire. On y retrouve leurs témoignages, notamment celui de Monseigneur Silvio Báez, qui a dû fuir le Nicaragua car le régime avait engagé un tueur à gages pour l'assassiner.

Comment pratiquer la diplomatie scientifique ?



Abdelrahman Elsam • Diplômée en physique et énergies renouvelables, Nisreen Abdelrahman Elsam est négociatrice en matière de transfert de technologie. Parallèlement, elle milite notamment au sein de la plateforme Youth and Environment – Sudan (YES), qu'elle a créée. Dans le cadre de son engagement, elle parcourt le Soudan et constate l'ampleur de l'impact du changement climatique et la vulnérabilité du pays face à ce phénomène. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Jeune activiste environnementale, vous êtes engagée depuis 2012 dans cette lutte. Il y a-t-il des éléments en particulier qui ont motivé chez vous un désir d'agir ? Avez-vous été confronté directement aux conséquences du changement climatique, et si oui, sous quelles formes ?

Nous rencontrons beaucoup de problèmes politiques au Soudan. La majeure partie de ces difficultés a des répercussions sur le fonctionnement des universités, qui sont des lieux de mobilisation politique. En 2012, lorsque j'étais en première année d'étude dans le supérieur, mon université a été bloquée pendant plusieurs mois suite à un événement politique. J'étudiais alors la physique. Cette mobilisation m'a fait prendre conscience que ce n'étaient pas les scientifiques qui pouvaient changer les choses en matière de lutte contre le dérèglement climatique, mais les politiciens. J'ai donc réfléchi à la manière de relier les sciences aux mouvements politiques. Après avoir mené des recherches sur Google, j'ai découvert le concept de diplomatie scientifique. Il s'agit d'utiliser des connaissances scientifiques dans des discussions diplomatiques. Les deux plus grands enjeux de la diplomatie scientifique sont le changement climatique et la gestion de nos ressources en eau. J'ai découvert des organisations au Soudan qui travaillaient sur le changement climatique et j'ai débuté en y faisant du bénévolat. Grâce à ce volontariat, j'ai pu rendre visite à différentes communautés qui avaient été affectées par les conséquences du changement climatique.

Négociatrice, activiste, diplômée, jeune femme, comment définissez-vous votre identité ? Et quel rôle votre activisme joue-t-il dans votre identité ?

Mon identité est celle d'une faiseuse de changement. Chaque fois que je sens que je peux changer les choses, j'agis pour le faire. C'est pourquoi, j'essaie de m'impliquer dans différents mouvements, mais aussi à différents niveaux. J'ai commencé à œuvrer au sein de communautés locales et à négocier la mise en place de réglementations avec des représentants politiques soudanais. J'ai ensuite cherché à mener des négociations au niveau multilatéral. Désormais, j'essaie d'influencer des chefs d'État, grâce à mon titre de conseillère pour le climat auprès de l'ONU. Il apparaît en effet urgent d'agir le plus au sommet. En tant qu'activiste climatique, j'ai pu constater l'accélération de la dégradation de notre environnement au cours des dix dernières années.

Vous cherchez à mobiliser les jeunes pour le climat sur la scène mondiale, comment percevez-vous l'organisation de la résistance environnementale et les

dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation ? Comment lier l'ensemble de ces singularités ?

Le mouvement de la résistance environnementale a toujours été très diversifié. Au début, il se concentrait davantage sur le profil technique des personnes qui s'engageaient que sur leur nombre. Désormais, de plus en plus de personnes s'engagent en faveur du changement climatique. Il faut trouver comment permettre à ces personnes d'agir concrètement en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique.

Comment considérez-vous votre action dans ce domaine, au Soudan, comme à l'échelle mondiale ?

Notre action est en pleine croissance, au Soudan comme dans le monde. Pourtant, nous sommes encore très en retard et malheureusement, nous manquons de temps. Non seulement il y a beaucoup à faire, mais nous devons le faire rapidement. J'espère vraiment que tous nos efforts aboutiront, sinon nous perdrons tout espoir pour les générations futures.

Comment comprenez-vous la résistance dans son aspect technique ? Quels sont pour vous les outils, les moyens d'expressions de cette lutte qui vous permettent de vous opposer ? Quelles sont les structures sur lesquelles cette lutte repose ?

Tout mouvement repose sur trois niveaux. Le premier est celui de l'expression d'une opposition ou d'un soutien à une cause. C'est le stade où des manifestations, des grèves, des événements publics, etc. sont organisés afin de donner un écho aux revendications. Le second niveau est plus substantiel et consiste à énoncer les raisons d'une opposition. Il s'agit d'essayer de formuler des réponses aux problèmes et mesurer les probabilités de gain de la lutte. Enfin, le troisième niveau consiste à prendre des mesures pour atteindre les objectifs définis.

Quelles sont, aujourd'hui, vos priorités, pour vous-même et pour votre lutte ?

En 2012, je n'aurais pas pensé que je chercherais 10 années plus tard à mobiliser autour de l'enjeu climatique. Aujourd'hui, il me semble particulièrement difficile de définir des priorités à long terme. À court terme, mon objectif est de travailler davantage sur la sélection des profils des personnes qui rejoignent notre mouvement. Je cherche à faire passer les jeunes soudanais de la première étape, dans laquelle ils se trouvent lorsqu'ils participent aux Fridays For Future, à la deuxième étape, qui consiste à être plus substantiel et à formuler des demandes claires. À moyen terme, je souhaite également rendre l'engagement du mouvement de la jeunesse plus significatif. Il s'agit d'inviter des jeunes à la table des discussions pour qu'ils aient une véritable influence sur le contenu de notre travail.

Avez-vous des modèles qui vous inspirent ou un cadre théorique sur lequel vous fondez vos actions ?

Je pense que Fridays For Future a généré une prise de conscience importante en Europe. Aujourd'hui, la majeure partie du continent européen a admis l'existence du changement climatique. De nombreux politiciens essaient d'inclure les enjeux environnementaux aux politiques qu'ils mettent en œuvre.

Au Soudan, le mouvement Fridays For Future manque d'engagements personnels. En tant que pays musulman, le vendredi est un jour férié. Le weekend débute donc le vendredi. Faire grève ce jour apparaît un peu paradoxal. Par ailleurs, plus de 70 % des enfants abandonnent l'école à un jeune âge au Soudan. L'UNICEF a déclaré qu'en 2021, plus de six millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne l'étaient pas.

Pour gagner en ampleur, le mouvement doit aussi être en phase avec les besoins du pays. Il

faut réfléchir de manière critique à la façon dont les communautés peuvent bénéficier de nos actions pour le climat. Les jeunes soudanais qui souhaitent s'engager en faveur de la cause climatique doivent imaginer de nouvelles façons d'agir. Il s'agit de donner aux jeunes les outils nécessaires au développement d'une pensée critique qui leur permettra de transcrire leurs demandes en plans d'action. Il faut ensuite présenter un projet rigoureux qui soit suffisamment crédible pour obtenir des financements.

Comment comprendre l'impact du coup d'État d'octobre sur l'action de la cause environnementale ? Comment appréhender les conséquences de l'instabilité politique sur la gestion des problèmes environnementaux ?

Lorsque j'ai commencé à travailler en 2012 en tant qu'activiste pour le climat, je me suis rendue à la conférence de Doha. J'étais la seule mineure soudanaise de la délégation. J'ai crû bon de suggérer au gouvernement soudanais d'accroître la participation des jeunes à de telles conférences. Après de longues plaidoiries, ma suggestion a finalement été acceptée et nous avons pu collecter des fonds pour que quinze jeunes soudanais soient présents à la prochaine conférence mondiale sur le climat. Cependant, le coup d'État a eu lieu le 25 octobre 2021 au Soudan, entraînant la fermeture de l'aéroport, la coupure des connexions Internet et des liaisons téléphoniques. Du 25 octobre au 7 novembre, nous n'avions aucune nouvelle provenant du Soudan. Ce n'est que deux jours après la fin de la COP26 que la connexion Internet et les appels téléphoniques ont été partiellement rétablis. Le coup d'État n'a donc pas permis aux jeunes sélectionnés de participer à la COP26 qui se tenait à Glasgow.

Ce n'est qu'un exemple minime de l'impact que l'instabilité politique peut avoir sur la lutte contre le changement climatique. Il faudrait également évoquer le manque de sécurité dans le pays qui explique le nombre élevé d'activités illégales. La chasse d'espèces rares et la coupe d'arbres destinée à la production et la vente de charbon de bois ont de nouveau été autorisées après le Coup d'Etat. L'instabilité politique dégrade la situation économique. En conséquence, le changement climatique et le droit environnemental sont relégués au second plan des priorités. Dans un tel contexte, il est impossible de planifier des politiques environnementales à long terme. Malheureusement, ce sont bien souvent les communautés qui vivent dans des pays instables qui sont elles-mêmes les plus vulnérables face au changement climatique.

Comment appréhender les défis énergétiques au Soudan au vu de l'utilisation massive de charbon de bois par la population et des tensions autour du pétrole ?

Le Soudan bénéficie de plus de six heures d'ensoleillement par jour. Le pays recèle donc un potentiel important concernant l'utilisation de l'énergie solaire. Toutefois, la mise en place de plans de développement de l'énergie solaire nécessite des investissements massifs et durables. Or, la situation actuelle ne nous permet pas d'envisager cette solution.

Par ailleurs, actuellement, seuls 30 % des Soudanais ont accès à l'électricité. Cela signifie qu'environ 70 % de la population utilise du charbon de bois. C'est effectivement moins cher que l'essence dont le prix a grimpé depuis l'arrêt du versement des subventions de la Banque mondiale. Il serait néanmoins possible d'introduire des mécanismes propres comme des pompes à énergie solaire. Beaucoup de choses peuvent être faites. Nous pourrions également développer l'énergie hydraulique. Cependant tout investissement de long terme requiert la confiance des investisseurs. Pour cela, il nous faut des institutions politiques stables, des lois et des législations pérennes. Or, le Soudan ne répond à aucune de ces conditions actuellement.

Comment comprendre les conséquences environnementales et sociales du conflit au Darfour ?

À trois reprises, j'ai pu informer le Conseil de sécurité de l'ONU des liens entre la situation sécuritaire et le changement climatique. En 2007, le précédent Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, avait déclaré que la guerre au Darfour était la première guerre liée au changement climatique de la nouvelle ère. En effet, la plupart des rapports indiquent que le conflit avait commencé entre les agriculteurs en raison des sécheresses. Un effet du réchauffement climatique s'est alors greffé à des tensions ethniques. Le gouvernement soudanais a décidé d'armer les tribus arabes et non les tribus

africaines. Ces dernières sont donc allées chercher des armes en Afrique centrale et dans des pays voisins comme le Tchad. L'essence du problème était donc d'ordre environnemental. De façon plus générale, je pense que l'impact du changement climatique sur la sécurité d'un territoire peut se faire de deux façons : soit directement en provoquant un conflit entre des parties qui cherchent à récupérer des ressources naturelles, soit indirectement, en forçant les populations au déplacement.

Comment analyser l'abandon du projet Gezira et ses conséquences sur l'environnement et l'agriculture ?

Malheureusement, le gouvernement d'Omar el-Bechir n'a pas cherché à développer d'autres secteurs que celui des énergies fossiles. Le projet Gezira a été négligé pendant de nombreuses années. Après la partition du Soudan en 2011, la plupart des ressources pétrolières ont été attribuées au Soudan du Sud. Au lieu d'essayer d'utiliser les revenus du pétrole et du gaz pour développer d'autres secteurs générateurs de revenus, le gouvernement a décidé de se focaliser sur l'exploitation minière et celle de l'or. Ainsi, moins de ressources ont été consacrées à des projets agricoles ou à des services tels que l'éducation et la santé.

Un autre aspect problématique au Soudan est le manque de routes aménagées. Le coût du transport des matières premières à travers le pays est très élevé. L'exportation des matières premières devient alors la seule solution pour générer une valeur ajoutée. Néanmoins, cette exploitation des terres cultivables pour l'export a aussi un coût environnemental très élevé pour les populations locales. 70 % du secteur agricole soudanais ne repose pas sur un système d'irrigation. Aussi, alors que les pluies se font de plus en plus rares, c'est la sécurité alimentaire des habitants qui est menacée.

À l'approche du troisième remplissage du barrage de la Renaissance par les Éthiopiens, que faut-il retenir de ses effets, bénéfiques ou non, sur le Soudan et sa gestion de l'eau ?

Le remplissage du barrage de la Renaissance va faire de la zone autour du barrage une aire très humide. De nouveaux insectes pourront y vivre et propager des maladies. Cela signifie également qu'une variété de fruits et de légumes plantés par les habitants de la région cesseront de pousser en raison de l'humidification de la zone. Il faudra donc revoir le type de culture planté. Le remplissage du barrage implique également que les Soudanais se mettent d'accord avec les Éthiopiens sur la gestion de l'eau, afin d'éviter une pénurie d'électricité. Enfin, si le barrage s'effondre, en raison de sa taille, plus d'un tiers de la partie orientale du pays, y compris Khartoum, sera submergé.

Plus généralement, les influences étrangères sur le Soudan sont-elles un sujet que vous rencontrez dans votre travail ? Par exemple, le fait que la Chine, les pays du Golfe ou d'autres essaient d'investir ou d'acheter des terres au Soudan...

C'est une réalité. De nombreux pays du Golfe possèdent des terres au Soudan plus grandes que la taille de leur propre pays. Mais je n'étudie pas spécifiquement ces influences dans mon activisme. Je considère qu'en matière de changement climatique, le clivage entre les pays Nord et les pays Sud est toujours valide. Je cherche donc à agir prioritairement avec les populations qui rencontrent les mêmes défis.

À travers votre activisme à l'international, notamment au sein des Nations Unies et à l'échelle du continent africain, comment avez-vous compris le rôle et l'impact de l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique ?

Je pense que l'Europe fait beaucoup mieux que d'autres pays comme les États-Unis par exemple, mais ce n'est malheureusement pas suffisant. Le Green Deal européen a été introduit avec succès mais la rénovation de la PAC est venue contredire ce projet. Cet accord agricole comprend de nombreux éléments en opposition avec le contenu du Green Deal. Bien que le lobby agricole de l'Union européenne soit très puissant, il n'est pas possible d'avoir deux politiques qui se contredisent.

Comment percevez-vous les interactions entre l'Europe et l'Afrique sur le sujet climatique ? Pensez-vous l'Europe assez réactive face aux problèmes environnementaux, que ce soit sur son territoire ou ailleurs ?

En termes de fonds et de soutien, l'Union européenne a réalisé de nombreux projets avec le gouvernement. À titre personnel, je considère qu'il aurait fallu privilégier une concertation avec les ONG locales.

Le programme européen de financement Life est également très intéressant. J'ai parlé à Frans Timmermans de la possibilité de dupliquer ce projet dans d'autres pays en dehors de l'Europe. Le programme Erasmus s'est élargi avec Erasmus+, on pourrait donc imaginer faire la même chose avec Life+. Toutefois, concernant la réduction d'émissions de gaz à effet de serre, le chemin à parcourir est encore long. Remplacer les énergies fossiles par de l'électricité semble être une bonne idée mais il y a encore la question de l'impact environnemental des batteries au lithium. Par ailleurs, l'extraction de lithium se fait souvent de façon illégale et contribue à accroître la déforestation.

L'Europe est actuellement confrontée à un bouleversement de son modèle énergétique à cause de la guerre en Ukraine. Comment comprenez-vous ce moment et l'attitude des pays européens face à cette possibilité de rénover leur consommation énergétique ?

La situation actuelle me paraît assez choquante pour plusieurs raisons. Je vis dans un pays où l'état de guerre est constant. La panique qui s'est installée au sein de l'Union européenne par rapport à la guerre en Ukraine est pour moi incompréhensible. Ces guerres se produisent partout et l'UE y participe même parfois, soit par médiation, soit en soutenant des armées. Par ailleurs, si l'invasion russe du territoire ukrainien est évidemment un énorme problème, il faut toutefois distinguer le gouvernement russe, responsable de la guerre, du peuple russe qui est peut-être en désaccord avec cette décision.

De plus, la guerre en Ukraine ne signifie pas la fin de tous les autres problèmes mondiaux. La dépendance aux combustibles fossiles alimente de toute évidence les guerres. Nous continuons à utiliser des énergies fossiles parce que nous refusons d'accepter l'idée qu'il est nécessaire de changer de modèle. Le refus de reconnaître l'urgence d'agir en matière climatique me choque énormément.

Concernant le lien entre la guerre et la lutte contre le changement climatique, il y a en Europe ce que l'on a pu appeler « l'écologie de la guerre » : avec l'invasion de l'Ukraine et la recherche par les pays européens d'une indépendance énergétique, les politiques climatiques deviennent un impératif stratégique. Pensez-vous que cet exemple pourrait être reproduit ailleurs ?

En temps de guerre, les gens et les gouvernements ont tendance à paniquer. C'est exactement ce qui se passe actuellement. Les personnes paniquent et elles refusent d'innover par l'utilisation de nouvelles pratiques.

« La crise des réfugiés syriens se terminera le jour où le régime de Bachar al-Assad tombera »



Noura Ghazi • Activiste et militante syrienne, experte dans la défense des droits humains depuis les années 2000, elle se bat contre les détentions arbitraires et les disparitions forcées dans son pays. Elle est fondatrice et directrice de l'association No Photo Zone et de « Families for Freedom Movement » fondée en 2017, après la disparition de son mari dans les prisons syriennes. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Avocate et militante pour les droits des détenus politiques, votre parcours et celui de votre mari vous ont amené à connaître le milieu carcéral depuis votre plus jeune âge. Comment votre engagement s'est-il construit au fil de ces épreuves ?

Mon activisme a été inspiré par la disparition de mon père lorsque j'étais enfant. Mon père a été arrêté par les autorités syriennes car il était un opposant au régime. Sa disparition m'a laissé de nombreux traumatismes. Encore aujourd'hui, lorsque j'entends quelqu'un frapper à ma porte, je repense au jour où il a été arrêté.

J'ai grandi dans une famille d'activistes. C'est lors d'une audience au tribunal au cours du procès de mon père que j'ai décidé, à l'âge de treize ans, que je deviendrais avocate. J'étais la plus jeune étudiante dans mon université de droit. J'ai obtenu mon diplôme très rapidement et en 2004, j'ai commencé à défendre des prisonniers politiques. En plus de cela, j'ai commencé à me former de manière autonome aux enjeux des droits de l'homme. En effet, en Syrie, toutes les notions relatives aux droits de l'homme sont bannies des enseignements officiels. En 2006, je suis devenue formatrice en droits de l'homme, des femmes, des enfants et des réfugiés.

J'ai également été interdite de voyage par les autorités syriennes pendant sept ans, de 2007 à 2014. Durant cette période, la révolution a débuté et j'ai été l'une des premières à manifester. J'ai rencontré mon mari lors d'une de ces manifestations. Alors que la répression s'accroissait, j'ai commencé à me consacrer à plein temps à la défense des prisonniers politiques. Je leur rendais visite en prison pour recueillir leur témoignage et assurer leur défense devant les tribunaux. Puis mon mari et moi nous sommes fiancés. Cependant, il a été arrêté deux semaines avant notre mariage. Pendant des années, j'ai alors été suivie par les services secrets syriens partout où j'allais. J'ai dû changer de domicile très régulièrement et je n'ai pas pu voir ma famille. Pendant dix mois, je suis restée sans nouvelles de mon mari. J'ai ensuite appris qu'il avait été transféré dans une prison de Damas. J'ai pu lui rendre visite grâce à mon statut d'avocate. Nous nous sommes alors mariés en prison. Pendant trois ans, je lui ai rendu visite ainsi qu'à d'autres prisonniers. J'étais l'une des seules personnes à pouvoir me rendre dans cette prison car son emplacement était très sensible. Elle se trouvait entre la zone tenue par le régime et la zone tenue par l'opposition. La prison était donc bombardée en permanence. Pendant les années où mon mari était emprisonné, j'ai rencontré plus de 400 prisonniers et recueilli leur témoignage. Je leur transmettais également des nouvelles de leurs familles avec

lesquelles j'avais pris contact. Avec mon mari, nous avons également créé des ateliers de lecture, d'écriture et de peinture pour les prisonniers politiques.

Puis en 2015, mon mari a de nouveau disparu et en 2016, j'ai décidé de quitter la Syrie car je savais qu'il y avait de fortes probabilités pour que je ne le revoie plus. Je devais aller étudier au Royaume-Uni mais j'ai finalement décidé de rester proche de la frontière syrienne. J'ai alors créé mon ONG au Liban. Une nouvelle phase de ma vie a débuté.

Syrienne opposante au régime, vous êtes désormais réfugiée au Liban. Face à ce contexte de guerre civile vous ayant poussé à l'exil, comment définissez-vous votre identité ?

La plupart des militants qui ont dû quitter la Syrie au moment de la Révolution en 2011 ont décidé de s'installer dans un pays proche de la Syrie car ils pensaient que la situation serait provisoire. Ils ne sont pas allés directement en Europe. C'est vraiment difficile de se faire à l'idée que vous ne pourrez plus jamais retourner dans votre pays parce que vous pourriez y être tué. Désormais, la situation est plus complexe : des millions de Syriens sont exilés à travers le monde.

Après avoir quitté la Syrie, j'ai voyagé et rencontré des diplomates, des médias, des ONG... En un sens, ma vie était plus facile car je ne faisais plus l'objet de menaces directes mais je vivais avec la crainte que ma famille, restée en Syrie, soit visée par les autorités. En travaillant au Liban, j'avais l'impression de garder une forme de contact avec la Syrie. Je suis devenue directrice d'une ONG mais j'ai conservé la volonté de rester proche du terrain dans mon travail.

J'ai ensuite dû quitter le Liban car je n'avais pas la possibilité d'obtenir une carte de résidence à titre permanent. J'ai pris la décision de rejoindre la Turquie. C'était une procédure fastidieuse et harassante car j'ai dû payer beaucoup d'argent pour obtenir un visa. J'ai aussi dû apprendre une nouvelle langue et m'adapter à une nouvelle vie. J'ai ainsi vécu plusieurs années entre le Liban et la Turquie, puis j'ai déménagé à Paris, où je vis actuellement.

Il est difficile pour moi de définir mon identité. Avant la révolution, j'étais sûre d'une chose, j'étais contre toutes les pratiques du régime syrien. Je sais aussi que je suis du côté des victimes syriennes qui n'ont rien fait pour mériter la situation dans laquelle elles se trouvent. Elles n'ont pas la possibilité de décider de ce qu'elles veulent. C'est pourquoi j'essaie de faire porter leur voix. Ma motivation principale reste de soutenir les victimes et leur apporter mon soutien.

Ayant participé à la création du «Families for Freedom Movement» en 2017, comment percevez-vous l'organisation pour la défense des droits des détenus politiques et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation ?

Je suis fière d'avoir été l'une des fondatrices du premier mouvement de défense des victimes en Syrie. Nous avons été inspirés par l'expérience d'autres pays comme l'Argentine, la Bosnie et le Liban. Nous voulions faire connaître la cause des personnes disparues en Syrie. Beaucoup de militants politiques ont disparu du jour au lendemain sans que le gouvernement dise aux familles des victimes quel avait été le destin de leur proche. Désormais, les associations de défense des victimes du régime sont représentées dans des conférences internationales. En ce sens, il est possible de dire que le peuple syrien n'est pas représenté par son gouvernement mais par toutes les associations qui œuvrent à travers le monde.

La plupart des associations syriennes se déploient partout en Europe et tentent de répondre à des besoins très différents. Certaines associations subissent des pressions pour arrêter leur activité. C'est un travail de longue haleine mais nous ne pouvons pas abandonner devant l'ampleur de la cause.

Votre engagement s'est aussi traduit par la création de No Photo Zone, venant en aide aux familles de détenus ou personnes disparues. Comment comprenez-vous la résistance dans son aspect technique ? Quels sont pour vous les outils de cette lutte qui vous permettent de vous opposer ?

Il n'y a pas d'autres alternatives à la résistance. J'aimerais pouvoir m'autoriser à penser qu'il est possible d'arrêter le combat mais trop de personnes dépendent de notre engagement. Je vis avec beaucoup de traumatismes. Il serait très facile d'adopter un esprit de vengeance ou de violence. Mais résister, c'est au contraire savoir montrer de l'empathie envers les autres. Cela fait onze ans que la guerre a commencé, mais nous devons poursuivre nos efforts. J'essaie d'offrir un statut juridique aux Syriens et de plaider en faveur de la défense des droits de l'homme à travers une approche juridique. Je continue d'apprendre le turc et je voudrais débiter l'apprentissage de la langue française. Depuis que je vis en France, je rencontre beaucoup de diplomates et de représentants politiques avec lesquels j'essaie de construire une approche collective sur la question de l'accueil des réfugiés syriens et le respect de leurs droits.

J'ai prononcé de nombreux discours au sein des institutions de l'Union européenne. Nous participons à la rédaction de rapports et des pétitions communes. Je travaille en étroite collaboration avec l'ONU, Human Rights Watch et Amnesty International notamment.

Avez-vous des un cadre théorique et/ou des figures ou moments emblématiques qui définissent et inspirent cette lutte ?

La première femme qui a eu un impact significatif sur mon engagement était d'origine libanaise. Je l'ai rencontrée en 2015. Son mari avait été arrêté et elle avait créé au Liban un comité pour les familles de prisonniers politiques disparus. Elle m'a beaucoup inspirée car son combat demande de la patience. En menant nos recherches, nous avons conscience que personne ne sera heureux du résultat car la plupart du temps, les personnes disparues ont été tuées ; mais cette quête de réponses est essentielle.

Une autre rencontre a marqué mon expérience en tant qu'activiste. En 2017, je suis allée en Bosnie pour rencontrer les mères des victimes du massacre de Srebrenica. Ensemble, nous avons visité le mémorial et les fosses communes. Je regardais cet endroit en espérant qu'un jour en Syrie nous pourrions aussi disposer d'un lieu pour nous recueillir. C'était un moment vraiment émouvant. Cela fait maintenant cinq ans que je cherche des informations sur l'emplacement de la dépouille de mon mari. Lorsque j'ai demandé à cette femme bosniaque quelle était sa profession, elle m'a répondu qu'elle était philosophe. C'est ce genre de mentalité qu'il nous faut aujourd'hui conserver pour poursuivre nos combats.

Quelle place occupe votre recueil de poèmes, *Attente*, dans votre activisme ?

Parfois, il arrive que je me sente reconnaissante d'avoir vécu toutes ces tragédies dans ma vie. Je pense aujourd'hui que c'est en effet parce que j'ai souffert de la même manière que souffrent les personnes que je rencontre que j'apparais comme un acteur crédible. Je sais que mon écoute produit un impact sur les femmes avec lesquelles je discute car elles savent que j'ai vécu les mêmes souffrances. Si je n'avais pas vécu toute cette douleur, je ferais un travail théorique ; je ne travaillerais pas avec de la profondeur. La disparition de mon mari n'a pas seulement affecté mon militantisme, elle affecte aujourd'hui toutes les femmes que je rencontre par ma compréhension de leur peine.

À travers mon recueil de poèmes *Attente*, j'ai cherché à utiliser des mots simples pour que tout le monde puisse se reconnaître dans ce que je décrivais. Il me semblait essentiel d'aborder les souffrances des familles qui connaissent l'emprisonnement d'un de leur proche. Souvent, lors de réunions officielles, je ne cherche pas à masquer mes émotions. Nous ne sommes pas des experts qui parlent de choses abstraites. Je souffre comme les Syriens que je rencontre. Je ne peux pas distinguer mon travail de mes émotions car je ressens personnellement toutes les tragédies qui me sont racontées.

Quelles sont, aujourd'hui, vos priorités, pour vous même et pour votre lutte ?

Actuellement, je me pose la question de savoir si je veux rester vivre en France. Ma priorité est d'assurer la sécurité de ma famille et de les faire venir en France. Je cherche aussi à accroître les moyens d'action de mon ONG. Il est possible qu'un jour nous devions travailler sur d'autres contextes de guerre et pas seulement sur le conflit syrien. Je cherche enfin à développer un nouveau partenariat avec des associations françaises et des avocats de différents pays pour œuvrer en faveur de la défense des droits des syriens à travers le monde.

Pourquoi est-il si difficile de coordonner les oppositions intérieures syriennes et d'articuler leurs actions à celle des oppositions extérieures ?

Lorsque nous évoquons le contexte syrien, il y a deux problèmes principaux. La première difficulté est qu'actuellement il n'y a pas une Syrie mais plusieurs. En effet, le territoire est divisé en une première zone contrôlée par la Turquie, une seconde par la Russie et l'Iran et une troisième par les Kurdes. Il y a par ailleurs différents types d'opposition. En interne, les militaires du régime s'opposent à des groupes armés très divers. Chaque acteur du conflit a des buts de guerre différents. Aucun acteur n'est d'accord sur les conditions d'une issue au conflit. En externe, les pays du Golfe et la Turquie notamment agissent en Syrie avec des visées différentes. En tant qu'activiste, je perçois ces divergences au sein de ma communauté. Certains exilés syriens ressentent une forme de nostalgie, d'autres une culpabilité de ne pas être en mesure d'aider les Syriens. Certains syriens ont encore de l'espoir, ce que j'appelle du faux espoir, et d'autres décident au contraire de se déconnecter du pays pour débiter une nouvelle vie.

Alors que la Russie a opposé son veto à l'acheminement d'aide humanitaire onusienne en Syrie, comment comprendre l'impact de la guerre en Ukraine sur les dynamiques du conflit syrien ?

Mes pensées vont d'abord aux victimes ukrainiennes qui subissent les conséquences dramatiques liées à tout conflit. En ce qui concerne plus précisément l'impact de la guerre en Ukraine sur les dynamiques du conflit syrien, je pense que cette guerre représente une occasion supplémentaire pour les États de détourner leur regard de la situation en Syrie. Cela fait désormais onze années que la guerre perdure et qu'aucune solution n'a été trouvée. Juste avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, la prise du pouvoir des talibans en Afghanistan a aussi servi d'excuse pour faire passer la résolution du conflit en Syrie au second plan. Beaucoup d'États agissent comme si la guerre en Syrie était terminée. Ce n'est pas le cas.

Par ailleurs, au regard de toutes les mesures mises en place pour accueillir les réfugiés ukrainiens, il est difficile pour les Syriens de ne pas faire de comparaison. En 2011, aucune tentative de coordination à l'échelle de l'Union européenne pour accueillir les réfugiés n'a été mise en place. Je constate donc une forme de discrimination ou peut-être de racisme dans la différence de réponse qui a été apportée aux deux crises des réfugiés. Je sais que le monde est plein de crises et de conflits, mais la Syrie souffre toujours. Nous devons garder la situation syrienne à l'agenda des politiques. Enfin, les Syriens réfugiés en Europe et au Moyen-Orient subissent toujours de très fortes discriminations. Il m'est arrivé d'avoir de très bonnes conversations avec des interlocuteurs jusqu'au moment où ils apprenaient que j'étais syrienne. La conversation s'arrêtait alors de façon nette. En France, je n'ai pas vécu cela souvent, mais en Turquie, au Liban et en Allemagne, c'est arrivé à plusieurs reprises.

Quelle est l'influence de l'État islamique dans l'échiquier des forces actuelles ?

Il me semble que l'État islamique a constitué un ennemi parfait pour toutes les parties au conflit. Or, si l'État islamique a désormais été démembré, les problèmes qu'il a attisés ne sont toujours pas résolus. Les fosses communes dont il est à l'origine ne sont pas protégées, ce qui est pourtant essentiel pour recueillir des preuves et espérer une condamnation des coupables. Par ailleurs, les

membres des familles des combattants de l'État islamique sont toujours retenus dans des camps, où ils vivent dans de très mauvaises conditions. Je pense que ces personnes devraient être rapatriées dans leur pays d'origine pour avoir droit à un procès équitable.

Comment comprenez-vous le retour en France de certains ressortissants français ayant rejoint Daesh en Syrie ?

À titre personnel, je pense que les ressortissants français ayant rejoint Daesh en Syrie devraient être rapatriés en France pour avoir droit à un procès équitable. Par ailleurs, les conditions de détention dans les camps syriens sont très mauvaises. Il y a aussi le risque que ces personnes s'échappent.

Quelles perspectives pour la population civile alors que le régime Assad continue sa répression et pousse des millions au déplacement ?

4 millions de Syriens se trouvent actuellement en Turquie. 6 millions sont exilés en Europe ou ailleurs. 6 millions ont été déplacés à l'intérieur du pays, soit au total plus de la moitié de la population. Pour l'instant il n'y a aucune perspective de développement pour la population syrienne étant donné qu'elle se trouve dispersée à travers le monde. La principale raison pour laquelle les Syriens ne reviennent pas en Syrie est que le régime de Bachar al-Assad arrête les personnes qui reviennent. Pour beaucoup de Syriens, il est préférable de mourir plutôt que d'être arrêté par les autorités syriennes.

L'action européenne étant depuis quelque temps stabilisée dans la région, comment considérez-vous l'aide européenne en Syrie ? Vous paraît-elle efficace ?

L'appui financier de l'Union européenne auprès des associations a été essentiel. Néanmoins, il reste certains défis à relever. Je pense que les États européens devraient modifier le mandat et la durée du fonds d'aide. Il y a aussi beaucoup de corruption et nous devons donc trouver un canal plus sûr pour distribuer ce fonds. Ces trois dernières années, je me suis concentrée sur la mise en place de programmes éducatifs pour les enfants syriens dans les pays d'accueil car nous n'avons pas d'espoir de retour en Syrie dans un futur proche. Nous devons faire face à cette réalité. Il faut développer un programme de long terme car nous ne savons pas quand il sera possible pour les réfugiés de retourner en Syrie. S'il n'est pas logique de permettre à tous les Syriens de venir en Europe, il n'est pas non plus logique de les laisser en Syrie ou bloqués dans des camps des pays voisins.

L'Europe a-t-elle été un acteur majeur pour les familles de disparus ?

Si les États européens avaient souhaité trouver des solutions, ils auraient pu le faire. Je suis réaliste. Je ne demande à aucun gouvernement plus que ce qu'il fait actuellement. En ce qui concerne la cause des personnes disparues, l'Union européenne a beaucoup aidé en invitant des activistes à s'exprimer et en développant une expertise fine sur le sujet. Cet enjeu reste à l'agenda, mais à ce stade, nous ne pouvons rien faire de plus.

Comment comprenez-vous la gestion européenne des réfugiés syriens ?

En matière de gestion des réfugiés syriens, il n'y a pas d'action européenne. Chaque État a développé sa propre politique. Je sais que le monde est en proie à de nombreux conflits et que le nombre de réfugiés croît mais la Syrie n'est toujours pas une région sûre. Il n'est pas possible pour les Syriens d'y retourner actuellement. Je pense que les États européens devraient garder cela à l'esprit.

Qu'attendez-vous de l'Europe ?

Si l'Europe veut mettre un terme à la crise des réfugiés syriens, elle n'a qu'une solution : chasser du pouvoir Bachar al-Assad. Une fois que le gouvernement syrien tombera, les syriens retourneront en Syrie.

« Il n'est pas improbable qu'une guerre civile voie de nouveau le jour en Afghanistan »



Anarkali Honaryar • Docteure en médecine et militante des droits humains, elle intègre la Commission Indépendante des Droits de l'Homme en Afghanistan en 2004, avant d'être élue sénatrice, représentante des minorités hindoues et sikhes au Parlement afghan pendant 10 ans. Elle est également choisie comme membre du Conseil de Paix, dans lequel elle représente le gouvernement démocratique afghan. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Docteure en médecine, vous vous êtes engagée pour la défense des droits humains. Pourriez-vous revenir sur votre parcours, ce qui vous a conduit à mener cette double carrière de médecin et d'activiste ? Quels sont les événements qui, dans votre vie, vous ont poussé à agir, notamment pour les minorités sikhes et hindoues ?

Au début de ma carrière de médecin, je n'étais pas très intéressée par la politique. Cependant, j'ai ressenti à un moment qu'il était nécessaire que je m'engage politiquement pour faire entendre la voix des minorités en Afghanistan.

Depuis quarante-trois ans, l'Afghanistan est un pays en guerre. Au cours des dernières décennies, les minorités ont été des cibles privilégiées d'attaques et de discriminations quotidiennes. Leurs droits fondamentaux n'ont jamais vraiment été garantis. La religion constitue un facteur vivant dans la société afghane. L'émigration n'est pas un fait nouveau en Afghanistan. De nombreuses personnes appartenant à des minorités religieuses doivent se résoudre à l'exil. L'émigration apparaît comme la seule solution pour espérer trouver de meilleures conditions de vie. En Afghanistan, il est encore très difficile pour les minorités de poursuivre des études et de trouver un emploi. Au cours des dernières décennies, le traitement de cette question n'a pas beaucoup évolué. C'est pour lutter contre cet état d'immobilisme que j'ai décidé de m'engager en politique. La Commission indépendante afghane des droits de l'homme m'a invitée à travailler à ses côtés pour défendre les droits des femmes et agir en faveur du développement économique de l'Afghanistan.

Les minorités afghanes ne peuvent pas faire usage de leur liberté d'expression. Elles sont réduites au silence et ne sont pas représentées politiquement. En tant que membre de la minorité sikhe, mon engagement politique représentait une transgression. Je souhaitais élever la voix des minorités, faire que leurs conditions de vie soient connues et que les problématiques dont elles souffrent soient débattues.

Jusqu'au retour des talibans en Afghanistan, nous avons pu vivre des périodes où les minorités juive, chrétiennes, hindoues, musulmanes et sikhes coexistaient de façon relativement paisible. Néanmoins, depuis le retour des talibans, presque toutes les minorités d'Afghanistan ont fui

le pays. Seules quelques personnes sikhes qui n'avaient pas la possibilité de partir ont dû rester en Afghanistan.

En tant qu'Afghane ayant représenté les minorités sikhes et hindoues au Parlement et désormais exilée en Inde, comment définissez-vous votre identité ?

J'appartiens à la minorité sikhe. Mon choix s'est donc naturellement porté vers l'Inde car je savais que j'y serais protégée.

Lorsque je me suis portée candidate pour la première fois aux élections législatives en Afghanistan, je n'ai pas été élue. J'ai néanmoins été désignée par le gouvernement républicain pour occuper un poste de sénatrice. Je suis alors devenue la première femme sikhe au sein du Sénat afghan. Je suis de religion sikhe, mais je suis aussi Afghane. L'Afghanistan devrait être un pays dans lequel plusieurs religions peuvent coexister. La confession religieuse ne devrait pas entrer en concurrence avec la nationalité. On devrait pouvoir être musulman, chrétien, sikh, juif, hindou et vivre en paix en Afghanistan.

Comment la prise du pouvoir des talibans, qui a poussé de nombreux sikhs à quitter le pays pour se rendre en Inde, a-t-elle affecté votre activisme ?

Les minorités religieuses ont toujours été sous la menace des autorités et des groupes terroristes même à l'époque de l'ancien gouvernement républicain. Cependant, l'arrivée au pouvoir des talibans a marqué une dégradation nette de notre situation. Nous nous sommes retrouvés dans un état de peur permanente. Quelques jours après la prise du pouvoir des talibans, les premiers avions se sont envolés vers l'Inde. Nous avons conscience, en tant que minorité religieuse, que nous ferions partie des premières personnes visées. Le 15 août 2020, les talibans ont d'ailleurs tenté de me capturer. J'ai réussi à leur échapper et c'est à ce moment-ci que j'ai décidé de quitter l'Afghanistan pour rejoindre l'Inde.

Aujourd'hui, il est plus difficile pour moi de poursuivre mon activité militante depuis l'étranger, mais je sais aussi que si j'étais restée en Afghanistan, j'aurais dû vivre sous la menace constante et la peur d'être abattue. Même avant le retour des talibans au pouvoir, je recevais des menaces du Pakistan. Encore aujourd'hui, en étant en Inde, je reste surveillé par l'agence des services de renseignement pakistanais. À plusieurs reprises je n'ai pas pu rentrer chez moi car je savais que ma maison était surveillée. Je n'envisage pas de vivre de façon permanente en Inde. Je souhaite retourner en Afghanistan dès que possible pour poursuivre mon combat en faveur des droits des femmes et des minorités.

Alors que l'expression politique est presque impossible, comment percevez-vous l'organisation de cette lutte pour les droits de l'homme et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation ?

Je cherche à donner un écho aux voix des minorités. M'exprimer dans des médias étrangers et intervenir au sein d'institutions politiques me permet de rendre visibles mes combats. La situation en Afghanistan a un peu été mise sous silence depuis le début de la guerre en Ukraine. Il faut donc continuer notre activité de plaidoyer auprès de la communauté internationale pour qu'elle continue d'agir en Afghanistan.

Votre engagement s'est traduit de façon politique au sein du Sénat afghan. Existe-t-il des cadres ou des institutions en Afghanistan qui vous soutenaient et vous aidaient ? Que sont-elles devenues aujourd'hui ?

Je suis entrée en politique en Afghanistan de façon indépendante. Je défendais mes propres causes. Je disposais d'une certaine liberté d'action car j'avais des contacts avec d'autres groupes politiques afghans. Je disposais également du soutien du gouvernement dans la mesure où j'avais été désignée comme sénatrice. Néanmoins, je dois dire que les manifestations les plus directes de

soutien que j'ai reçues émanaient de la population afghane.

Jusqu'au retour des talibans au pouvoir, il y avait une opportunité pour les Afghans de faire avancer la cause des droits de l'homme. Lorsque le gouvernement de l'ancienne République était au pouvoir, notre action a donné des résultats positifs pour les droits des minorités. Nous avons pu engager la construction de plusieurs écoles pour les minorités afghanes.

Y a-t-il un cadre théorique, des figures ou des moments emblématiques qui ont inspiré votre lutte ?

Il est difficile pour moi d'évoquer des figures féminines de l'histoire politique afghane qui ont inspiré mon combat car elles sont peu nombreuses. Ma famille m'a beaucoup soutenue. Je dirais que leur soutien a été essentiel dans mon parcours. Il n'est pas commun qu'on laisse des femmes faire de la politique en Afghanistan. Si certaines personnes de mon entourage m'ont clairement indiqué qu'elles n'étaient pas favorables à mon engagement politique, mes proches ont toujours cherché à ce que je poursuive des études.

Comment envisagez-vous le futur de la lutte pour la défense des droits de l'homme dans un contexte où les talibans refusent de respecter les droits des femmes ?

Depuis le retour des talibans, les femmes n'ont plus le droit d'aller à l'école et ne peuvent pas obtenir de poste dans l'administration. Les femmes ne peuvent pas se déplacer avec leur mari au restaurant et encore moins seules. Dans les transports publics, les talibans ont installé des rideaux pour cacher les femmes. Un frère et une sœur qui marchent dans la rue sont susceptibles d'être interrogés car les talibans remettent en cause la nature de leur relation. Ils ont ordonné aux femmes de porter le voile intégral et de ne laisser visible que leurs yeux. Les femmes journalistes doivent porter un masque pour cacher leur visage. Les femmes n'ont plus le droit de sortir pour manifester. Les talibans prétendent faire appliquer le droit de la charia alors même que ce n'est pas dans la loi afghane.

Les talibans ont pris le pouvoir en promettant qu'ils rétabliraient la paix. C'est faux. Quelques mois après leur retour au pouvoir, il y a eu un attentat dans un lieu de culte des sikhs hindous. Les talibans ont frappé les agents de sécurité et ont cassé les caméras de surveillance. Je suppose qu'il s'agissait d'une milice talibane qui agissait pour terroriser les minorités religieuses. C'est presque tous les jours qu'on entend ce genre de témoignage. Des anciens fonctionnaires de l'État et des soldats de l'ancien gouvernement républicain sont régulièrement enlevés pour être assassinés. Daech est toujours actif en Afghanistan, ainsi que d'autres groupes terroristes. Les talibans n'acceptent ni les droits de l'homme, ni la liberté.

Quel impact l'isolement diplomatique de l'Afghanistan peut-il avoir pour la défense des droits de l'homme ?

La communauté internationale doit mettre la pression sur les talibans pour qu'ils respectent les droits de l'homme, la liberté de culte et la liberté d'expression. Je n'ai aucune velléité guerrière, car la guerre ne donne pas de résultat. Il faut intégrer les minorités au gouvernement et permettre aux oppositions de s'exprimer. L'ancien président Hamid Karzaï et sa famille sont toujours maintenus enfermés en Afghanistan par les talibans.

Lors de leur première prise de pouvoir il y a vingt ans, les talibans pratiquaient déjà une politique de discrimination fondée sur l'appartenance religieuse. À l'époque, mon père travaillait pour le gouvernement. Parce qu'il n'était pas musulman, les talibans ont décidé qu'il ne pouvait plus occuper son poste. Les hindous devaient arborer une couleur jaune sur leur maison et une tache sur le front. Les sikhs ne pouvaient pas faire leurs courses dans des magasins musulmans. Ce sont des politiques discriminatoires qui visent à briser tout contact entre les communautés.

Comment la question des minorités hindoues et sikhes s'insère-t-elle dans la

géopolitique de la région ?

Le 18 juin dernier, Daech a commis un attentat contre les minorités hindoues et sikhes. Ils ont tenté de justifier leur crime en accusant l'Inde qui aurait humilié le prophète. En réalité, c'est surtout pour limiter les rapprochements entre Kaboul et Delhi que les talibans pratiquent cette politique de la terreur. Les talibans refusent toujours d'admettre qu'ils ont des liens avec d'autres groupes terroristes. 60 personnes ont été blessées dans cet attentat. Les hindous encore présents en Afghanistan essaient aussi de quitter le pays.

Les services de renseignement pakistanais voyaient eux aussi d'un très mauvais œil le rapprochement initié entre les deux chancelleries avant la prise de pouvoir des talibans. L'Inde et le Pakistan sont toujours en conflit sur la question du Cachemire. La problématique de l'approvisionnement en eau dans la région constitue aussi un enjeu majeur. La question des frontières et de la délimitation de la ligne Durand continue de générer de fortes tensions. Parmi les talibans, il y a aussi des personnes très proches des services pakistanais qui opèrent discrètement en Afghanistan. Du point de vue d'Islamabad, si les relations entre l'Inde et le Pakistan s'améliorent, ce n'est pas une bonne chose. L'accueil des minorités sikhes et hindoues en Inde devient donc de plus en plus difficile à cause de cette double pression. L'Inde est de moins en moins favorable à l'accueil de réfugiés car elle craint des représailles.

Avec le risque très important de famine et la faiblesse des aides étrangères, comment appréhender la capacité des talibans à gérer cette crise et les conséquences sur la population ?

Il ne me paraît pas improbable qu'une guerre civile voie de nouveau le jour en Afghanistan. Le retour des talibans a été toléré par la population afghane. Néanmoins, si les conditions économiques continuent à se dégrader, la population afghane pourrait se rebeller. C'est pour limiter le risque de manifestations que les talibans pratiquent une politique de la terreur. Le risque de famine accroît la vulnérabilité de la population afghane et les minorités sont les premières victimes.

Est-ce qu'à votre échelle vous percevez un désintérêt de la communauté internationale pour le sort de l'Afghanistan ?

La communauté internationale doit de nouveau porter son attention sur la situation afghane et définir les conditions d'établissement d'une paix durable en Afghanistan. Elle doit mettre la pression sur les talibans pour qu'ils acceptent de reconnaître les droits des minorités et que toutes les ethnies puissent contribuer à la gouvernance du pays. C'est la seule solution pour rétablir la paix en Afghanistan. L'exclusion et la terreur ne peuvent pas garantir la pérennité d'un régime politique. C'est aussi un levier possible de pression pour les États de la communauté internationale.

Comment percevez-vous la réticence des États européens à accueillir des réfugiés afghans ?

Les pays européens et les États occidentaux ont aidé beaucoup d'Afghans en les accueillant en urgence lors de la prise de pouvoir par les talibans. La France a permis l'évacuation d'Afghans qui avaient dû fuir de façon précipitée. Désormais, cet effort doit être poursuivi, car des personnes menacées vivent toujours là-bas. Des activistes, des journalistes et d'anciens fonctionnaires restent menacés. Pour l'instant, et nous ne savons pas pour combien de temps, seule l'émigration apparaît comme un moyen de garantir leur sécurité.

« Le régime de Loukachenko ne représente pas le peuple biélorusse »



Tatsiana Khomich • Représentante du Conseil de coordination des prisonniers politiques, elle a commencé son activisme en mai 2020 en rejoignant l'équipe de Viktor Babaryka – candidat à l'élection présidentielle en Biélorussie – en tant que responsable des médias. Depuis que sa sœur Maria Kalesnikava a été incarcérée en septembre 2020, Tatsiana est devenue « sa voix » ainsi que celle de tous les prisonniers politiques en Biélorussie. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Activiste politique biélorusse, vous vous êtes engagée en 2020 aux côtés de Viktor Barbaryka lors de la campagne présidentielle. Votre sœur, Maria Kalesnikava, elle aussi engagée en politique, est désormais emprisonnée, victime du régime de Loukachenko. Pourriez-vous revenir sur votre parcours, sur l'origine et la construction de votre activisme ?

Avant 2020, je n'avais jamais imaginé m'engager en tant qu'activiste. J'ai rejoint l'équipe de Viktor Barbaryka au cours du mois de mai lors de la préparation de la campagne présidentielle. Je considérais que sa candidature représentait une opportunité pour faire advenir des changements en Biélorussie. En 2020, cela faisait déjà 26 années que Loukachenko était au pouvoir. J'avais 34 ans à l'époque. Jusqu'alors, les Biélorusses estimaient que la situation était figée et qu'il était illusoire d'espérer une quelconque démocratisation.

Si nous n'avions pas essayé d'agir en 2020 lorsqu'une opportunité politique semblait se présenter, nous savions que rien ne changerait. Pour moi, participer à cette campagne représentait aussi une responsabilité personnelle. J'avais besoin de savoir que je faisais tout ce qui était possible pour influencer la situation. Durant l'été 2020, un changement majeur s'est produit dans l'esprit des Biélorusses. Chaque personne a commencé à penser que le régime de Loukachenko pouvait vaciller. C'était une période très inspirante. Je pense qu'il était devenu évident pour les Biélorusses que cette élection serait très différente de ce que nous avons connu jusque là. Cependant, le candidat d'opposition Viktor Barbaryka a été arrêté un mois seulement après le lancement de la campagne présidentielle. Il a été condamné à 14 ans de prison. Quelques jours après l'arrestation de Barbaryka, ma sœur est devenue la porte-parole du Parti de l'opposition. Elle s'est jointe à la candidature de Svetlana Tikhanovskaïa aux côtés de Veronika Tsepkało, l'épouse du candidat Valéri Tsepkało, forcé à l'exil.

À la différence des autres candidats de l'opposition, Svetlana Tikhanovskaïa a pu se présenter à l'élection présidentielle car c'était une femme. Les autorités biélorusses n'imaginaient pas que la candidature de Svetlana Tikhanovskaïa pourrait susciter autant d'enthousiasme auprès de la population.

Loukachenko a déclaré à plusieurs reprises que la Constitution biélorusse n'était pas faite pour que les femmes soient élues présidentes. Néanmoins, après avoir annoncé qu'il y aurait une

campagne commune des candidats de l'opposition et que Svetlana Tikhanovskaïa incarnerait leur combat, il est devenu évident que les Biélorusses étaient prêts à soutenir une femme. J'ai rencontré un grand nombre des partisans de Svetlana Tikhanovskaïa lorsque je travaillais au sein de son équipe de campagne. Nous avions conscience que l'engouement que suscitait sa candidature symbolisait aussi que nous serions sous la menace des autorités. Nous savions, de par l'histoire, que dans notre pays, lorsque des candidats alternatifs tentent de se présenter aux élections, ils sont arrêtés, persécutés et passent des mois, voire des années, en prison. Certains d'entre eux sont également battus et torturés. Nous comprenions donc que l'issue et les conséquences de nos activités étaient incertaines et dangereuses.

En août 2020, 27 jours avant la tenue des élections présidentielles, j'ai dû quitter la Biélorussie car les menaces dont je faisais l'objet étaient devenues trop grandes. Je suis partie parce que je voulais être en mesure de témoigner depuis l'étranger. Depuis ce moment-là, je ne suis pas revenue en Biélorussie. Je ne pense pas qu'il soit sûr pour moi d'y retourner. Depuis deux années, je vis à l'étranger, entre l'Ukraine, la Pologne et l'Allemagne. Récemment, je me suis installée à Paris.

Lorsque j'ai appris le 7 septembre 2020 que ma sœur avait été arrêtée, ç'a été un véritable choc. Quelques jours plus tard, un ami de ma sœur et ancien membre de l'équipe de campagne de Viktor Barbaryka a été condamné à une peine de 10 ans de prison. J'ai alors compris que nous ne pouvions sauver personne. Depuis ce jour, j'ai décidé que je me consacrerai à la libération de ma sœur en faisant connaître sa situation depuis l'étranger.

Comment l'emprisonnement de votre sœur a-t-il affecté votre activisme ?

Avant son arrestation, je n'envisageais pas la possibilité de m'engager dans des activités politiques et militantes. Lorsque ma sœur a été placée en centre de détention, j'ai immédiatement cherché à entrer en contact avec des médias biélorusses. J'ai mené des centaines d'entretiens avec des médias européens. J'ai tenté de faire porter sa voix en Pologne, en Lituanie, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et jusqu'aux États-Unis. J'ai contacté des représentants politiques, principalement en Allemagne où ma sœur a vécu pour qu'une pression soit exercée sur les autorités biélorusses en faveur de sa libération.

Pendant des mois, j'ai contacté des représentants politiques pour leur demander de rédiger des lettres aux procureurs et tribunaux biélorusses. C'était un travail constant. Je voulais qu'il apparaisse évident pour les autorités biélorusses que le cas de ma sœur Maria était observé en permanence et qu'elle faisait l'objet d'une attention particulière. J'ai demandé conseil à des militants pour les droits de l'homme qui m'ont incité à rendre son histoire aussi visible que possible. J'ai aussi créé un compte sur les réseaux sociaux pour faire suivre ses déclarations depuis le centre pénitentiaire de Minsk. Désormais, ma sœur est détenue dans une prison à Homiel.

J'ai également beaucoup travaillé avec ses amis et collègues, des musiciens et des artistes. Ils ont organisé de nombreux événements dédiés à son combat en Allemagne. Au cours des deux dernières années, elle a reçu 21 prix en tant que défenseur des droits de l'homme et activiste pour la démocratie. Je l'ai représentée à chacun de ces événements et j'ai pris la parole devant le Parlement européen lors de la remise du prix Sakharov. J'ai aussi pu m'exprimer devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg en 2021.

Grâce à cette reconnaissance médiatique, j'ai décidé de plaider en faveur de la libération de tous les prisonniers politiques détenus en Biélorussie. Lorsque ma sœur a été arrêtée, il y avait environ 70 prisonniers politiques en Biélorussie. Désormais, il y en a plus de 1500. Personne n'est à l'abri de se faire arrêter.

J'ai commencé à faire de la diffusion des témoignages des prisonniers politiques biélorusses le

cœur de mon engagement. Je me suis exprimée devant les Parlements lituanien et polonais, et auprès de nombreux représentants politiques au Bundestag. J’ai récemment rencontré des sénateurs français. J’ai témoigné au Congrès américain. J’ai également pris la parole lors de plusieurs conférences sur les droits de l’homme dans toute l’Europe et aux États-Unis pour raconter l’histoire de ma sœur et alerter sur la situation des prisonniers politiques en Biélorussie.

Représentante du Conseil de coordination des prisonniers politiques, comment comprenez-vous la résistance dans son aspect technique ? Quels sont pour vous les outils, les moyens d’expressions qui vous permettent de vous opposer ? Quelles sont les structures sur lesquelles votre lutte repose ?

Je suis engagée au sein de l’organisation non gouvernementale indépendante germano-suisse Libereco - Partnership for Human Rights qui se consacre à la protection des droits de l’homme en Biélorussie et en Ukraine. Dans le cadre de ce programme, j’ai développé un réseau de représentants politiques avec lesquels j’ai des contacts réguliers. Nous travaillons en étroite collaboration avec eux sur la formulation de plaintes communes à destination des autorités biélorusses. Nous encourageons également les représentants politiques étrangers à s’exprimer sur la situation en Biélorussie et à rédiger des lettres pour faire pression sur les décideurs biélorusses. Cela fonctionne donc comme un réseau d’organisations de défense des droits de l’homme.

J’œuvre aussi au sein de Politso dotmi. C’est une organisation biélorusse qui a été lancée par l’équipe de Viktor Barbaryka en septembre 2020 après l’arrestation d’un grand nombre de membres de son équipe de campagne. Notre objectif est d’attirer l’attention sur les violations des droits de l’homme en Biélorussie.

Je travaille également pour une initiative, “la musique pour la Biélorussie”. Chaque musicien qui le souhaite peut soutenir des prisonniers politiques biélorusses en s’exprimant lors de concerts sur les atteintes aux droits de l’homme commises en Biélorussie. Cette année, plus de 30 concerts ont été organisés en Europe dans le cadre de cette initiative. Ces concerts ont également permis de récolter des dons pour les victimes biélorusses. En effet, l’un des grands problèmes des familles biélorusses qui voient l’un de leurs proches être arrêté est l’insécurité économique. Je travaille donc en étroite collaboration avec des artistes pour rendre visible la situation en Biélorussie. À titre d’exemple, en 2021, lors de la Berlinale de Berlin, près de 400 personnes ont pu assister à la projection d’un documentaire réalisé par Aliaksei Paluyan sur les manifestations biélorusses de l’été 2020.

Alors que l’opposition interne tout comme la liberté de presse sont quasiment inexistantes, comment percevez-vous l’organisation de cette lutte pour les droits civils et politiques et les dynamiques en son sein ? L’opposition tentant désormais d’agir de l’extérieur, que pensez-vous de l’efficacité de cette mobilisation ?

L’organisation de la lutte pour les droits civils et politiques en Biélorussie constitue un véritable défi car de nombreux militants et activistes ont été arrêtés ou ont dû se résoudre à l’exil. Par ailleurs, le gouvernement biélorusse a décidé de qualifier certains médias d’organisations extrémistes. Cela signifie que chaque personne qui suit ou partage les publications de ces médias, prend le risque de se faire arrêter. Pour communiquer entre militants, nous utilisons l’application Telegram mais les autorités biélorusses condamnent son usage. Il est donc devenu très difficile pour les personnes vivant en Biélorussie de rester informées.

Plusieurs personnes ont également été menacées de poursuites judiciaires parce qu’elles avaient simplement déposé des colis auprès de prisonniers politiques. Toute personne qui apporte un soutien financier ou matériel à des militants des droits de l’homme ou à des médias de l’opposition est susceptible d’être arrêtée pour soutien à une organisation extrémiste. C’est pourquoi je pense qu’il est important d’agir depuis l’extérieur du pays. Certains journalistes essaient encore de trouver des moyens pour rester en Biélorussie et couvrir la situation depuis l’intérieur, mais la majeure partie des défenseurs des droits de l’homme et organisations de la société civile ont quitté le pays. Il ne s’agit pas seulement d’activistes pour la démocratie qui ont fui la Biélorussie mais bien l’ensemble

des associations à visée sociale et environnementale. C'est donc la disparition de toute la société civile biélorusse qui est à l'œuvre.

J'ai quitté le pays il y a maintenant près de deux années, mais une partie de moi est toujours en Biélorussie. Je dirais la même chose pour tous les exilés, car lorsque les gens aiment leur pays, ils restent très impliqués dans ce qui s'y passe. Je pense désormais que nous devons préparer l'avenir du pays depuis l'extérieur. Nous ne savons pas exactement combien de personnes ont quitté le pays depuis le début de la répression, mais il y a certainement des centaines de milliers de personnes qui vivent en dehors de la Biélorussie. Elles se sont dirigées vers l'Ukraine, la Pologne, la Lituanie ou encore la Géorgie. Le gouvernement polonais a fourni plus de 300 000 visas pour les Biélorusses. Cela signifie que 300 000 personnes ont fui vers la Pologne et plus de 300 000 autres vers d'autres pays de l'Union européenne. Au total, c'est donc plus d'un demi-million de personnes qui ont fui la Biélorussie.

Quelles sont, aujourd'hui, vos priorités, pour vous même et pour votre lutte ?

Tout d'abord, je pense qu'il faut continuer à agir pour que les Biélorusses injustement emprisonnés ne soient pas oubliés. Les autorités biélorusses cherchent à ce que personne ne sache plus rien de ces militants arrêtés. Ensuite, il y a le fait que la liberté de la presse et la liberté d'opinion sont désormais inexistantes en Biélorussie.

Nous devons constamment rappeler aux pays européens qu'ils doivent essayer d'influencer les autorités biélorusses pour qu'elles libèrent les militants. Si l'actualité se porte de façon légitime sur la guerre en Ukraine en ce moment, il ne faut pas oublier la situation des défenseurs des droits de l'homme en Biélorussie.

Quelle est votre perception des liens entre la Biélorussie et la Russie ?

Depuis plusieurs décennies, la Russie joue un rôle majeur dans l'économie biélorusse, ce qui justifie la recherche de la préservation des liens économiques entre les deux pays. La Biélorussie a toujours adopté une approche pragmatique vis-à-vis de la Russie. Depuis son arrivée au pouvoir il y a plus de 20 années, Loukachenko s'est toujours montré proche de Poutine. Il se trouve dans une relation de dépendance vis-à-vis du pouvoir russe.

Néanmoins, en ce qui concerne la société biélorusse, nous avons toujours entretenu une conception assez spécifique à l'égard des sociétés russe et ukrainienne. Si l'on compare aujourd'hui l'attitude de la société russe et la réaction de la population biélorusse à la guerre menée en Ukraine, on constate qu'il existe des différences notables. Selon plusieurs études menées au cours des derniers mois auprès de la population, seuls 10 % des Biélorusses soutiennent les troupes de Vladimir Poutine. Au début de la guerre, ce soutien à la Russie était d'environ 25 %. Il a donc diminué au cours des dernières semaines. Parmi les Biélorusses, il y a aussi des personnes qui soutiennent fortement l'Ukraine et qui sont parties combattre auprès des Ukrainiens.

Comment votre activisme a-t-il impacté votre rapport à la Biélorussie ?

Mon activisme n'a pas changé ma perception de la Biélorussie. Je pense même que la lutte que je mène en faveur des droits de l'homme a renforcé ma compréhension de mon identité en tant que Biélorusse. La société biélorusse est divisée en deux parties, l'une russophile et l'autre qui cherche davantage à se rapprocher de l'Union européenne. Malgré cette fragmentation, je pense que les Biélorusses partagent une volonté commune de préserver une position neutre à l'égard de leurs voisins. Les Biélorusses cherchent à préserver leur identité en tant que nation indépendante. Je ne pense pas que ce soit le moment opportun pour avoir un débat sur la souhaitabilité d'un rapprochement avec la Russie ou l'Union européenne. Notre priorité devrait être de nous battre pour des élections libres et équitables. Lorsque nous pourrons élire nos représentants, alors oui, dans ce cas, les Biélorusses devront pouvoir débattre de l'idée d'une intégration progressive à l'Union européenne ou d'un resserrement des liens avec la Russie.

La Biélorussie est souvent décrite comme proche de la Russie, mais le contexte actuel a amplifié cette réalité, faisant de la première la vassale de la seconde. De quelle manière la dépendance de la Biélorussie à la Russie a-t-elle changé après 2014, alors que Loukachenko tentait de résister à la pression russe suite à la menace illustrée par l'annexion de la Crimée, et après 2022, deux ans après les manifestations des élections présidentielles ?

Jusqu'en 2014, en Biélorussie, il y a eu une sorte de mouvement embryonnaire de démocratisation. Malheureusement, après le 24 février 2020, les autorités biélorusses ont mis un terme à cette ouverture en commençant par la mise en place d'une sphère médiatique dépendante du régime. La propagande pro-russe s'est développée. C'est la raison pour laquelle les deux gouvernements partagent désormais les mêmes déclarations sur la nécessité d'intensifier les efforts militaires en Ukraine. Cette propagande est très effrayante pour de nombreux Biélorusses qui ne partagent pas ces velléités guerrières. La propagande gouvernementale a diffusé l'idée selon laquelle les militaires biélorusses devraient aller en Ukraine pour combattre aux côtés de la Russie. Malgré cette propagande, les enquêtes d'opinion montrent que le soutien à la poursuite de la guerre en Ukraine diminue au fil des mois.

Les autorités russes et biélorusses coopèrent dans de nombreux domaines. Des militants biélorusses qui s'étaient exilés en Russie ont été retrouvés par les services secrets de Vladimir Poutine qui les ont ensuite renvoyés en Biélorussie, sachant parfaitement les risques que ce renvoi supposait.

Malgré la forte dépendance énergétique de la Biélorussie à la Russie, peut-on comprendre les sanctions européennes sur les énergies russes, qui réduisent leurs opportunités de vente, comme l'opportunité pour la Biélorussie de bénéficier de la situation en négociant les prix ?

En raison des sanctions imposées par la communauté internationale sur la Russie, les autorités russes essaient de trouver le moyen de rendre leur économie moins dépendante des exportations. En conséquence, les liens économiques entre la Russie et la Biélorussie se sont renforcés au cours des derniers mois.

Alors que Svetlana Tsikhanovskaïa, figure majeure de l'opposition en exil, a annoncé sa volonté de former un gouvernement de l'extérieur, comment concevez-vous les perspectives de développement de cette opposition ?

Pour l'instant, la situation n'est pas claire. La création d'une opposition en exil a été évoquée mais sa construction est en suspens. À titre personnel, je pense qu'il devrait y avoir une organisation formelle ou informelle qui représente les Biélorusses en exil. L'octroi de statuts de membres observateurs pour la Biélorussie et la Russie au sein du Conseil de l'Europe avait été envisagé mais depuis le début de la guerre en Ukraine, cette possibilité a été suspendue. Je comprends cette décision mais je pense néanmoins qu'il devrait exister une communication constante avec les représentants de la société civile russe. En ce qui concerne la Biélorussie, nous devrions nous inspirer des nombreux exemples historiques de formation de mouvements d'opposition en exil. Dans tous les cas, la recherche d'unité nous aidera à aller de l'avant. La création d'une telle organisation aurait pour objectif de représenter toutes les sphères de la société biélorusse. Car c'est bien toute la société biélorusse qui est persécutée. Désormais, il y a même des personnes mineures qui sont emprisonnées. Il y a dorénavant des ingénieurs, des chauffeurs de taxi, des ouvriers d'usine, des défenseurs des droits de l'homme, des artistes, des musiciens, des scientifiques et beaucoup d'autres personnes qui sont, depuis plusieurs mois, derrière les barreaux des prisons biélorusses.

Étant donné la proximité des deux pays, quelles dynamiques existent entre l'opposition dans la société civile biélorusse et celle de la société russe ?

Je n'ai pas connaissance de tels liens entre les deux sociétés civiles russe et biélorusse. J'ai récemment rencontré à Strasbourg l'épouse d'un prisonnier politique russe, Vladimir Kara-Murza. Cependant, ces connexions sont assez inhabituelles car la situation en Russie est un peu différente. Svetlana Tsikhanovskaïa était une candidate potentielle qui aurait probablement gagné les élections. Selon les sondages, plus de 50 % des Biélorusses la soutenaient. Cela rend sa position plus légitime.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, et au vu des nombreux volontaires biélorusses aux côtés des Ukrainiens, comment comprenez-vous le contact entre la société civile ukrainienne et celle biélorusse ?

Il y a des tensions entre les Ukrainiens et les Biélorusses dans le contexte de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Les Ukrainiens voient des missiles lancés depuis le territoire biélorusse. Environ 45 % des Ukrainiens considèrent la Biélorussie comme un pays co-agresseur. Néanmoins, il y a aussi de nombreuses personnes biélorusses qui se sont exilées en Ukraine et qui se sont portées volontaires pour combattre du côté ukrainien lorsque la guerre a débuté. Il est très important de comprendre que l'autorité biélorusse ne représente pas le peuple biélorusse, car la plupart des personnes n'ont pas voté pour Loukachenko.

Bien que l'Europe ait condamné à de nombreuses reprises les agissements de Loukachenko et ait appliqué des sanctions, comment comprenez-vous l'action de l'Europe face à la répression subie en Biélorussie ?

Les gouvernements européens ont pris des sanctions contre Loukachenko en 2020 au moment des premières violations des droits de l'homme commises lors des manifestations. Cependant, les sanctions prises n'étaient pas assez fortes et rapides. Peut-être que si les sanctions européennes avaient été plus fortes en 2020, la Biélorussie n'aurait pas soutenu la Russie dans la guerre qu'elle mène actuellement en Ukraine. De façon générale, je pense que pour que des sanctions soient efficaces, elles doivent être fortes et prises de façon rapide. Je constate en effet que la situation en Biélorussie est aujourd'hui plus complexe.

Une crise politique est en cours depuis deux années. Des milliers de militants et citoyens sont toujours emprisonnés. Beaucoup de personnes s'imaginent que la Biélorussie a complètement perdu son indépendance. Même s'il s'agit d'une forme de simplification, il faut reconnaître que notre dépendance à la Russie s'accroît.

Alors que la guerre en Ukraine occupe tous les esprits, l'Europe est-elle toujours une source de soutien pour les Biélorusses opprimés ?

La communauté européenne ne devrait pas oublier la situation dans laquelle se trouve la population biélorusse. Certaines personnes en Pologne ou en Ukraine n'ont pas connaissance des atteintes aux droits de l'homme qui sont perpétrées en Biélorussie. Les Biélorusses ont commencé à manifester après le référendum du 27 février 2020. Plus de 8000 personnes ont été arrêtées en seulement deux jours. Elles ont ensuite pu passer jusqu'à 15 jours en détention dans des centres pénitentiaires. Certaines d'entre elles ont été torturées et beaucoup ont été battues. De manière générale, je pense que nous sous-estimons les conséquences de telles violations des droits de l'homme.

Si l'Europe s'est entretenue avec les membres de la diaspora en exil et interagit avec l'opposition, pensez-vous qu'elle puisse réellement contribuer à renforcer cette opposition ?

Les Biélorusses exilés ont besoin du soutien des pays européens car leur situation n'est pas soutenable. Certains États européens ont suspendu les procédures d'obtention de visas. Un grand nombre de Biélorusses qui se sont exilés en Ukraine doivent fuir dans un autre pays. Dans ces conditions, il est très difficile d'entrevoir un avenir stable et sûr. Une aide juridique ainsi que des programmes d'accompagnement scolaire et de formation devraient être mis en place en coopération avec les

décideurs politiques des pays d'accueil.

Qu'attendez-vous de l'Europe ?

Nous devons nous assurer que la situation en Biélorussie ne passe pas inaperçue. Les Biélorusses doivent avoir la possibilité de vivre sans craindre d'être persécutés. Nous devons également nous assurer que les médias indépendants et les organisations de la société civile peuvent travailler sans subir la pression des autorités. Par ailleurs, une aide économique devrait aussi être apportée à la Biélorussie.

Nous devons renforcer nos relations avec les démocraties pour l'avenir du pays. La situation en Biélorussie doit faire l'objet d'une attention constante. Lorsque l'occasion politique se présentera, les États européens devront faire pression sur le gouvernement biélorusse pour qu'il libère les prisonniers politiques. Il ne faudra pas manquer cette occasion.

« Ce fleuve, c'est nous, c'est notre identité »



Yuvelis Natalia Morales Blanco • Étudiante en génie de l'environnement, elle est aussi militante socio-environnementale. Engagée pour les droits humains, elle défend les droits de tous et toutes, et en particulier des plus jeunes, à disposer de l'eau, à évoluer dans un environnement sain, à grandir sur leur territoire d'origine et à y prendre des décisions politiques. Elle est membre du comité AGUAWIL et de l'Alliance Colombia Libre du Fracking. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Vous vous êtes engagée très jeune dans la lutte pour la défense de l'environnement, dans un pays où un tel engagement est très souvent synonyme de danger. Pourquoi avez-vous décidé de vous engager ? Quels événements de votre vie vous ont préparée et motivée à agir ?

L'une des principales raisons qui me motivent à faire cela, même si on veut me tuer en permanence, est que je viens d'un pays biodivers, immense, beau et merveilleux comme la Colombie. Il y a beaucoup de paysages surréalistes que j'ai eu l'occasion de connaître, il y a des gens merveilleux, les Colombiens sont sympathiques, nous sommes des gens bien et nous aimons offrir ce soutien et cette main tendue à quiconque. Je suis originaire de Puerto Wilches, c'est la municipalité de Santander qui a le plus d'eau. Nous avons le fleuve Magdalena, qui est le plus grand fleuve de Colombie et ce n'est pas seulement un fleuve, c'est une frontière inimaginable de nos rêves et de ce que nous pouvons réaliser avec ceux-ci. Ce fleuve c'est nous, c'est notre identité. Je viens d'un département de montagnes, mais je suis originaire d'une région fluviale et c'est pourquoi je parle un peu avec l'accent des côtes ; et ce fleuve m'a fait comme il a fait les Wilchenses pendant des siècles. C'est notre identité et c'est nous-mêmes qui construisons la société et la paix avec nos histoires. Bien que la lutte ait été très dure, même si elle m'a coûté mon enfance et mon adolescence et même si elle a coûté la vie à d'autres, c'est pour cela que nous le faisons, c'est parce que nous sommes nous-mêmes, nous sommes nous-mêmes en train de nous battre pour nos rêves et pour notre mère, qui est l'eau et notre vie.

Si on inverse le rapport, comment votre militantisme vous a-t-il construit, votre identité, votre personnalité, quelle est l'influence que cette expérience de militante a eu sur votre vie ?

J'ai toujours été comme ça. Je crois que nous sommes tous des militants, même si on n'a pas de caméras à côté de soi. Nous sommes tous des personnes qui nous défendons et nous battons. Je viens d'une municipalité où la guérilla et le conflit armé nous ont maintenus pendant des années dans la peur. Mes grands-parents ont été déplacés par la guérilla des FARC, comme beaucoup de gens à Wilches. Et un jour, les gens en ont simplement eu assez d'avoir peur et de nouvelles rébellions sont nées et, bien que ces personnes aient été tuées ces dernières années, d'une manière ou d'une autre, elles renaissent en nous. Dès mon enfance, je me souviens que ma mère me disait de ne pas faire cela ou de ne pas parler de cette manière, car il y a aussi le préjugé selon lequel une femme

doit parler doucement, ne pas dire des gros mots.

Nous, les femmes, avons été tellement opprimées pendant des années par le machisme qu'aujourd'hui, il n'est même plus nécessaire que les hommes exercent leur machisme sur les femmes car, malheureusement, nous exerçons aussi notre violence sur les autres femmes. Et cela arrive souvent dans ma région, où on nous dit souvent ce qu'il faut penser, ce qu'il faut faire ou comment s'habiller. Mon plus grand acte de rébellion a été de dire à ma mère, un jour où j'avais environ 10 ans, que je ne voulais pas me lisser les cheveux. Je pense que c'est un mélange de tout cela qui a explosé en 2017 quand, à Puerto Wilches, ils nous ont dit qu'ils allaient faire du fracking et que nous ne pouvions rien dire. Ma réaction a été : "Comment se fait-il que je ne puisse rien dire ?" Pendant des années, on m'a dit que je ne pouvais rien dire. Le moment était venu d'intervenir, même si c'était un peu imprudent sur le moment, car ils allaient nous tuer. Nous avons eu une réunion simple et directe de jeunes gens désireux de faire quelque chose. On nous a alors dit que nous n'avions rien à faire là parce qu'ils allaient nous tuer. Et il était irresponsable à l'époque de dire « laissez-les nous tuer ». Dans cette ville, des gens sont tués tous les jours et personne ne s'en soucie. La violence existe depuis des années, elle fait partie de nous et la mort s'est normalisée. Si vous vous faites tuer, c'est de votre faute.

Si un homme vous frappe, c'est votre faute parce que vous êtes une femme et que vous avez fait quelque chose de mal. Et à partir de 2017, nous avons dit "ça suffit", ce n'est pas juste de nous dire toujours comment nous comporter et ce n'est pas juste de vouloir nous enlever le fleuve. Et cela a surpris tout le monde, parce que c'était moi, une jeune femme de Wilchens, comme n'importe qui d'autre, qui disait à tout le monde, au gouvernement : « J'en ai assez que vous me maltraitez, que vous m'utilisiez, que vous me fassiez mal et que vous m'abandonniez. J'ai juste besoin que tu retires ton pied de ma tête et que tu me laisses respirer, ce dont j'ai besoin c'est que tu me laisses être libre parce que je suis libre ».

À Puerto Wilches, je suis une personne libre - ou du moins je l'étais - et j'ai toujours vu le fleuve comme un tout, car en Colombie et dans le monde entier, il est devenu normal de considérer nos ressources comme quelque chose qui donne toujours. Des barrages hydroélectriques peuvent être construits sur des rivières, des montagnes peuvent être coupées en deux parce qu'il y a un désir effréné d'arriver toujours rapidement et toujours à temps. Mais les gens ne réalisent pas qu'il y a des communautés qui dépendent de ces montagnes et de ces rivières et qu'il n'est pas juste que nous soyons tués pour avoir une bonne vie. Il n'est pas juste que nous soyons toujours déplacés et que nous devions l'accepter parce que le développement est bien plus important que nous. Car qu'est-ce que le développement s'il n'y a pas de personnes ?

Dans le cadre de cette violence généralisée que vous avez mentionnée, quel est le type de violence et de menaces que vous subissiez dans votre cas ?

Légalement, on ne peut pas dire « c'était telle ou telle personne ». En Colombie, il y a un moment très important dans l'histoire récente, qui est la signature des accords de paix en 2016, lorsque nous avons commencé à construire notre paix. Cette signature a été très controversée. Ma municipalité fait partie des régions qui sont dans la catégorie rouge pour la violence à cause des guérillas, malheureusement. Lorsque l'accord a été signé, nous avons l'espoir que cela se produise, ce n'était pas seulement la signature d'un morceau de papier, c'était dire au monde entier que nous en avons assez, que nous ne sommes pas le pays de la coca, du café ou de Pablo Escobar, comme on nous le dit toujours.

Nous sommes des personnes qui se battent tous les jours pour nos rêves et il y a eu un moment où la violence après la signature de l'accord de paix a augmenté de manière considérable parce que le contraire de ce que nous voulions se produisait : nous avons signé la paix, mais on nous tuait encore plus, c'était quelque chose de très fou. Ensuite il y a eu un cessez-le-feu, et notre paix a commencé, nous avons vraiment commencé à voir l'aube d'une belle vie. Et puis en 2020, ils nous disent que ma région a été choisie pour des projets de fracking. Nous avons commencé à faire l'actualité nationale parce que nous étions Magdalena Medio, la région du sacrifice, de la guérilla,

de la violence, des morts, et nous n'avions jamais été une « bonne » nouvelle, pourrait-on dire. Puis ils ont annoncé que le fracking allait être réalisé à Puerto Wilches, ce qui signifiait que les habitants de Wilches étaient censés faire la fête parce que c'est une ville où vivent des gens pauvres et qu'enfin le progrès allait arriver. La première chose que nous avons faite a été de chercher ce qu'était le fracking, même si nous n'avons pas une bonne connexion internet à Puerto Wilches. On disait que c'était une excellente nouvelle parce que cela allait soi-disant générer des emplois, mais en réalité cela ne signifiait qu'une chose, à savoir qu'ils allaient contaminer notre fleuve.

Une relation a commencé à naître entre les gens, le fleuve et la violence. À Puerto Wilches, on assiste à ce moment-là à une augmentation progressive de la violence, des meurtres, des disparitions et des enlèvements. Ecopetrol, la compagnie nationale d'hydrocarbures de Colombie, et ExxonMobil, la multinationale américaine, arrivent, voulant faire de l'argent partout. Une enquête a été ouverte contre Ecopetrol pour liens directs avec des groupes armés, car nous nous sommes rendu compte que les compagnies pétrolières payaient les guérillas ou les paramilitaires pour éliminer les personnes dans les territoires qui s'opposaient à leurs projets. Ils ont essayé de me tuer cinq fois. Qui ? La vérité est que, légalement, nous ne sommes pas autorisés à le dire parce qu'ils peuvent nous mettre en prison, mais je vous raconte tout ce contexte pour que vous puissiez tirer vos propres conclusions.

Pensez-vous que votre regard depuis la France a changé sur la Colombie et sur votre engagement ? Est-il possible de poursuivre votre militantisme depuis l'étranger ou de trouver une sorte d'équilibre ?

C'est une très bonne question. Je ne crois pas à l'équilibre, je n'aime pas ça. De l'extérieur, je me suis rendu compte que la Colombie est vraiment un pays potentiellement merveilleux. Nous avons récemment eu des élections présidentielles et un candidat a gagné disant que la Colombie est une puissance mondiale pour la vie. En Colombie, nous avons tous les climats. Nous avons tout, des montagnes enneigées jusqu'aux déserts. C'est un pays merveilleux, mais malheureusement nous sommes toujours le pays où la plupart des leaders sociaux sont assassinés, c'est difficile. Je regarde donc le problème de l'extérieur et j'essaie d'en tenir compte lorsque je suis ici et non là-bas. Et ça a été très dur. Ecopetrol est entré dans notre maison, alors nous devons faire sortir Ecopetrol, en défilant, en faisant des carnivals, en peignant. Notre mouvement peint : notre slogan est « Peindre les rêves ». Et ici, bien sûr, je ne peux rien faire de tout ça. Mais j'ai commencé à voir une autre perspective, parce que nous ne sommes plus seuls, le fracking est une lutte internationale, nous avons rejoint l'alliance latino-américaine contre le fracking et nous avons participé à d'autres sommets internationaux et c'est merveilleux. J'ai donc commencé à faire cette partie de « bureau » pour donner plus de visibilité aux problèmes socio-environnementaux qui se produisent en Colombie.

En termes d'efficacité, est-il possible de mesurer qu'une action est plus efficace qu'une autre ? Est-il nécessaire d'être sur le terrain en Colombie, comme être présent dans les structures internationales ?

Je pense que les deux sont très importants. À Puerto Wilches, nous sommes victimes de mille formes de violences et il n'y avait personne au niveau international pour examiner tout ce qui se passait, et c'est ce que je fais maintenant. Je fais donc des rapports sur ce qui se passe dans ma communauté et en Colombie en général, mais mes amis sont aussi sur le terrain, ils continuent à manifester et à protester. Je peux faire la partie qui est ici, mais si mes amis n'étaient pas là, cela ne servirait à rien.

Avez-vous un cadre théorique, une figure emblématique qui définit votre activisme, une figure latino-américaine par exemple qui vous inspire ?

Je dirais les indigènes Yariguíes. Je dirais que les peuples indigènes de ma région, ceux qui étaient là, il y a très peu d'écrits à leur sujet et nous n'en avons aucun. Ils sont l'une des races indigènes les plus puissantes et les plus guerrières que la Colombie ait jamais eues. Il y a aussi les Comuneros de

Santander ; je viens d'une région où la révolution, l'indépendance de la Colombie, a été essentiellement créée. Mais je reste avec les premiers, les indigènes Yarigués. Ils m'ont transmis, ainsi qu'à tous mes amis, la force et la résilience, car même si nous avons des monstres en face de nous comme Exxonmobil, Ecopetrol et le gouvernement colombien, nous continuons. Nous sommes des fourmis qui se battent contre trois éléphants. J'aime faire partie de l'équipe des petites fourmis, des Yarigués qui continueront à résister à l'oubli et à l'extermination.

Quelles sont vos priorités aujourd'hui pour vous et votre combat ?

Pour mon combat, la priorité fondamentale est de rester en vie. Nous devons poursuivre cette guerre pour les ressources en eau. Les guerres pour l'eau sont les guerres que nous voulons gagner en Colombie. C'est ce que j'espère dans un avenir pas trop lointain, que notre hymne retentisse et que nous puissions dire que nous avons vaincu le fracking. Je pense que le jour où cela se produira, lorsque le fracking sera interdit par la loi en Colombie, je pleurerai comme s'il n'y avait pas de lendemain, car ce sera la concrétisation de quelque chose qui a commencé avec beaucoup de larmes et qui nous a coûté la vie. Je parle encore aujourd'hui, mais peut-être pourrait-on dire que je suis morte d'une certaine manière le 14 février, lorsque j'ai dû quitter la Colombie de la manière dont je devais le faire. Cela m'étonnerait beaucoup que ça arrive bientôt, mais j'espère que le fracking sera interdit et que la vie et l'eau seront prioritaires, non seulement en Colombie mais dans le monde entier.

Comment voyez-vous dans ce contexte la récente élection historique de Gustavo Petro et de sa vice-présidente Francia Márquez, une militante des droits de l'homme et de l'environnement pour la lutte environnementale ?

C'est très important. Et ce n'est pas seulement parce que Gustavo Petro et Francia Márquez ont gagné l'élection. Non, ça signifie beaucoup de choses pour moi. Je suis une personne noire, afro-descendante, une femme, une leader sociale, jeune, et le fait que cette femme, Francia Márquez ait gagné dans un pays qui est sexiste me semble fabuleux. Qu'une femme noire, afro-descendante, leader social, qui a lutté pour les droits pour l'accès à l'eau, au territoire et à la vie, soit aujourd'hui à la vice-présidence d'un pays comme la Colombie, il n'y a pas de plus grande victoire que celle-là. Je ne sais pas ce que sera son gouvernement, je peux me tromper sur beaucoup de choses mais je sais que je ne me trompe pas en disant que je suis extrêmement fière qu'une femme noire, leader social et mère soit ma vice-présidente, parce qu'une féministe entre dans la maison de Nariño, qui a été gouvernée par des hommes depuis la création de la Colombie.

Qu'attendez-vous concrètement du nouveau gouvernement en termes de politiques publiques pour votre lutte ?

Ils prennent leurs fonctions le 7 août, mais les changements ont déjà commencé. Par exemple, Susana Muhamad, qui sera notre ministre de l'environnement, a déclaré que le fracking sera interdit en Colombie. On cherche également à assurer la sécurité des leaders sociaux en Colombie, et c'est historique, vraiment, personne n'a jamais osé faire ça avant, c'est merveilleux. Je veux croire en ce gouvernement, tout comme je veux travailler main dans la main avec lui pour faire avancer les choses. Et cela a également commencé à générer des changements dans ma vie, je veux bien sûr retourner en Colombie, je pense que c'est la pensée qui ne m'a pas quittée depuis le premier jour de mon arrivée en France. Je veux retourner en Colombie, je ne veux plus avoir peur, je veux avoir un endroit sûr où je peux aller, je veux que cet endroit sûr soit Puerto Wilches.

Comment la Colombie doit-elle gérer ses nombreuses ressources naturelles et quel modèle de développement faut-il privilégier ?

Nous devons garder à l'esprit que les transitions énergétiques doivent être justes. Il n'est pas valable de faire de l'extractivisme pour arrêter l'extractivisme, ce que le gouvernement sortant nous propose en Colombie. C'est-à-dire que le fracking y est fait pour avoir la sécurité énergétique et commencer à acheter ou à parler des énergies renouvelables ; cela n'a aucun sens, et cela n'a aucun sens parce que, par exemple, pour chercher cette transition énergétique, ils cherchent à nuire

aux systèmes et aux habitants les plus vulnérables de la Colombie, comme la région de la vallée du Magdalena moyen, qui est l'une des régions les plus biodiverses du pays ; c'est complètement absurde. Maintenant, comment pouvons-nous gérer nos ressources ? Je pense que la Colombie doit se concentrer sur l'agriculture. Nous avons tous les niveaux thermiques et tous les types de terres que nous pouvons avoir. Nous avons vraiment des choses merveilleuses à offrir - je ne suis pas en train de vendre mon pays, mais nous avons quelque chose à offrir. Nous sommes un pays agricole et nous n'avons pas besoin que chaque coin des montagnes que nous avons en Colombie soit exploité. Nous ne voulons pas qu'ils prennent le pays, car s'ils prennent l'or, ils prennent notre eau et nos montagnes.

Lorsque les gens parlent de transition, ils ne parlent pas d'une transition juste ou de la manière dont elle va se faire. Je pense que nous devons nous concentrer davantage sur nos territoires, sur nos sols, sur la pêche, sur l'agriculture, sur les personnes qui veulent faire quelque chose et non sur l'extractivisme. En bref, ce que je pense c'est que la Colombie, en tant que pays et en tant que nation souveraine agro-écologique et non-agro-énergétique, doit viser une transition énergétique juste et populaire.

Comment voyez-vous l'action européenne sur ces questions en Colombie ?

Il a été un peu difficile de comprendre que les pays européens investissent massivement dans l'extractivisme en Amérique latine, et pas seulement en Colombie. Et bien que beaucoup parlent de transition, d'énergie propre et de pays verts, ils assassinent d'autres territoires pour ne pas exploiter le leur, et je me demande donc, en tant que défenseur des droits de l'homme, si nous devons piétiner d'autres territoires pour que nos droits soient valables. En d'autres termes, transgresser des droits pour demander des droits. Pour moi, ce n'est pas juste. Le rôle de l'Europe dans l'extractivisme en Amérique latine est discutable. Il faut prendre de vraies mesures, créer de vraies commissions qui soient prêtes à assumer la responsabilité des exploitations et des massacres auxquels on assiste en Amérique latine, pour commencer par reconnaître qu'ils existent.

Qu'attendez-vous de l'Europe ?

J'espère que les pays européens feront quelque chose de réel, qu'il y aura une vraie responsabilité, qu'ils ressentiront cette Amérique latine qui leur donne tant. Je veux qu'ils la voient comme une sœur et non comme une terre qui peut être exploitée tous les jours parce que les gens n'y vivent plus ou parce que c'est un territoire fertile. Nous espérons vraiment qu'ils prendront leurs responsabilités et agiront, qu'ils nous regarderont vraiment avec des yeux différents, avec une Amérique latine qui a du goût, une Amérique latine qui veut vivre en paix.

Pensez-vous qu'il y a un pays européen qui en fait plus que les autres sur les questions de transition ?

Je ne sais pas parce que les pays ont récemment été présents à la COP26 et se sont tous engagés. Mais maintenant, il y a la guerre au coin de la rue. Face à ces crises, nous oublions les transitions ou les transformations énergétiques, pensant que la solution réside dans les combustibles fossiles. Chaque fois qu'il se passe quelque chose, nous avons besoin de plus et cela nous affecte en Amérique latine. Notre demande de combustibles fossiles augmente. Il n'y a pas de réelle responsabilité de la part des pays.

Nous avons parlé il y a un instant des figures emblématiques qui peuvent vous inspirer en Amérique latine, y a-t-il une figure européenne qui est également importante pour vous ?

Je dirais Marianne. Bien sûr, je fais partie de l'Initiative Marianne, mais j'aime ce qu'elle représente, qu'elle soit une femme, et toutes les femmes en même temps, qu'elle soit une idée et bien plus que cela. La représentation de cette femme est ma grande référence européenne. Je suis une Marianne, je suis une jeune femme, une leader, noire, qui se bat pour les droits des enfants, le droit à un environnement sain et le droit à une vie juste.

« J’ai vu tout mon peuple, par terre, impuissant et souffrant »



Nagham Nawzat • Gynécologue du Kurdistan irakien, elle milite depuis 2014 pour la défense des survivantes yézidiées. Depuis la libération des femmes réduites en esclavage par Daesh, elle œuvre à leur reconstruction personnelle. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l’Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Nous aimerions commencer par en apprendre plus sur vous. Pourriez-vous revenir sur votre parcours professionnel, ce qui vous a conduit à devenir gynécologue, et sur vos origines, sociales et familiales ?

Je m’appelle Nagham Hassan Nawzat et suis originaire du Kurdistan irakien. Je fais partie de la communauté yézidie. Je suis devenue médecin par vocation, en raison d’un désir très profond d’aider les autres. Dès l’âge de six ans, je jouais au docteur avec les enfants et leur faisais des prescriptions.

Ma famille m’a toujours encouragée et soutenue dans ce projet. Je dois préciser ici que je viens d’une famille instruite. Mon père est professeur. Parmi mes frères, l’un est notaire, l’autre avocat et le dernier diplômé de l’école d’administration. Ma petite sœur est médecin, elle aussi diplômée de la faculté de médecine.

Les Yézidis vivent principalement dans trois régions en Irak, pour une population totale d’environ 700 000 personnes. Certains Yézidis se trouvent également dans d’autres pays comme l’Arménie, la Géorgie, la Syrie et la Turquie. Il y en a aussi dans les pays occidentaux, principalement en Allemagne, mais aussi en France, en Australie, au Canada et aux États-Unis. En Irak, 70 % de la communauté yézidie vit dans le Sinjar et ses environs, 20 % dans le Shekhan et 10 % dans les alentours de Bashiqa. Je suis pour ma part originaire de Bashiqa, où 95 % de la population est yézidie.

Pourriez-vous revenir sur les épisodes qui vous ont conduit à vous engager pour les femmes yézidiées, dans le contexte de la mise en place d’un État islamique en Irak et des crimes que Daesh a perpétré à l’encontre des yézidis ?

Le 3 août 2014, Daesh a envahi le Sinjar. Une partie de la population yézidie a réussi à s’échapper dans la montagne du Sinjar tandis que les autres ont été capturés et emprisonnés. Daesh a forcé la population à se convertir à l’islam, tué ceux qui refusaient de le faire, et emmené ceux qui s’étaient convertis dans la zone contrôlée par Daesh. En deux jours, environ six mille hommes et femmes ont été tués parce qu’ils avaient refusé de se convertir. Ensuite, ils ont emmené les femmes et les enfants dans d’autres zones contrôlées par Daesh, comme Mossoul et ses environs dans le nord de l’Irak, ou en Syrie, notamment à Raqqa. Ils y ont transformé les femmes yézidiées en esclaves sexuelles, en biens d’échange entre combattants, les ont torturées, en les violant, en les électrocutant et en les brûlant.

À Bashiqa, lorsque nous avons appris que Daesh arrivait, nous nous sommes enfuis vers le Nord de l’Irak. En quelques heures, Bashiqa s’est complètement vidée de ses habitants. Toutes les

personnes fuyant Bashiqa et Shekhan sont allées au Kurdistan. Je travaillais alors comme gynécologue dans un hôpital de Shekhan. Ma famille m'a appelée pour me demander de tout quitter et de les rejoindre, craignant que si Daesh attaquait Shekhan, ils me tueraient ou me réduiraient en esclavage. Je les ai donc rejoints le lendemain au Kurdistan.

Après y avoir passé deux jours, j'ai décidé de me rendre dans la zone où se trouvaient les personnes déplacées. Des centaines de milliers de personnes étaient dans la rue, sous les arbres, en train de pleurer, sans chaussures et sous une chaleur infernale, puisqu'il fait environ 50 degrés en août en Irak. J'ai vu tout mon peuple, par terre, impuissant et souffrant. J'ai donc décidé de les aider, avec les nombreuses ONG internationales qui sont venues leur fournir nourriture et vêtements. Pendant une dizaine de jours, du matin au soir, j'allais d'une zone à l'autre avec mon stéthoscope autour du cou. Certains d'entre eux souffraient d'hypertension sévère, d'autres s'évanouissaient, et tous étaient dans un piètre état psychologique.

Un mois plus tard, j'ai rendu visite à deux femmes qui avaient survécu à la captivité, dans la zone contrôlée par Daesh, pour comprendre comment elles s'étaient échappées, ce qu'on leur avait fait, et quel était leur état psychologique. Elles avaient peur de moi, n'avaient confiance en personne. J'ai essayé de les rassurer en leur disant que j'étais comme eux, une yézidie, et une gynécologue. Au bout de deux jours, elles m'ont fait confiance et ont commencé à parler de ce qui s'était passé en captivité. Je leur rendais souvent visite et puis progressivement j'ai entendu parler de l'arrivée d'autres survivantes.

Pourriez-vous nous décrire votre travail, à partir de là ?

Les visites sont devenues une habitude, au point que je donnais à ces femmes mon numéro pour qu'elles m'appellent en cas de besoin et qu'elles me préviennent directement lorsqu'une autre survivante arrivait. C'est ainsi que, depuis 2014, j'ai consacré ma vie à écouter le récit des femmes qui ont échappé à Daesh. En six ans, j'ai rencontré environ 1200 femmes.

En 2015, le gouvernement allemand a accepté d'emmener 1000 survivantes et leurs familles en Allemagne et m'a choisi comme médecin porteur du projet. J'ai donc travaillé avec le gouvernement allemand pendant un an dans ce cadre.

Néanmoins, mon principal travail était de porter la voix des survivantes. Pendant de nombreuses années, j'ai raconté leurs souffrances à la communauté internationale pour l'encourager à aider les survivantes yézidies. J'ai dit à l'une des patientes, Nadia Murad, d'aller en Allemagne dans le cadre du programme que j'ai mentionné.

Alors, certains militants, voyant que je réussissais à sensibiliser les gens, m'ont demandé de créer une ONG. En effet, bien qu'il existe un soutien international pour les survivantes, il n'était pas suffisant, compte tenu de ce qui s'était passé. Nous avons donc créé une organisation appelée Hope Makers, pour les femmes, en 2018. Malheureusement, à cause du Covid et des confinements successifs, notre action a été mise à l'arrêt et nous n'avons rien pu faire à part quelques rares visites aux survivantes.

Voilà brièvement ce que j'ai fait pour les survivantes depuis 2014. Depuis, nous avons ouvert deux centres, un au Sinjar et un autre à Sinouni. Nous avons également entendu qu'il y avait de nombreux cas de suicides, alors nous avons commencé à nous concentrer sur cette question car personne ne l'a fait jusqu'ici.

Quels liens avez-vous avec ces femmes ? Êtes-vous encore en relation avec elles ?

J'ai réussi à gagner la confiance des survivantes pour trois raisons principales. Premièrement, puisque nous sommes de la même communauté, elles me font plus confiance qu'aux autres. Deuxièmement, je suis une femme, comme elles, et c'était très important car dans notre

communauté les femmes peuvent avoir honte de parler de certains sujets sensibles avec des hommes. Troisièmement, et c'est le plus important, je suis gynécologue et médecin, ce qui me permet de les soigner. Même lorsque les survivantes sont parties dans d'autres pays, comme l'Allemagne, la France, l'Australie, le Canada et, dans certains cas, les États-Unis, elles m'appellent en cas de problème, si elles ont un problème avec leur famille ou leur mari.

Quand j'entends leurs histoires, il m'arrive parfois de m'effondrer. Nous sommes au XXI^e siècle et malgré cela, il y a encore des gens qui en réduisent d'autres en esclavage et tuent ceux qui ne sont pas de la même religion ou ethnie. Comment est-il possible que des femmes du XXI^e siècle soient torturées, électrocutées, brûlées ?

L'une des femmes que j'ai rencontrée a essayé de s'échapper, avant d'être rattrapée. Ils ont alors décapité son mari sous ses yeux et l'ont vendue entre les combattants Daesh une trentaine de fois. Elle a tenté une nouvelle fois de s'échapper avec une autre femme, mais elles ont également été attrapées. Ils ont décidé de couper la tête de son amie, qu'elle a vu mourir devant elle. Aujourd'hui, cette femme à qui je rends parfois visite est complètement détruite. Elle pleure beaucoup, et rit parfois sans raison.

L'une d'entre elles est venue me voir en pleurant, me demandant de la regarder et de lui dire si je voyais en elle un être humain ou un animal. Je lui ai répondu qu'elle était une femme courageuse et que j'étais fier d'elle, que je n'aurais pas eu le courage de m'échapper comme elle l'a fait.

J'ai également soigné une fille d'environ neuf ans. C'était très difficile pour moi de soigner des enfants, car il est encore plus difficile d'obtenir leur confiance et de les faire parler. Après un certain temps, je pouvais dire, d'après le comportement d'une enfant, si elle avait été violée ou pas. J'ai compris que certaines petites filles étaient données à des hommes d'âge mûr, qui les appelaient leurs filles, puis leur disaient de dormir avec eux avant de les violer. Comment peut-on imaginer cela ? Comment s'en relever après ?

Est-ce que toutes les femmes yézidiennes capturées par Daesh ont désormais été libérées ?

Le génocide yézidi est toujours en cours. Quand Daesh est arrivé, ils ont capturé plus de 6000 femmes et enfants. Aujourd'hui, trois mille de ces femmes et enfants sont toujours portés disparus malgré le processus de libération entamé en 2017 des zones contrôlées par Daesh en Irak. Depuis, j'ai contacté des personnes travaillant sur cette question et j'ai appris que beaucoup de femmes yézidiennes avaient été emprisonnées à Mossoul. Mais après la libération de Mossoul, seulement une vingtaine sont sorties de la ville. Sachant qu'il y avait plus de femmes là-bas, je pense qu'elles ont été emmenées dans d'autres régions. Depuis 2019, seules quelques-unes sont revenues et à cause du Covid-19, tout a été verrouillé. Aujourd'hui, nous avons donc entre 2700 et 3000 Yézidis toujours portés disparus, malgré la libération de toutes les zones irakiennes et syriennes sous contrôle de Daesh. Nous ne savons rien d'eux et ne pouvons pas répondre à la question des familles traumatisées.

Comment les survivantes que vous avez suivies ont-elles évolué ? Quelles sont les conditions de leur rétablissement ?

Premièrement, l'implication des familles est très importante. Souvent, c'était la famille qui amenait leur fille ou leur soeur et s'assurait qu'elle vienne ensuite aux rendez-vous. Je travaille souvent avec les maris, les pères, les frères. La plupart d'entre eux sont nerveux, car ils connaissaient les différentes formes de torture perpétrées par les combattants de Daesh. Le rôle de la famille a donc été très important pour moi, car chaque fois que nous avons établi une bonne relation, cela a beaucoup aidé.

Quand elles n'ont plus de famille, c'est extrêmement compliqué. Je me souviens d'une femme, qui avait 45 ans et avait cinq fils. Avant 2014, elle travaillait à tisser des objets pour aider les gens à aller à l'école. Les combattants de Daesh ont tué son mari devant ses yeux et ont pris tous ses fils,

sauf le dernier, qui avait six ans. Il est resté avec elle tandis qu'ils la vendaient comme esclave à des combattants de Daesh. Enfin, ils ont pris son fils pour lui enseigner la loi islamique, et les ont donc séparés. Aujourd'hui, à chaque fois que je lui rends visite, elle est assise dans un coin de la tente et pleure. J'ai essayé d'apaiser sa souffrance, mais je ne pouvais pas vraiment dire grand-chose pour la consoler. Elle me demandait : comment puis-je avoir de l'espoir ? Où est mon mari ? Où est ma famille ?

La deuxième chose à prendre en compte est que lorsqu'une fille sort de la captivité, elle est traumatisée une deuxième fois lorsqu'elle arrive au camp. On l'emmène vivre dans une petite tente, d'environ deux mètres sur deux, avec certains membres de sa famille, parfois avec des parents du troisième ou quatrième degré. Ils vivent là dans une grande pauvreté. Comment traiter les survivantes dans une telle situation ? Certaines ONG apportent un soutien psychosocial aux survivantes, certes. Je leur ai toujours dit, en tant que médecin et en tant que témoin, que le soutien psychologique est très important, mais qu'il y a d'autres problèmes basiques à résoudre. Quel est l'intérêt de séances psychologiques où nous essayons de leur donner de l'espoir, alors que leur réalité actuelle est si terrible ?

Comment est-ce que les femmes que vous avez suivies, lorsqu'elles reviennent de captivité, sont réintégrées à la communauté yézidie ?

La religion yézidie est une religion à laquelle on ne peut pas se convertir. Pour être Yézidi, il faut être issu de deux parents yézidis. Les combattants de Daesh savent que si un Yézidi se convertit à une autre religion, il ne pourra plus faire partie de sa communauté. J'ai rencontré un haut responsable religieux de la communauté yézidie, appelé Bâbâ Cheikh, à qui nous avons expliqué qu'il faudrait faire une exception pour ceux et celles qui ont été forcés de se convertir. À la suite de cette rencontre, il a pris une décision, une sorte de fatwa, qui décrète que toute femme, tout homme ou tout enfant converti de force sera accueilli parmi les Yézidis.

Vous avez mentionné les bombardements de la Turquie et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Il y a quelques jours, le président de la Turquie a déclaré qu'il allait envoyer plus de soldats dans cette région du Kurdistan. Les combattants du PKK se trouvent donc dans la même région que le peuple yézidi ?

Non seulement ils sont aussi dans les régions des montagnes du Kurdistan, mais ils sont surtout dans le Sinjar. Par conséquent, ce qui les affecte nous affecte aussi. Un de mes centres était proche de cette zone. J'ai donc dit à mes collègues de ne pas s'y rendre parce qu'ils risquaient d'être bombardés. Les yézidis ne sont coupables de rien et nous ne devrions donc pas faire partie de ce problème.

Le problème est qu'aujourd'hui, nous ne pouvons pas être sûrs qu'il n'y a pas de combattants de Daesh dans des cellules dormantes. S'ils décidaient de nous attaquer de nouveau, nous n'aurions aucun moyen de nous défendre. Nous ne pouvons pas compter sur la bonne volonté des gens que nous connaissons, car après des violences aussi terribles, comment pouvons-nous savoir ce qu'il y a dans le cœur de quelqu'un ? Donc, en réalité, ce que nous demandons, c'est une protection.

Où en est le jugement des combattants de Daesh actuellement en prison en Irak ?

Ils ne sont pas tenus responsables des crimes qu'ils ont commis, car il n'y a pas de paragraphe dans la loi irakienne qui traite de cette question. Nous demandons l'aide de la communauté internationale pour soutenir la communauté yézidie et faire en sorte que les combattants de Daesh soient jugés pour leurs crimes.

Nous avons essayé à plusieurs reprises de changer la loi irakienne car, selon moi, la loi de tout pays doit être laïque. Je le dis aussi en tant que Yézidie. Si des Yézidis venaient nous dire que nous devrions utiliser la loi yézidie, je serais la première à le refuser car l'Irak regroupe des peuples différents, de différentes ethnies, de différentes religions. En Irak, il n'y a pas de musulman pur, pas de

yézidi pur, pas de chrétien pur. C'est pourquoi la loi devrait être laïque et accorder des droits à tous les gens de la même manière. Malheureusement, la loi irakienne est la charia. Nous sommes tous Irakiens. Il ne devrait pas y avoir de différenciation entre les chrétiens, les yézidis et les musulmans. Non, nous devrions éliminer ces noms. Nous devrions nous respecter mutuellement en tant qu'êtres humains.

Le Parlement européen vous a remis le prix de la Rose d'Argent en 2016. Estimez-vous recevoir suffisamment de soutien de la part des institutions internationales ?

Je suis reconnaissante pour ces prix car ils m'ont encouragée à travailler et à faire entendre la voix des survivantes. J'en ai reçu beaucoup. Le premier, le 29 mars 2016 en tant que "femme internationale de courage" par le Département d'État des États-Unis. En 2017, j'ai été récompensée par Physicians for Human Rights, organisation de défense des droits de l'homme, qui se trouve à New York. C'est une organisation qui travaille sur la collecte de preuves pour documenter cliniquement les crimes. J'ai également été récompensée par l'United Nations Population Fund (UNFPA) en Turquie. En 2020, j'ai reçu le Prix franco-allemand des droits de l'homme et de l'État de droit, décerné par le ministère français des affaires étrangères et le ministère allemand des affaires étrangères. Ces prix sont des symboles importants qui me donnent le courage de m'occuper de la communauté yézidie.

Sans le soutien de la communauté internationale, je ne pourrais rien faire car je suis un être humain, comme les autres. Après avoir entendu les témoignages des survivantes, il m'arrivait de rentrer à la maison et de rester dans ma chambre pendant un ou deux jours, incapable de dormir, pleurant, désespérant de comprendre les causes de notre malheur. Pourquoi nous tuent-ils, pourquoi nous asservissent-ils, pourquoi nous brûlent-ils, pourquoi nous électrocutent-ils ? En quoi le fait d'être Yézidie est-il un problème ? Je ne suis pas comme avant 2014. Ces épreuves ont fait de moi une femme plus forte. Avant, j'étais très calme, et je rêvais avant tout de progresser dans mon travail. Après 2014, tout a changé. Je n'avais plus de rêves personnels. Mon seul rêve était d'aider les survivantes à vivre en paix. J'ai oublié mon travail de gynécologue. Aujourd'hui, il est vrai que j'ai été directrice d'un hôpital, mais je pense tout le temps au génocide. Je ne suis pas heureuse comme je pouvais l'être auparavant.

Récemment, un tribunal allemand a condamné un membre de Daesh pour sa participation au génocide des Yézidis. Voyez-vous en Europe la possibilité d'une action décisive sur le plan juridique ?

Il est très important que la plupart des pays européens reconnaissent que ce qui est arrivé à la communauté yézidie est un génocide. Nous sommes vraiment reconnaissants que le gouvernement français ait reconnu que ce qui est arrivé à la communauté yézidie est un génocide. En acceptant des survivantes en France, pour les soigner et pour les aider, le gouvernement français nous a beaucoup aidé. Nous leur en sommes très reconnaissants. Je suis également reconnaissant pour le programme Marianne. Nous avons dans ce cadre rendu visite au président Macron lors de la Journée internationale des femmes, le 8 mars. Il connaît la communauté yézidie, il défend la qualification de ces crimes comme un génocide et a promis de faire beaucoup d'efforts pour nous soutenir.

Nous espérons que la France conduira devant la justice un grand nombre de combattants de Daesh originaires de France. Il ne s'agit pas seulement de sauver la communauté yézidie, mais de montrer à la communauté internationale du monde entier que toute personne qui tente d'en tuer une autre en raison de son ethnie ou de sa religion viole les droits de l'homme et peut être condamnée.

Les pays européens acceptent-ils encore des réfugiés yézidis ?

Malheureusement, non. La plupart des survivantes veulent quitter l'Irak car leur vie là-bas est insupportable. Celles qui sont parties me disent que leurs droits sont respectés, qu'elles peuvent aller

à l'école, avoir une assurance médicale, une maison. Ces pays traitent les survivantes comme leurs propres citoyens. En Irak, la vie dans les camps est une vie de souffrance, à cause de la précarité économique et de la peur qui les ronge qu'un nouveau conflit éclate dans la région. Ils veulent tous immigrer pour survivre. Ils pensent que leur avenir ne pourra commencer qu'une fois qu'ils auront fui ces conflits.

Les réfugiés yezidis qui sont allés en Europe se sont-ils intégrés facilement dans les sociétés européennes ?

Avant que les Yézidies arrivent en Allemagne, le gouvernement allemand leur a expliqué à quoi pourrait ressembler leur vie là-bas. Elles sont donc allées en Allemagne en connaissance de cause. J'ai vu leur évolution, dans leur apparence, dans leur façon de parler. Elles ont pu aller à l'école. Elles sont devenues des personnes plus fortes. Certaines d'entre elles, avant de partir, étaient des personnes brisées : elles ne pouvaient pas parler, elles avaient peur de tout. Une fois dans un autre pays, elles ont pris confiance. Comme Nadia Murad, certaines d'entre elles sont devenues des militantes. Si elles ne peuvent pas oublier ce qu'elles ont subi pendant leur captivité, elles sentent qu'elles ont un avenir ici.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les différents programmes d'accueil des réfugiés yezidis en Europe ?

Le premier programme d'accueil des réfugiés a été mis en place en Allemagne. Il proposait 1000 places pour les survivantes et leur famille. C'était un excellent programme, mais nous avons rencontré une difficulté. Lorsqu'une survivante avait moins de 18 ans, elle pouvait emmener sa mère avec elle, et ses frères et sœurs s'ils avaient moins de 18 ans. Cependant, les hommes n'étaient pas acceptés. Ainsi, nous nous sommes retrouvés avec une trentaine d'hommes qui ne pouvaient pas venir avec leurs familles. Le gouvernement allemand a dit que ces hommes pouvaient faire une demande après deux ans, mais aujourd'hui, six ans après l'arrivée de toutes ces survivantes en Allemagne, les hommes sont toujours en Irak.

Nous espérons donc que le gouvernement allemand nous aidera à faire venir leur famille avec eux. Ce projet est un projet de traitement psychologique pour les survivantes. Mais comment pouvons-nous les traiter psychologiquement si chaque membre de la famille vit dans un endroit différent ?

Quelles sont les ONG les plus utiles et les organisations les plus importantes pour le soutien aux yezidis ?

Je ne les connais pas toutes, mais l'UNFPA a joué un grand rôle dans le soutien aux survivantes. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés donne des tentes et ouvre des camps. Mais maintenant ces tentes sont détruites, et nous espérons en recevoir d'autres. D'autres ONG internationales donnent de la nourriture et aident les survivantes. Nous avons beaucoup d'ONG internationales. L'UNFPA et le HCR ont mis en place un programme avec le gouvernement canadien pour emmener 800 survivantes au Canada afin qu'elles y soient soignées. Certaines ONG françaises travaillent également à la construction d'hôpitaux, comme "la Chaîne de l'Espoir", dans le Sinjar.

Cependant, après 2017 et le début du processus de libération, nous avons constaté une diminution du soutien des ONG aux Yézidis. Les ONG nous ont dit que le gouvernement irakien essayait d'encourager les gens à retourner chez eux. Mais s'il n'y a pas de protection, pas de sécurité, nous ne pouvons pas les encourager à revenir, d'autant plus s'ils sont souvent blessés. Il y a seulement un mois, il y a eu des combats entre les armées irakiennes et les troupes kurdes dans une région de peuplement yézidi. Nous demandons donc à la communauté internationale de trouver une solution et de protéger de plus en plus les Yézidis, car ce n'est pas une vie. Nous ne voulons pas faire partie d'un conflit politique. Nous sommes des gens pacifiques.

Vous avez évoqué le fait que le Covid-19 a arrêté l'activité de votre association.

Plus généralement, quel impact la pandémie a-t-elle eu sur votre lutte pour la reconnaissance du génocide des Yézidis ?

Au moment où la pandémie a commencé, je travaillais à l'hôpital. La situation était très difficile, comme partout dans le monde. En Irak, le pays a été mis en confinement, mais pour ceux qui vivent dans les camps, il n'y a pas de confinement possible en raison de la promiscuité. Je dois avouer que je n'ai pas visité les camps parce que je travaillais avec des patients atteints du Covid à l'hôpital, et j'avais peur de propager le virus dans les camps, ce qui aurait été désastreux. Je leur ai donc dit de venir à l'hôpital pour tout problème.

J'essaie également de faire entendre la voix des Yézidis sur la scène internationale une fois de plus car, pendant deux ans et demi, nous n'avons pu voyager dans aucun pays. La dernière fois que j'ai voyagé, c'était en mars 2020. J'avais une conférence ici à Paris à cette époque. Après mon retour en Irak, au bout de trois jours, ils ont fermé tous les aéroports pendant un an. Personne ne pouvait aller en Irak. Depuis six mois, nous avons repris nos activités, en faisant entendre la voix des survivantes auprès de la communauté internationale.

« En Chine, le féminisme est le dernier mouvement social »



Lü Pin • Militante féministe et journaliste chinoise, elle lutte contre les violences faites aux femmes et les discriminations fondées sur le genre. En 2009, elle a fondé Les Voix féministes, un média en ligne consacré à la défense des droits des femmes en Chine. Elle réside aujourd'hui aux États-Unis, où elle continue d'apporter son soutien aux jeunes féministes à travers la Chine. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Activiste depuis les années 1990, vous avez participé au mouvement étudiant du 4 juin 1989, dont les manifestations sur la place Tiananmen. Peut-on comprendre ce moment comme ayant motivé votre désir d'agir ? Quels sont les autres moments qui ont produit chez vous la volonté de vous engager ?

J'ai effectivement participé au mouvement de la place Tiananmen lorsque j'étais adolescente. Si le mouvement signifiait beaucoup pour moi, je ne connaissais presque rien de la cause pour la défense des droits des femmes. Je ne savais pas que j'étais féministe. À cette époque, personne n'était féministe en Chine. Ma participation aux manifestations de la place Tiananmen m'a amenée à remettre en cause la légitimité du gouvernement chinois. Après la campagne de répression massive opérée par les autorités chinoises, nous avons été pris par une forme de désillusion.

Votre participation à la 4^{ème} Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995 a-t-elle contribué à construire votre engagement pour le droit des femmes ?

En 1994, j'ai obtenu un emploi de secrétaire pour un journal d'État. À l'époque, je n'avais pas de conviction féministe. Cet emploi m'a néanmoins donné l'occasion d'entrer en contact avec des féministes chinoises. En 1995, j'avais 20 ans lorsque l'on m'a confié la réalisation d'un reportage sur la tenue de la Conférence mondiale sur les femmes organisée à Beijing. Je pouvais percevoir qu'il s'agissait d'un événement important, mais je sous-estimais l'importance du mouvement féministe à travers le monde. À la fin des années 1990, certaines de mes collègues journalistes et quelques spécialistes des études de genre ont créé un petit groupe de bénévoles dans lequel j'ai décidé de m'engager. Il s'agissait de la première organisation civile axée sur la lutte contre les discriminations de genre et pour l'égalité des sexes en Chine.

En tant qu'activiste féministe ayant participé à l'affirmation de la défense des droits des femmes en Chine, comment définissez-vous votre identité ? Quelle influence votre activisme a-t-il eu dessus ?

Depuis une vingtaine d'années, j'ai tendance à me définir comme une féministe. Le féminisme fait partie de mon identité. Je travaille avec des femmes. Je me lie d'amitié avec des femmes en parlant avec elles de questions féministes.

Vous avez débuté votre activisme alors que la Chine opérait son tournant libéral et s'ouvrait progressivement au monde. Comment ce changement idéologique a-t-il impacté le mouvement féministe ?

Les années 1990 ont véritablement marqué un tournant au sein de la société chinoise. Je pense que nous devrions considérer le développement du mouvement féministe comme un sous-produit involontaire du processus de réforme et d'ouverture de la Chine. La diffusion croissante de l'information a permis aux féministes chinoises de s'organiser.

L'ouverture de l'économie chinoise ne s'est pas faite sans difficultés. Les femmes en ont été les premières victimes. Néanmoins, on constate aujourd'hui que plus de la moitié des étudiants dans les universités chinoises sont des femmes. Elles sont aujourd'hui davantage scolarisées et poursuivent des études plus longues. Désormais, elles sont aussi plus nombreuses à quitter les campagnes pour vivre dans des métropoles. Les femmes s'éloignent de leur communauté traditionnelle et tendent de plus en plus vers l'indépendance financière. C'est un véritable signe de progrès pour le mouvement féministe chinois.

Dans un article sur les intellectuels libéraux et le féminisme, Li Sipan dénonce le manque d'attention des libéraux pour le féminisme et leur compréhension restrictive des notions de liberté et d'égalité. Quels liens possibles entre ces mouvements ? Comment agrandir le spectre de participation et de préoccupation aux questions féministes ?

Je ne cherche pas à faire des libéraux et de leur idéologie une cible de mes critiques. Toutes les grandes idéologies prétendent soutenir le féminisme, mais leurs actions divergent souvent de leurs paroles. Aujourd'hui, en Chine, nous n'attendons plus grand-chose du marxisme. Le libéralisme représente une idéologie beaucoup plus critique et contestataire. Néanmoins, les libéraux ne soutiennent pas réellement le mouvement féministe. Il y a dix ans, le libéralisme apparaissait comme le courant attractif pour les jeunes progressistes, désormais, il s'agit du féminisme.

Face à la répression et à la censure, comment percevez-vous l'organisation de la lutte féministe et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation ?

Entre 2007 et 2012, une nouvelle génération de militantes féministes est arrivée à la tête du mouvement. Une transformation stratégique a donc eu lieu à ce moment-là. Avant 2012, les leaders du mouvement étaient des expertes qui travaillaient pour des institutions financées par l'État ou dans des universités. J'ai travaillé avec elles pendant de nombreuses années et je les respecte énormément, mais leur stratégie principale consistait à négocier avec le gouvernement en partant du principe que les fonctionnaires n'avaient pas suffisamment de connaissances sur l'importance de la défense des droits des femmes. En remédiant aux lacunes des fonctionnaires chinois, les militantes féministes de l'ancienne génération pensaient pouvoir influencer les politiques gouvernementales. Mais cette stratégie s'est révélée inefficace. Le gouvernement chinois ne soutient pas la cause pour les droits des femmes, non pas parce qu'il manque de connaissances sur le sujet, mais parce qu'il manque de volonté politique. La stratégie de coopération avec le gouvernement chinois a permis des avancées pour les droits des femmes mais celles-ci ont été réalisées sur le temps long et de manière étroite. Les dirigeantes du mouvement féministe des années 2000 ne cherchaient pas à promouvoir les droits des femmes auprès de la population mais seulement auprès des fonctionnaires chinois. Elles ont réalisé une activité de plaidoyer auprès du Parti mais elles n'ont pas cherché à créer un mouvement.

Comment expliquer ce tournant au sein de la direction du mouvement ?

Lorsque la direction a été transférée à une génération plus jeune d'activistes, le mouvement féministe s'est déployé en dehors des structures officielles établies. C'est aussi à ce moment que la répression gouvernementale contre tous les mouvements civils a débuté en Chine. Après les Jeux olympiques de Pékin en 2008, le gouvernement chinois était suffisamment confiant pour penser pouvoir exclure les activistes féministes de la sphère politique. Cependant, parce que la motivation des jeunes femmes chinoises reposait sur de la colère et de l'insatisfaction, les menaces n'ont pas été efficaces pour arrêter la progression du mouvement. Aujourd'hui, les femmes sont beaucoup plus conscientes des politiques discriminatoires dont elles font l'objet.

En 2018, nous avons assisté au lancement du mouvement #MeToo. En Chine, les femmes ont commencé à s'exprimer sur les réseaux sociaux autour du harcèlement sexuel. Elles ont essayé de faire pression sur le gouvernement pour qu'il mette cet enjeu à l'agenda politique. Mais le Parti chinois est maintenant beaucoup plus fort qu'il y a quelques années. Il est devenu extrêmement difficile d'organiser des actions militantes. Il y a deux ans, nous avons eu la possibilité d'organiser une grande campagne pour demander une réforme politique majeure. Aujourd'hui, il serait impossible d'imaginer une telle action.

Votre engagement s'est traduit notamment en ligne via le blog 'Feminist Voice' ainsi que par des actions publiques via le centre 'One Yuan Commune' ou comme celles 'Occupy men's room' et pour les 'Feminist Five'. Comment comprenez-vous la résistance dans son aspect technique ? Quels sont pour vous les outils, les moyens d'expression de cette lutte qui vous permettent de vous opposer, malgré la répression permanente ? Quelles sont les structures sur lesquelles cette lutte repose ?

Nous travaillons dans un contexte très difficile car la censure est omniprésente. Pour autant, dès qu'une opportunité se présente, les activistes sont prêtes à agir pour défendre les droits des femmes. Au début de l'année 2022, le cas d'une femme torturée et séquestrée par son mari pendant 20 ans a été exposé sur Internet. Elle avait huit enfants et souffrait de problèmes de santé mentale. Lorsque son témoignage a été rendu public, de nombreuses personnes ont demandé que le gouvernement soit tenu responsable. Beaucoup de femmes se sont exprimées pour demander une condamnation plus ferme des mariages forcés. Cette affaire tragique a été saisie par les femmes pour faire valoir leurs droits. Cependant, le gouvernement chinois considère désormais le mouvement féministe comme une force étrangère hostile. Il nous est donc impossible d'annoncer la tenue d'événements à l'avance. Nous devons également vérifier l'identité de nos membres afin de nous assurer que des agents du Parti ne s'infiltreront pas dans l'organisation.

Quelle part WeChat a-t-il dans la communication et l'organisation de cette lutte ?

Lorsque nous utilisons WeChat, nous savons que le gouvernement chinois peut avoir accès à toutes nos conversations. C'est pourquoi, nous n'utilisons pas cette application pour organiser nos événements. De façon fréquente, il arrive que le gouvernement chinois supprime nos comptes, ce qui nous oblige à en recréer d'autres. Nous devons développer de nouveaux outils pour échapper à la surveillance gouvernementale.

Quel rôle pour Internet plus généralement dans l'organisation du mouvement ?

Pour le mouvement féministe, la fonction d'Internet est de permettre d'informer et de regrouper des personnes qui cherchent à se rapprocher de notre cause. À cause de la censure, il est maintenant très complexe pour les nouveaux membres de trouver des informations sur notre mouvement. La censure sur Internet vise à décourager les personnes intéressées par la défense des droits des femmes. À ce stade, la censure gouvernementale représente une limite au développement du mouvement féministe en Chine. Les militants en souffrent beaucoup. Il y a quelques

années, le gouvernement chinois nous sanctionnait après que nous ayons commis une action militante. Désormais, les autorités interviennent avant même qu'une action puisse être envisagée. C'est une période sombre pour notre mouvement. Par ailleurs, depuis que le Parti chinois considère le mouvement féministe comme une force hostile étrangère, nous avons perdu une part de légitimité auprès de la population.

Avez-vous un cadre théorique et/ou des figures ou moments emblématiques qui définissent et inspirent cette lutte ?

Je suis une militante. Je ne suis pas une théoricienne. À titre personnel, je considère que la théorie n'occupe pas une place centrale dans le mouvement féministe. Cette distinction me semble importante car elle me permet de souligner ma différence avec les stratégies d'action de l'ancienne génération des féministes chinoises.

Comment considérez-vous votre action dans ce domaine, en Chine comme à l'échelle mondiale ?

Les femmes chinoises ont accès à des informations contrôlées et régulées par les autorités. Nous nous concentrons essentiellement sur la situation des droits des femmes en Chine car la situation est très particulière. Nous avons beaucoup appris d'autres pays d'Asie de l'Est comme la Corée ou le Japon. Nous nous sommes inspirées du mouvement #MeToo aux États-Unis, mais nos stratégies ne peuvent pas être identiques. En Chine, le contexte autoritaire rend les choses très différentes.

Quelles sont, aujourd'hui, vos priorités, pour vous même et pour votre lutte ?

Il y a dix ans, je pensais que nous pourrions améliorer la situation des femmes en Chine. Actuellement, je ne pense pas que cela soit possible. Le gouvernement de Xi Jinping est extrêmement puissant. Je suis prise d'une forme de désillusion car je sais qu'il n'y a aucune volonté politique de la part du Parti de faire avancer la cause des droits des femmes. La seule chose que nous puissions faire est d'essayer d'informer les citoyens chinois en ne restant pas silencieuses. Lorsque le mouvement n'est plus actif, il est difficile d'initier une réflexion.

Alors que la loi sur le divorce a récemment revu la répartition des biens entre époux en avantageant le mari, comment comprendre les perspectives de développement pour la cause féministe ?

La loi sur le divorce vise à empêcher les femmes chinoises de demander le divorce. C'est une situation très frustrante car nous pensions avoir gagné cette liberté. L'État chinois ne veut pas que les femmes s'émancipent et s'affranchissent des structures traditionnelles.

Bien qu'une loi sur les violences domestiques ait été adoptée en 2016, les effets du confinement sur l'augmentation des violences ont-ils été pris en compte ? Quelle est la réaction des pouvoirs chinois face à cette violence, encore rendue visible récemment par la diffusion d'une vidéo de femmes se faisant battre dans un restaurant ?

Le gouvernement chinois a diffusé des données officielles sur les violences faites aux femmes. Selon les autorités, les violences auraient diminué depuis l'application de la loi contre la violence domestique, mais je n'y crois pas.

J'ai passé plus de 20 ans à discuter avec des femmes et d'autres activistes féministes pour plaider en faveur de l'application de la loi anti-violence domestique de 2000 à 2016. Son application a été une grande source de déception. Malgré la propagande du régime chinois autour de cette loi, les victimes affirment ne pas avoir reçu beaucoup d'aide des institutions officielles. Il s'agit d'une loi creuse qui ne porte pas d'évolutions substantielles.

Pendant les confinements, nous avons recueilli les témoignages de victimes et nous les avons publiés sur Internet. Nous avons créé une campagne encourageant les chinois à apposer de petits autocollants sur leurs fenêtres pour lutter contre les violences domestiques. Des milliers de personnes ont participé à cette initiative. Au printemps 2022, lorsque Shanghai était en état d'urgence, les bénévoles ont tenté d'entrer en contact avec l'Organisation gouvernementale des femmes de Chine afin d'aider les victimes à trouver un hébergement sécurisant.

Comment appréhender les droits des femmes des minorités persécutées ? Des recoupements entre les mouvements féministes et de défense des minorités existent-ils ?

L'intersectionnalité est importante pour le mouvement féministe. Nous avons essayé de travailler avec les femmes de la classe ouvrière, les travailleuses domestiques, les travailleuses du sexe, etc. Jusqu'en 2015, ce travail était relativement efficace, mais la répression a mis fin à tout avancement. Nous avons des contacts réguliers avec des personnes œuvrant à la défense des droits des travailleurs mais nous ne travaillons plus ensemble dorénavant. Les droits des minorités sont devenus un sujet très politique en Chine.

À l'approche du XXe Congrès du parti, comment percevoir les potentielles conséquences sur la question féministe, si elle est toutefois prise en compte ?

Le XXe Congrès du parti en octobre prochain aura certainement un impact sur le mouvement féministe. Xi Jinping va prolonger son mandat. Personne ne peut l'arrêter. Une période d'autant plus sombre débutera. Le féminisme est déjà le dernier mouvement social en Chine. Tous les autres mouvements sociaux ont été dissous. Nous avons résisté jusqu'à présent parce que nous avons une communauté, mais la situation est désolante.

Si le mouvement #MeToo a réussi à s'implanter en Chine, quels défis pour la lutte féministe alors que le climat politique chinois est tendu notamment avec la reprise du nombre de cas de Covid et la situation internationale, dont la guerre en Ukraine ?

Le mouvement #MeToo a permis aux personnes de s'exprimer sur les droits des femmes à un niveau sans précédent. Lorsque le mouvement a émergé, la première stratégie des autorités chinoises a été de nier son existence. Néanmoins, parce que nous ne formions plus un groupe embryonnaire mais un véritable mouvement, les autorités chinoises ont dû accepter l'idée qu'il y ait lieu un débat sur la question des droits des femmes. #MeToo a été une occasion de sensibiliser la population et de provoquer des réflexions. Ne pas parler des violences sexistes empêche toute possibilité d'action. Même si beaucoup de Chinois sont encore opposés au mouvement féministe du fait de la propagande d'État, #MeToo a permis des avancées dans certains domaines. À titre d'exemple, il est désormais interdit pour les professeurs chinois d'avoir des relations intimes avec leurs étudiantes. De façon plus générale, le mouvement #MeToo nous a offert une plus grande visibilité et une plateforme pour débattre.

Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever en matière de droits des femmes en Chine ?

Le principal défi auquel nous devons faire face est la répression menée par le gouvernement chinois. Le mouvement féministe n'a pas d'agenda politique clair. Nous demandons l'amélioration des droits sociaux, culturels et économiques des femmes. Notre objectif n'est pas de renverser le gouvernement. Nous ne faisons pas partie de l'opposition politique, bien que le gouvernement le pense et nous considère comme une menace pour la sécurité de l'État. Le gouvernement chinois subventionne des groupes réactionnaires anti-féministes qui sont chargés de nous harceler sur les réseaux sociaux.

Comment comprenez-vous l'action de l'Europe et son rôle dans la défense des droits des femmes en Chine ?

En Europe, les gouvernements prennent beaucoup d'initiatives pour améliorer les droits des femmes. En Chine, les ambassades européennes nous soutiennent avec la location d'espaces dans lesquels nous pouvons organiser nos événements. Sans ce soutien, il nous serait impossible de nous réunir.

Quels liens existent ou sont possibles entre les féministes européennes et chinoises ?

Je pense qu'il est nécessaire que les féministes européennes et chinoises se rencontrent plus régulièrement et développent des plans d'actions communs. Je pense que nous devrions apprendre davantage les unes des autres.

Comment l'action européenne pourrait-elle être améliorée, particulièrement en lien avec les droits des femmes en Chine ?

Les États européens ne devraient pas cesser de soutenir financièrement le mouvement féministe chinois. Ce soutien financier est rendu difficile par la loi chinoise interdisant les financements internationaux, mais cela reste important pour nous. L'Union européenne devrait également continuer à plaider pour que l'enjeu des droits des femmes soit inclus dans le dialogue sur les droits de l'homme entre les pays européens et la Chine. Je pense que les États européens devraient continuer à insister sur ce sujet et organiser des forums internationaux afin de fournir aux femmes chinoises un espace pour témoigner face à la communauté internationale.

« L'origine de mon combat, c'est mon expérience de survivante »



Rhobi Pristiana Samwelly • Milite depuis plusieurs années contre les mutilations sexuelles et génitales au sein des communautés en Tanzanie. En 2017, elle fonde hope for girls and women, une association accueillant des jeunes femmes et filles qui ont subi ces mutilations ou qui y ont échappé. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Militante contre les mutilations génitales féminines, vous en avez vous-même été victime. Pouvez-vous revenir sur votre parcours, sur la construction de votre activisme ? Comment cet événement a-t-il construit votre engagement ?

Ma propre expérience de survivante est à l'origine de mon combat contre les mutilations génitales féminines. En partageant mon témoignage avec les personnes de ma communauté, j'essaie de leur faire prendre conscience de la dangerosité de cette tradition. Je n'ai pas peur de parler de ce que j'ai subi. Je n'ai pas honte. Lorsque j'avais 11 ans, mon amie Sabina a été mariée de force à un homme âgé de 87 ans. Elle a subi une excision qui s'est mal déroulée. Mon amie a fait une hémorragie dont elle n'a pas survécu. Son corps sans vie a ensuite été jeté dans les buissons pour être mangé par les animaux. Le coût de l'enterrement de sa dépouille était trop élevé pour ses parents. Voilà les conséquences terribles des mutilations génitales féminines que promeuvent les chefs tribunaux de Tanzanie.

Quand j'ai eu 13 ans, ma mère m'a demandé si j'étais prête à être excisée. J'ai répondu que je ne le ferais jamais parce que je ne voulais pas mourir comme Sabrina. Elle m'a assurée que je ne mourrai pas car les parents de Sabrina avaient choisi un mauvais coupeur. Je me suis mise à pleurer mais ma mère a insisté, arguant que c'était notre tradition. Elle a commencé à préparer la cérémonie sans écouter mes plaintes. Je suis allée chercher de l'aide auprès de ma tante qui s'était toujours montrée très aimante à mon égard. Je pensais qu'elle pourrait me comprendre. La veille du jour de mon excision, je lui ai rendu visite. Ma tante m'a accueillie en dansant et en souriant, me disant qu'il fallait fêter ma cérémonie. Lorsque j'ai vu la réaction de ma tante, je suis rentrée chez moi. Personne ne semblait se soucier de ce que je ressentais. J'ai alors pensé que je pourrais essayer de m'échapper de la maison. Le lendemain matin, j'ai donc pris une de mes robes que j'ai mise dans un sac en plastique et j'ai quitté la maison. Je ne savais pas où aller. Je voulais juste disparaître. Puis, j'ai pensé que si j'avais un problème en chemin, personne ne m'emmènerait à l'hôpital.

J'ai aussi commencé à me demander comment je pourrais payer les frais de scolarité par moi-même. J'ai eu peur et je suis finalement rentrée au village, parce que je ne voulais pas arrêter mes études.

Le lendemain, la cérémonie a donc débuté. Je suis restée inconsciente pendant près de 5 heures. J'ai fait une hémorragie. Lorsque j'ai repris connaissance, ma mère était en larmes. Je pouvais entendre une femme qui se demandait si mon cerveau fonctionnerait encore correctement. Lorsque je

m'en suis sentie capable, j'ai demandé à ma mère : "Tu vois ce qui s'est passé ? Vas-tu faire subir la même chose à mes six petites sœurs ?". À partir de ce jour, leur conception de l'excision a changé. Ma mère a tenu sa promesse et mes sœurs n'ont pas eu à vivre cette horreur. C'est à ce moment que mon combat contre les violences génitales féminines a commencé. Je me suis dit que je ne voulais voir aucune fille connaître cette souffrance.

Désormais, je travaille en coopération avec beaucoup d'organisations internationales qui sensibilisent les communautés rurales aux dangers des mutilations génitales féminines et des autres formes de violence. Pour pouvoir mettre un terme à cette pratique, il faut aussi pouvoir offrir à ces jeunes filles en danger la possibilité de trouver un refuge où être en sécurité. J'ai donc mis en place des hébergements d'accueil pour les filles qui ne souhaitent pas subir de mutilations génitales. Les jeunes filles doivent savoir qu'il existe un lieu sûr où elles peuvent se rendre.

L'excision est une pratique qui précède généralement un mariage. Après mon excision, mes parents m'ont avoué qu'ils avaient prévu de me marier à mon grand-père. C'est une situation d'autant plus difficile pour les jeunes filles que la pression qu'elles subissent vient des membres de leur famille. Heureusement pour moi, j'aimais l'école. La plupart des filles qui ne manifestent pas directement un intérêt pour les études sont très vite encouragées à se marier. C'est pourquoi, avec mon association, nous avons mis en place des listes de présence à l'école. Les femmes doivent savoir que l'éducation est essentielle. Dans certains villages qui peuvent regrouper jusqu'à 4000 personnes, il arrive parfois qu'aucune fille n'aille au lycée. Nous voulons que les jeunes tanzaniennes deviennent avocates, médecins, institutrices, couturières etc... Nous voulons qu'elles deviennent indépendantes.

Les mutilations génitales féminines sont considérées comme un rite de passage traditionnel en Tanzanie. Comment définissez-vous votre identité par rapport à votre culture, en tant que victime de cette même tradition ?

Je me bats contre les mutilations génitales féminines et le mariage forcé. J'essaie aussi d'encourager les femmes à développer leur autonomie financière et à devenir propriétaires. Depuis que nous avons créé notre association, nous avons réussi à protéger 3 000 jeunes femmes qui étaient sur le point de subir des mutilations génitales féminines. Nous travaillons également à la réconciliation au sein des familles, entre les parents et leur fille. À travers le dialogue que nous établissons, nous essayons de faire prendre conscience aux parents de la dangerosité de cette tradition. Ces mutilations sont illégales dans notre pays. Les lois doivent être respectées. Les mutilations génitales féminines constituent une violation des droits des femmes. Le problème est que nous n'avons pas de représentants politiques qui incarnent notre combat à l'échelle nationale.

Certains parents refusent la réconciliation avec leur fille. Notre mission est alors d'aider ces jeunes filles à poursuivre leurs études. En plus de leur apporter un soutien financier, nous leur apprenons à devenir indépendantes. Chaque fois que l'une de nos filles retourne à l'école, nous organisons une cérémonie pour saluer son engagement. Nous l'appelons une "cérémonie alternative de rite de passage".

Alors qu'il reste difficile de prévenir ces mutilations, comment percevez-vous l'organisation de cette lutte et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation ?

Les organisations internationales nous apportent une aide précieuse dans notre lutte contre les mutilations génitales féminines. Au cours des dernières années, nous avons constaté de grands changements. Auparavant, il était très difficile pour les jeunes filles qui vivaient sous la menace d'une excision de pouvoir quitter leur foyer. Depuis, nous avons mis en place des programmes d'éducation et de sensibilisation aux mutilations génitales dans les villages. Nous pouvons constater que certains parents de la communauté ont changé d'avis. Ils renoncent à ce que leur fille subisse

une excision et les encouragent à poursuivre leurs études. Et je peux voir que, grâce à notre travail, certains exciseurs se sont repentis et se sont joints à nos efforts de lutte contre les mutilations génitales féminines. Nous travaillons désormais en collaboration avec les officiers de police, les agents de l'aide sociale et du développement communautaire des villages.

Par ailleurs, les cas d'excision sont aussi de plus en plus jugés devant les tribunaux. Certains parents ont été condamnés pour avoir excisé leur enfant. Il s'agit toujours d'éveiller les consciences et de donner de la visibilité sur ces affaires. Certains dirigeants politiques tanzaniens commencent à évoquer ce sujet. Tous ces changements sont positifs. Même s'il reste encore beaucoup à faire, nous constatons l'efficacité de notre action. Nous devons également nous tourner vers les femmes plus âgées de notre communauté. Bien souvent, elles ont grandi avec ce traumatisme sans jamais l'évoquer. Beaucoup d'entre elles se confient à moi et me disent que si elles avaient pu, elles n'auraient pas accepté d'être excisées.

En tant qu'organisation non gouvernementale, nous avons également besoin d'un soutien financier. Nous recevons beaucoup de lettres de femmes qui souhaitent rejoindre notre programme. C'est très frustrant de devoir leur refuser une formation car nous n'avons pas les moyens de les accompagner.

Vous avez créé Safe House puis Hope for Girls and Women Tanzania pour accueillir les jeunes filles ayant échappé ou subi ces mutilations. Comment comprenez-vous la résistance dans son aspect technique ? Quels sont pour vous les outils, les moyens d'expressions de cette lutte qui vous permettent de vous opposer, malgré la difficulté d'éradiquer cette pratique et de la prévenir à temps ?

Nous avons développé un usage d'outils numériques pour lutter contre les mutilations génitales féminines et autres formes de violences. Dans les villages où nous intervenons, nous avons sélectionné des femmes auxquelles nous avons appris à utiliser des téléphones pour signaler les cas de violence auprès de la police. Nous utilisons ces données pour comprendre où les excisions sont encore pratiquées, pour que nous puissions concentrer notre action sur ces zones. Certains jours, nous pouvons recevoir jusqu'à trois appels. C'est parfois difficile, car nous avons un nombre restreint de véhicules. Lorsque que plusieurs jeunes filles se trouvent en danger dans des zones reculées et difficiles d'accès, nous devons parfois choisir où intervenir en priorité.

Si nous soutenons des jeunes femmes, elles peuvent devenir des ambassadrices de notre cause dans leur village. Elles défendent leurs intérêts et ceux des plus jeunes. Si nous parvenons à changer la mentalité des filles, la génération future ne sera pas menacée par les mutilations génitales féminines.

Avez-vous des figures ou moments emblématiques qui ont inspiré votre lutte ?

Je suis inspirée par les femmes qui luttent contre les violences sexistes au quotidien. Mes modèles sont les jeunes femmes de ma communauté que j'ai vu s'émanciper et devenir indépendantes. Nous avons donné à certaines jeunes filles des machines à coudre. Elles ont maintenant leur petite boutique où elles génèrent des revenus. Ce sont nos ambassadrices.

Quelles sont, aujourd'hui, vos priorités, pour vous même et pour votre lutte ?

Ma priorité est de continuer à lutter contre les violences génitales féminines. Nous devons protéger les jeunes filles tanzaniennes pour qu'elles n'aient pas à connaître ce type de souffrance. Le gouvernement doit modifier la loi sur le mariage. Actuellement, un homme peut se marier à partir de 18 ans, mais une fille peut être mariée par ses parents dès l'âge de 14 ans.

Nous devons faire appliquer de façon plus rigoureuse la loi sur l'interdiction des mutilations

génitales féminines, car les chefs traditionnels ne la respectent pas. Ils trouvent un intérêt économique dans la pratique des excisions. Ils peuvent recevoir entre 20 et 40 euros pour chaque mutilation. Lorsque la police essaie d'arrêter les responsables, les chefs locaux les protègent. Ils sont intouchables. Certains politiciens cherchent leur soutien pour être élus. Je pense que le gouvernement doit faire davantage pour aider les victimes à avoir accès aux soins médicaux dont elles ont besoin. Se rendre à l'hôpital est onéreux. Les habitants des villages doivent parfois s'en remettre aux chefs traditionnels pour obtenir des médicaments, ce qui entretient un cercle vicieux de dépendance.

Alors que la nouvelle présidente a permis récemment que les femmes enceintes puissent continuer d'aller à l'école, ce qui n'était jusqu' alors pas possible, comment comprendre les perspectives de développement sur la question des femmes, et ses conséquences sur celle des mutilations ? Bien qu'elles soient interdites, peut-on voir plus d'attention du pouvoir sur cette question ?

En tant que militante pour les droits des femmes, je soutiens totalement la décision gouvernementale qui autorise les femmes enceintes à pouvoir poursuivre leurs études. Je m'inquiète néanmoins de savoir si ces femmes ont consenti à leur grossesse. Je pense que nous devons sensibiliser davantage la Tanzanie à l'importance de l'éducation et à la lutte contre les violences sexuelles. De nombreuses femmes subissent un ou plusieurs viols au cours de leur vie. Bien souvent, ce sont des proches qui commettent ces actes. En Tanzanie, lorsque les jeunes filles sont violées, leur agresseur leur dit que si elles parlent, elles seront tuées. Elles ont donc peur de s'exprimer sur les violences qu'elles subissent. L'éducation peut leur permettre d'acquérir une forme d'indépendance. La société tanzanienne est patriarcale. Nous devons changer cela pour que les femmes soient vues et entendues.

Peut-on espérer un changement du discours patriarcal en Tanzanie ?

L'éducation est la principale solution qui permettra aux filles d'atteindre l'indépendance économique. Les parents sont de plus en plus conscients de la nécessité pour leur fille de poursuivre des études. Pour réduire les abandons scolaires, nous devons améliorer les infrastructures de nos écoles. Nous devons nous assurer que chaque école dispose d'un dortoir pour les filles qui habitent trop loin. Certaines tanzaniennes font environ 6 km à pied par jour pour pouvoir étudier.

Nous devons également nous concentrer sur les universités. Une jeune femme que nous avons aidé me disait qu'au début de l'année, elles étaient environ 200 dans sa promotion. À la fin de l'année, elles n'étaient plus que 57. Nous avons aussi besoin d'enseignants qui inspirent les étudiantes à poursuivre leurs rêves en acquérant les savoirs dont elles ont besoin.

Comment envisager l'activisme local ? Quel lien avez-vous avec des partis politiques dans le cadre de vos actions ?

Je pense que le militantisme local est une bonne façon d'agir car les habitants peuvent directement voir notre action. Cela leur donne confiance. Les chefs traditionnels prétendent qu'ils ne nous voient pas. Il est donc essentiel de renforcer notre visibilité. Le gouvernement doit également s'assurer que les chefs traditionnels ne restent pas au-dessus des lois.

L'accueil de réfugiés menacés par le terroriste dans la région a-t-il un impact sur le nombre de personnes que votre association prend en charge ?

Oui, bien sûr, car nous accueillons des victimes de différents pays. Nous devons soutenir toutes les survivantes de mutilations génitales féminines. La santé en général doit devenir un sujet prioritaire en Tanzanie. Nous devons établir un contrôle médical régulier chez les enfants pour les vacciner et les sensibiliser aux violences génitales féminines.

Peut-on lier la difficulté du développement économique dans le pays au maintien de structures traditionnelles promouvant les excisions ?

Les mutilations génitales féminines étaient autrefois pratiquées gratuitement. Désormais, ceux qui les pratiquent y trouvent un intérêt économique. Les familles doivent payer autour de 40 € avant l'intervention. Une partie de la somme est reversée au chef local. C'est affligeant que l'on puisse imaginer payer pour la souffrance de son enfant.

L'Europe et les États membres de l'Union ont interdit les mutilations génitales féminines, interdiction renforcée par la Convention dite d'Istanbul de 2011 sur la lutte contre les violences faites aux femmes. Comment percevez-vous le rôle européen dans la prévention et le traitement de ces violences ?

Je voudrais saluer l'implication de l'Union européenne dans la lutte contre les violences sexistes et contre les excisions. La France a créé un programme national pour éradiquer les mutilations sexuelles féminines. Pour moi, c'est très intéressant de pouvoir échanger avec mes collègues européennes sur les violences sexuelles. Les mutilations génitales féminines se produisent surtout dans les pays en guerre, c'est donc une question politique. Je veux être capable d'utiliser ce que j'ai appris des autres pays pour donner des conseils à tous les représentants politiques en Tanzanie.

Plus généralement, je pense que nous devrions nous inspirer du principe de transparence qui est une norme dans les pays européens. J'ai pu assister à une séance de vote au Parlement français. Il n'y avait pas de conflit et les gens ne se disputaient pas sur le résultat parce qu'ils savaient que le vote avait été fait de manière transparente. Nous devons implanter cela en Tanzanie car les élections sont toujours un sujet de dispute.

Comment percevez-vous l'action européenne envers les réfugiés victimes de mutilations génitales féminines ?

L'Union européenne a donné la possibilité aux personnes qui subissent des violences de demander l'asile. C'est une très bonne chose car ces personnes ont besoin d'aide. Quand les femmes quittent leur pays, elles perdent tout. C'est donc essentiel que les gouvernements européens répondent à certains de leurs besoins fondamentaux. J'apprécie que l'Union européenne montre son attachement à la préservation des droits de l'homme. C'est pour moi un grand honneur de pouvoir me rendre en Europe. Je me tenais seule dans mon petit village et soudain, j'ai pu rencontrer le président français qui m'a écouté. Je tiens à féliciter le gouvernement français pour son Initiative Marianne. Cela m'a ouvert l'esprit et m'a permis de rencontrer de nombreuses femmes talentueuses. J'ai aussi rencontré des organisations qui nous ont dit qu'elles étaient prêtes à nous soutenir. Maintenant, je pense que nous devons étendre notre zone d'intervention à l'ensemble du pays. Nous ne pouvons pas limiter notre action à une ou deux régions de Tanzanie.

Qu'attendez-vous de l'Europe ?

Je souhaite que l'Europe continue à soutenir notre action contre les mutilations génitales féminines. Je ne veux pas avoir à choisir entre deux filles qui sont en danger parce que nous n'avons qu'une seule voiture. Grâce à la reconnaissance de mon engagement, ma communauté m'écoute plus attentivement maintenant.

L'attribution du prix Nobel de la paix au gynécologue Denis Mukwege en 2018 a-t-elle contribué à sensibiliser la communauté internationale aux violences sexuelles ?

Cela nous aide beaucoup car la question des mutilations génitales féminines est rendue plus visible. L'exposition nous donne plus de poids pour dire aux dirigeants locaux tanzaniens que la pratique des excisions doit cesser.

« Être défenseur des droits n'est pas une identité, c'est une pratique »



Anna Shcherbakova • Activiste d'origine russe pour la défense des droits des personnes LGBTQI+. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Vous êtes militante pour la défense des droits des personnes LGBTQI+, réfugiée en France. Pouvez-vous nous présenter votre parcours et la formation de votre activisme ?

Il est un peu contre-intuitif pour moi de me caractériser comme « défenseur des droits ». Sans que cette appellation soit néfaste ou inutile, elle englobe des réalités très variées, très subjectives et même contextuelles, puisque l'engagement d'une personne est appelé à évoluer au cours de sa vie, en fonction de son contexte propre.

Cette subjectivité de l'engagement est quelque chose de tout à fait clair dans mon cas : j'ai du mal à me définir comme militante pour les droits des personnes LGBTQI+, non pas parce que ce n'est pas tout à fait vrai, mais parce que la chose qui m'importe est moins l'identité de genre des personnes concernées que la situation concrète dans laquelle elles se trouvent. Mon action se concentre sur un moment du parcours de personnes en mobilité. Et je pense que lorsque l'on parle de migration, il ne faut pas seulement en parler en termes de point de départ ou d'arrivée, mais prendre en compte la diversité des profils et des parcours.

Faisant moi-même partie de la communauté LGBTQI+ au sens occidental ou même nord-américain du terme, j'essaie d'aborder la réalité des minorités sexuelles, c'est-à-dire l'écart par rapport aux normes sexuelles ou de genre, non pas comme un fait identitaire figé mais comme une donnée sociale changeante. Je me suis donc engagée pour la cause en Russie, mais je ne peux pas dire que je l'ai fait dans une logique de défense des droits. En tant qu'activiste indépendante, c'est à cette époque-là que j'ai commencé à réfléchir à l'intersectionnalité, à tout ce qui a trait aux interactions entre le genre, la sexualité, mais aussi les origines ethniques et la classe sociale.

Lorsque j'étais en Russie, je réfléchissais beaucoup à tout cela, j'avais envie d'agir mais, du fait du milieu social d'origine de mes parents, ma famille ne s'est jamais retrouvée dans ce type de revendications. J'ai donc dû trouver ma voie ailleurs : en l'occurrence, en menant une réflexion sur la vie, les droits et la reconnaissance des droits des personnes minoritaires, notamment LGBTQI+. Je faisais alors partie d'un mouvement citoyen contre la fraude électorale de 2012-13. Les mouvements de Navalny et de la Bolotnaïa ont été une sorte d'école pour moi. J'y ai découvert que la société civile intégrait des groupes qui, sans être nécessairement minoritaires, créaient du débat. J'ai aussi pu voir comment un grand mouvement politique d'opposition, comme celui contre la fraude électorale entre 2011 et 2013, pouvait inclure des revendications autres que la transition démocratique, même si nous n'en avions pas pleinement conscience sur le coup. Déjà, on voyait comment les

mobilisations de groupes très différents, qu'il s'agisse des féministes et des personnes LGBTQI+, ou encore de personnes à d'autres marges politiques - les droites, les extrêmes droites, les droites radicales russes - pouvaient être amenées à se rencontrer dans une mobilisation citoyenne.

Je n'avais pas encore découvert le domaine de la défense des droits des étrangers en Russie à ce moment, parce que j'avoue que j'étais, il me semble, assez aveugle aux problématiques des étrangers en matière de citoyenneté nationale. Du fait de mon parcours, je n'ai pas eu la sensibilité de me pencher sur ces enjeux et de m'engager pour ces personnes étrangères. Mais depuis, je me suis intéressée aux droits des personnes en mobilité et à ceux des personnes en migration, j'ai cherché à comprendre comment agir au mieux pour les faire respecter. C'est un véritable défi pour moi, et cette réalité sociale structurante et très changeante de la migration et de la défense des droits me passionne aujourd'hui.

Alors que la Russie interdit fermement toute forme d'opposition, comment percevez-vous l'organisation de cette lutte pour les droits des personnes LGBTQI+ et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation, en Russie comme en France ?

En Russie, il existe un mouvement de défense des droits depuis les années 1960. Il y avait aussi d'importants mouvements de dissidence. Après les années 2000, on a assisté à des débats d'une grande qualité théorique avec, en parallèle, un processus de traduction à usage interne de nombreux textes américains qui n'étaient pas encore disponibles à l'époque. Les anthologies de Judith Butler et de Jack Halberstam sont apparues en Russie en 2010. On rapportait des livres de voyages à l'étranger, on piratait des sites pour avoir accès à des articles : il y avait vraiment tout un réseau qui, par ailleurs, était localement organisé et qui a énormément nourri ma réflexion sur la reconnaissance des droits des personnes LGBTQI+, notamment en lien avec le concept d'État-nation. Les milieux féministes mais aussi artistiques des années 2000-2010 débordaient d'échanges entre des personnes de l'ex-URSS qui s'efforçaient d'inclure dans le discours théorique et politique l'existence d'un héritage soviétique commun, mais aussi les enjeux post-coloniaux et post-impérialistes. Étant née à Moscou, je suis pleinement issue d'un contexte impérialiste, ce qui a été pour moi une prise de conscience assez longue et désagréable, mais nécessaire.

Une autre prise de conscience majeure a été le constat, fait en 2017, à la création de l'association Urgence Homophobie, d'une situation d'urgence en Tchétchénie, lorsqu'il a fallu exfiltrer, évacuer et prendre en charge les populations qui quittaient le pays. Il ne s'agissait pas seulement de permettre à ces personnes de voyager jusqu'à un pays européen, mais aussi d'œuvrer pour une prise en charge et un accompagnement sur le long terme. Certaines personnes que je suis depuis plus de quatre ans sont toujours en grande difficulté psychologique. C'est donc à travers cette prise en charge et le constat des défaillances du système d'accueil généraliste que se sont rencontrés ces deux univers : celui de l'asile et de l'immigration et celui de la communauté LGBTQI+ et de tout ce qui touche à l'identité sexuelle et de genre. Sur ce dernier plan, les profils tchétchènes n'ont été pris en charge ni par les organisations LGBTQI+ ni dans le système d'accueil général, ce qui constitue une anomalie dans ce système. Il s'agissait donc de chercher à inclure, de développer une sensibilité technique à ces profils afin de pouvoir gérer les potentiels problèmes liés, par exemple, aux possibles conflits homophobes en centre d'accueil.

Dans l'ensemble, il me semble que ces deux univers ne sont pas conçus comme un tout, sauf à Marseille, où j'ai trouvé dès mon arrivée une sensibilité aux personnes LGBTQI+ dans l'approche des questions migratoires. En tant que porte d'entrée de la France entière, Marseille est un cas spécifique. Ailleurs, j'ai constaté que le mouvement LGBTQI+ n'était pas forcément sensibilisé aux questions de migration et de mobilité en fonction de l'identité. C'est d'autant plus étonnant que l'ethnographie des discours et des communautés LGBTQI+, notamment en Amérique du Nord, montre que la mobilité est quelque chose d'absolument central dans le parcours des personnes LGBTQI+. C'est ce qu'écrit par exemple Kath Weston, une anthropologue qui a beaucoup travaillé sur les parcours des personnes lesbiennes et des personnes gays à San Francisco et ailleurs. Elle

constate que le récit de déplacement de la ville natale vers une grande ville est un élément fondamental du récit de soi des personnes homosexuelles. La notion de déplacement intervient toujours pour formaliser l'identité, pour se retrouver parmi les siens. Il est donc contre-intuitif pour moi que cette sensibilité particulière au déplacement, à la mobilité, à la migration, ne soit pas plus présente, et c'est l'ambition que nous nous sommes donnée.

Avez-vous un cadre théorique et/ou des figures ou moments emblématiques qui définissent et inspirent cette lutte ?

Je pense que ma réflexion a été largement nourrie par les mouvements féministes actifs des années 2000 au début des années 2010. Il y a toujours eu des mouvements féministes impressionnants en Russie mais, au cours de ces années, une réalité théorique nouvelle s'est cristallisée, avec des débats de grande qualité, des réflexions très fines sur le genre, sur ce qu'est la réalité de genre, notamment pour chercher à comprendre s'il s'agit d'une expérience de vie, d'une identité, voire les deux à la fois, avec des interactions à étudier. Ces débats théoriques ont peut-être plus nourri ma réflexion que la défense des droits LGBTQI+ classiques, qui repose largement sur la question de la reconnaissance des droits.

Il y a donc eu des débats théoriques, féministes, queer, dont je suis fière d'avoir fait partie. Par la suite, en France, en ayant accès à de la littérature, j'ai poursuivi ma réflexion amorcée en Russie sur la question décoloniale, dans un sens qui s'écartait de la tradition classique de la défense des droits. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait pas de littérature décoloniale en Russie, mais mon arrivée en France, surtout dans le contexte socialement et ethniquement divers de Marseille, m'a beaucoup nourrie. Par ailleurs, cette diversité marseillaise m'a fait repenser à mon regard sur Moscou et m'a fait prendre conscience de la diversité présente dans la capitale russe. Habitant proche du campus de l'Université russe de l'Amitié entre les Peuples, qui accueille de nombreux étudiants d'origines très variées, je côtoyais cette diversité en y étant à la fois sensible et, quelque part, aveugle. Ce sont donc vraiment mes réflexions théoriques qui m'ont permis de construire ce recul sur mon propre parcours. Les débats théoriques queer, féministes, décoloniaux, mais aussi mon rapport très difficile à l'État-nation, le fait d'être réfugiée, d'être protégée par la France, m'ont donné la possibilité de sortir des carcans identitaires liés à l'État-Nation. C'est donc finalement mon propre parcours migratoire qui m'a poussée vers cette réflexion très importante pour moi.

Par ailleurs, à travers mon parcours académique en sciences sociales, je me suis rendu compte que j'étais beaucoup plus étroitement liée au terrain migratoire qu'au terrain LGBTQI+. Si je devais revenir aujourd'hui vers la recherche, j'irais vers quelque chose impliquant plutôt la migration à 100 %, parce que c'est le cadre de la réalité théorique qui me passionne le plus. Pour moi, l'inter-culturalité est une notion à repenser, pour chercher à soulager les tensions identitaires liées à la migration et à l'intégration, mais aussi pour défendre, dans le cas des personnes LGBTQI+ notamment, l'intégration par les pratiques et non pas par l'identité.

S'il est important de réaliser ce travail théorique sur les personnes qui demandent l'asile à cause de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle, c'est que les institutions françaises expriment certaines attentes, socialement très répandues, par rapport à ces personnes : il s'agit pour elles de voir si la personne est capable de se mettre en récit, de présenter une identité cohérente. Or, ces attentes sont tout à fait handicapantes et, en un certain sens, discriminatoires, car l'homosexualité n'est pas seulement un fait d'identité, mais un fait social plus large, une manière de vivre des liens sociaux.

C'est cette approche qui m'inspire et que, d'une certaine façon, j'oppose à la stratégie de « labellisation » des défenseurs des droits. De la même manière, je pense qu'être défenseuse ou défenseur n'est pas un état, une identité, mais une pratique. De nombreuses personnes s'engagent au quotidien dans ce qu'on qualifie en Occident comme la « défense des droits » sans se reconnaître dans cette appellation, parce qu'elles n'en ont pas la même conception. Je pense notamment à toutes les personnes actives dans les zones de tensions migratoires, notamment dans les camps de réfugiés

hors d'Europe, qui portent des revendications de tous les jours autour de cette question mais ne sont jamais labellisées comme défenseuses des droits et sont d'ailleurs très peu prises en compte par les acteurs des ONG internationales ou par les acteurs de la diplomatie française. À titre personnel, je défends donc l'idée que c'est aussi l'analyse de terrain qui doit définir ce qu'est la défense des droits, en partant non seulement des pratiques, mais aussi des contextes sociaux dans lesquels ces pratiques s'insèrent.

Vous avez dû fuir votre pays. Comment percevez-vous votre identité, en lien avec votre activisme, et comment vous définissez-vous par rapport à ce pays dont vous avez dû vous exiler ?

La notion d'identité est au cœur de mon vécu. Je me suis sentie assez à l'aise avec l'étiquette de réfugiée, malgré ce qu'il peut y avoir de contre-intuitif à apprécier cet état transitoire. Je pense pour ma part qu'être réfugiée permet de se déplacer plus facilement entre les différents univers sociaux. Tout en ayant conscience de ne pas faire partie de collectifs informels, en tant que francophone, étudiante en France et engagée dans le monde associatif, je ne me considère pas pour autant comme totalement fondue dans le paysage français.

D'une certaine façon, je fais plus ou moins le relais entre LGBTQI+ et migrations, et peut-être entre certaines populations françaises. Je n'aime pas employer ce terme technique de « relais », l'une de ces notions rattachées au domaine de l'intégration que j'ai intégrées malgré moi et qui m'ont laissé penser que j'incarnais un lien entre les deux types de population. C'est après avoir pris connaissance du parcours de Paul Evdokimov, un réfugié russe engagé auprès de la Cimade dans les années 1950-60 et ayant refusé la nationalité française pour conserver son identité de réfugié russe que j'ai eu un déclic. La légèreté d'ancrage me semble naturelle et je suis très intéressée par ce côté transitoire. Cette légèreté n'est pas pour autant dénuée de contraintes pratiques. De ce fait, les questions autour de la naturalisation, de la place à trouver finalement dans la société d'accueil, sont un véritable débat.

Toutefois, je ne suis pas si sûre de mes revendications et pense que je vais finir par déposer mon dossier de naturalisation, poussée par le contexte actuel. Non pas par honte de mon passeport russe, l'appartenance étant plus selon moi une réalité sociale parfois coercitive qu'un terrain d'auto-détermination libre. Pour le moment, je ne suis d'ailleurs pas en possession de mon passeport russe, puisqu'il est resté retenu à l'OFPRA - j'ai le titre de voyage pour réfugiés de la Convention de Genève. Détenir un passeport russe avant et après 2022, ce n'est plus la même chose. Dans un monde utopique, j'aurais aimé rester réfugiée avec mes origines mais je doute que la notion de nationalité change dans les temps à venir et vais donc probablement opter pour la naturalisation.

Paradoxalement, je pense que le statut de réfugié m'a évité une certaine pression sociale, notamment liée aux questions d'intégration dans la société française. On me perçoit comme une « bonne russe », ce qui est aussi gênant car c'est une vision assez artificielle et simpliste des choses et de mon ressenti. Bien qu'il y ait une certaine appréhension à l'idée d'évoquer mes origines, mon profil était tel que pour une réfugiée, du fait de ma francophonie et de mon européanisme, j'étais plus que bienvenue. La crise actuelle en Ukraine et la prise en charge des réfugiés sont révélatrices de cette guerre de perceptions.

Mon parcours a donc été facilité et privilégié, d'autant plus que j'ai pu étudier dans de grandes écoles et relier le vécu des personnes réfugiées à cet enseignement social. Par ailleurs, avoir ce statut de réfugiée m'a donné une certaine stabilité, en termes de documents légaux et d'aides sociales, et m'a permis d'éviter certaines pressions liées aux études et aux attentes professionnelles, particulièrement par comparaison avec les attentes russes. Avoir un statut qui n'est pas celui de « citoyenne » dans un pays au rapport plus apaisé à l'âge m'a permis de contourner une partie de ces enjeux sociaux, en intégrant par exemple les études supérieures plus tardivement que la moyenne en France.

Mon parcours n'est pas celui d'une *success story* à l'américaine. Malgré tout, je pense aujourd'hui me positionner par rapport à la société française en tant qu'étrangère, mais dotée d'une facilité de

passage : une étrangère qui peut rentrer parfois là où les nationaux ne rentrent pas, non à la manière d'une espionne, mais comme quelqu'un à même d'analyser ses privilèges. Bien sûr, cela ne m'empêche pas de ressentir parfois la pression liée au fait d'être étrangère, notamment lorsque je n'arrive plus à m'exprimer en français. En dépit de tout ce poids qui pèse sur les étrangers, le revers de la médaille est la richesse d'une multiplicité d'expériences de vie, qui permettent d'exister dans la société d'une manière un peu différente de celle des personnes nées ici. Si je me dis toujours étrangère, je pense que c'est parce que je le suis. Cela peut être gênant dans certains contextes, au vu des pressions qui en résultent, mais il y a aussi un gain de lucidité énorme, des révélations qui n'auraient pas été possibles autrement qu'en étant étrangère dans une société d'accueil.

Vous êtes engagée auprès de l'association Urgence Homophobie. Comment comprenez-vous le militantisme dans sa dimension technique ? Quels sont pour vous les outils, les moyens d'expressions de cette lutte et les structures sur lesquelles elle repose ?

Il s'agit moins de structures que de partenariats. C'est une des forces de l'association qu'on a créée. On reste une association de petite échelle parce qu'on gère une équipe d'une dizaine de personnes et des centaines de dossiers par an, ce qui peut sembler beaucoup mais reste modeste par rapport à nombre d'autres associations dans le secteur. On a aussi amplement compté sur ce qu'on appelle le parrainage citoyen ou civil. C'était une approche idéale, car ce type de parrainage nécessite une médiation, une formation, et un investissement de temps, utiles pour la jeune équipe que nous étions et qui ne savait pas encore tout faire de manière optimale. Au niveau des structures, je pense malgré tout que l'engagement citoyen et l'engagement communautaire LGBTQI+ envers les personnes migrantes est ce sur quoi doit reposer la lutte, même si ce n'est pas une solution facile.

Pour ce qui est de l'aspect technique, j'étais très frustrée dans mon action militante en Russie. Dans le milieu dans lequel j'étais, le moyen le plus efficace et le plus utilisé restait le plaidoyer public et tout ce qui se rattache à l'activisme individuel. J'ai très vite été épuisée par ce type d'action parce que je ne suis pas quelqu'un de particulièrement adapté au plaidoyer public. Quand j'ai commencé à reprendre la lutte pour les droits LGBTQI+ en France, dans le contexte migratoire, j'ai été aidée par l'apprentissage du travail dans un contexte d'urgence ou de semi-urgence. Bien qu'une demande d'asile soit un processus lent, potentiellement étalé sur plusieurs années, apporter de l'aide dans cette démarche à des centaines de personnes nécessite un travail quotidien et rapide. Il y a un aspect très technique et juridique dans l'aide au montage du dossier, dans la mise en contact de la personne avec les associations LGBTQI+ et avec un avocat en cas de refus de demande, dans le relais entre les juristes et le public. Je m'occupais particulièrement de ce domaine ces dernières années, en cherchant comment contribuer au processus d'asile en tant qu'association, comment avoir une influence sur le procès, comment sensibiliser les pouvoirs publics au cas spécifique des personnes LGBTQI+. La technicité juridique et procédurale de la demande d'asile m'a donc beaucoup aidée dans mon militantisme. Après avoir été confrontée à plusieurs échecs de plaidoyers publics dans mon pays, cette action concrète, dans un contexte qui la rend possible, est pour moi une avancée.

Avez-vous le sentiment que votre action depuis la France vous permet d'avoir un impact en Russie ?

Nous avons travaillé pour évacuer des personnes tchéchènes, qui sont formellement des citoyens russes. Depuis, nous avons essayé de faire en sorte que les personnes qui souhaitent quitter la Russie pour des raisons d'orientation sexuelle ou d'identité de genre puissent le faire. Cela n'a jamais été facile car ces évacuations nécessitent un travail très technique qui n'est pas transparent au niveau des postes consulaires.

S'il reste difficile de parler d'un véritable « impact en Russie », je crois que nous avons malgré tout un certain impact pour certaines régions : nous recevons aujourd'hui beaucoup de russo-phones, dont des Ukrainiens, des Russes, des Géorgiens, des Arméniens. Il s'agit donc plutôt du contexte post-soviétique ou de celui de l'Europe de l'Est. Mais avoir une influence en Russie n'est pas

notre axe prioritaire. Le plus important pour nous reste le fait qu'en France, des personnes de toutes origines puissent bénéficier de la demande d'asile au motif de l'orientation sexuelle.

Justement, quelles sont aujourd'hui vos priorités, pour vous-même et pour votre lutte ?

La réflexivité de l'approche est pour moi un point primordial. Après cinq ans sur le terrain, on développe un certain automatisme dans l'accompagnement, dans la pensée, dans les conseils que l'on donne. J'essaie donc de reconsidérer les pratiques, de prendre du recul régulièrement et d'avoir une approche réflexive. Après avoir beaucoup travaillé dans l'urgence, une priorité pour mon secteur d'engagement est l'efficacité. Le bien-être et l'aboutissement des démarches des individus restent la priorité absolue mais, pour cela, il faut de l'efficacité. Il en faut pour faire reconnaître le statut de réfugiés de ces personnes, les faire sortir de centres de rétention, c'est ce pour quoi nous nous battons tous les jours. Je pense que la deuxième priorité dominante dans la lutte est d'éviter l'approche communautaire ou culturaliste et d'avoir une approche complexe et anthropologique à l'égard des situations que vivent les personnes.

La pérennité de l'action et la restructuration du secteur me paraissent aussi très importantes. Il est nécessaire d'avoir une vision globale et analytique du secteur, ce que je n'avais pas tendance à faire et sur quoi je prends du recul désormais. Ces objectifs ne doivent pas pour autant cacher les priorités d'ordre plus global en matière migratoire : éviter l'externalisation de l'accueil, gérer la pression mise sur la France en termes d'accueil et de standards d'accueil, affronter le problème du sous-financement de l'accueil et du secteur associatif. Ces priorités ne sont pas prêtes de vieillir et s'articulent avec mes objectifs théoriques et personnels.

Alors que la loi de 2013 a contribué à durcir la politique et le climat homophobes en Russie, quelles perspectives de développement et quels champs d'action demeurent envisageables pour les activistes ?

Je pense qu'il faut en réalité caractériser la place que cette loi occupe dans l'évolution de la société russe en termes de durcissement des mœurs. C'est un geste politique sans doute, mais, quelle que soit la complexité du regard qu'on porte sur la Russie, il faut aborder ce pays comme un régime hybride. C'est un régime avec divers éléments, y compris des éléments démocratiques qui pouvaient sembler consolidés au cours des années 2000.

Bien sûr, on ne saurait minorer l'importance de cette législation du point de vue du bien-être social des personnes LGBTQI+, puisque la pénalisation est quelque chose de grave, d'absolument impossible à vivre. Néanmoins, je ne pense pas que la situation des personnes LGBTQI+ ait changé de façon drastique après la loi de 2013. En réalité, le changement s'est fait de manière graduelle à partir de la fin des années 2000, lorsque la situation sociale a commencé à se dégrader, sur fond de crises, celle de 2008 et celle de 2014. Il y a tout un tas de raisons, plutôt politico-sociales que législatives, pour lesquelles les pratiques de vie LGBTQI+ dans les grandes villes ont commencé à être de nouveau réprimées.

Les tensions sociales liées à la frustration qu'engendrent les problèmes politiques et sociaux comme la dégradation du système public de santé ou l'appauvrissement de la population, sont traditionnellement mises en lien avec les minorités ethniques, de genre, ou sexuelles. C'est un phénomène bien antérieur à la loi de 2013, qui a mis en lumière la présence de ces tensions et qui risque désormais d'évoluer dans un sens encore plus inquiétant : on peut craindre que cette législation perde son rapport à la notion de minorité pour qu'une version étendue de la loi la rende applicable à tout le monde. La pratique de l'interprétation d'un « acte de propagande homosexuelle » peut s'appliquer de manière beaucoup plus extensive, devenir quelque chose de très large.

L'enjeu essentiel est moins celui de la pénalisation que celui de la pression sociale décuplée sur les personnes LGBTQI+ et sur leur vie quotidienne. Cette loi est, au fond, une formalisation de

l'instrumentalisation de ces personnes en tant que bouc-émissaire social, s'appuyant sur un fort consensus de la population à ce sujet.

La façon de militer a-t-elle changé en réaction à cette loi, même si cette dernière n'a fait que cristalliser des tensions sociales déjà présentes ?

La façon de militer a changé puisqu'avant la loi, on ne courait pas le risque de recevoir une amende. Le militantisme a été affecté par ces nouveaux critères législatifs, dont certains sont d'ailleurs assez flous. Le contrôle de l'âge a par exemple été établi pour certains événements, comme les projections de films LGBTQI+. En retour, cette législation néfaste a aussi suscité une montée du militantisme adolescent LGBTQI+. Certains revendiquent leur orientation sexuelle et le droit de se définir bien qu'étant mineurs, en particulier le mouvement des témoignages en ligne « Children - 404 » et du livre publié par le journaliste Lena Klimova en 2014. Une campagne de plaidoyers a été entreprise sur ce sujet et un livre a été publié, pour présenter au public les témoignages de mineurs sur l'homophobie, leur prise de conscience et de parole. La manière de militer a donc changé de façon importante. Le contexte des années 2012-2013, qui a vu un essor important des manifestations citoyennes et de la répression, doit aussi être pris en compte dans ces changements du monde militant.

Par conséquent, en termes de rigueur et d'attitude sociale, je pense que la loi de 2013 est la cristallisation de la dégradation amorcée dans les années 2000. Par contre, le processus politique, dont la lutte pour les droits LGBTQI+, a été bouleversé pendant les années 2012-2013, et d'une manière irréversible, parce qu'il s'agissait du début d'une campagne de répression politique massive, juste avant l'annexion de la Crimée. La Crimée a son importance dans cette loi, puisque la proposition d'étendre la législation à toute la population est venue d'un élu local de la région de Sébastopol. C'était donc une manière de faire comprendre que la Crimée soutenait les valeurs prônées par la Russie en tant que partie intégrante du pays.

Il ne s'agissait donc pas uniquement d'un changement des façons de militer chez les personnes LGBTQI+, mais aussi de l'expression politique en Russie : l'un ne va pas sans l'autre.

Comment appréhender l'opinion publique sur le sujet des droits des personnes LGBTQI+ ?

Il y a un avant et un après le début de l'invasion militaire. On assiste du côté du pays agresseur à une explosion des violences sexistes, notamment liée aux valeurs virilistes de l'armée. Dans un contexte international et national complexe, où le pouvoir s'efforce de soutenir le moral des populations, la montée de l'homophobie semble inévitable, comme dans n'importe quelle mobilisation militaire ou étatique. Le contexte de guerre a donc rendu ce phénomène possible, et il est encore aggravé par le fait que la Russie ait quitté le Conseil de l'Europe et qu'elle ne soit plus représentée au Conseil des Droits de l'Homme, bien que celui-ci n'ait jamais vraiment eu d'influence sur le gouvernement russe. De plus, la modification constitutionnelle qui abolit la primauté du droit international sur le droit national a renforcé ce processus de renfermement juridique et social de la Russie.

La guerre joue un rôle important en ce qu'elle vient rompre avec la relative stabilité qui avait existé à partir de 2015-2016. Il y avait toujours des risques de se faire interpellé du fait de la loi de 2013 ; des attaques homophobes continuaient d'avoir lieu lors d'événements LGBTQI+. Mais on constatait en même temps l'ouverture de quelques centres communautaires, la présence de personnes LGBTQI+ dans les espaces plutôt dédiés aux féministes. Certains endroits faisaient de la programmation LGBTQI+ dans les grandes villes, il y avait des festivals, etc. Tout cela s'est d'autant plus arrêté qu'une large part de l'activisme était liée au financement international. En même temps, on assiste à un certain essor du cyber-activisme des jeunes : la Russie est toujours sur Tik Tok, des jeunes y dansent, font leur coming out sur l'application et font donc partie de ce mouvement global. Ainsi, il devient difficile de dresser un bilan de la situation : je pense que certains domaines se sont dégradés, quand d'autres ont émergé. Ce n'est pas un processus de déclin mais d'adaptation et d'émergence de

formes ajustées au contexte politique, qui lui se dégrade indéniablement.

Les forces et les outils que le pouvoir politique russe utilise envers les activistes LGBTQI+ sont-ils les mêmes que dans la répression de l'opposition politique ?

Je ne suis plus en Russie depuis six ans, donc certaines informations m'échappent. De plus, j'ai un cadre théorique qui me fait considérer que toute atteinte à la citoyenneté et aux normes sexuées et genrées de cette citoyenneté constitue la même forme de répression. Toutefois, il faut souligner la problématique de la vulnérabilité et du cumul de ces vulnérabilités. Une personne qui milite pour diverses luttes, dont la lutte LGBTQI+, a une vulnérabilité supplémentaire, parce qu'il est facile de l'attaquer sur ce plan précis et de lui imposer des souffrances que ne subiraient pas des opposants politiques. Je pense qu'être militant LGBTQI+, être connu comme tel ou avoir fait son coming out sont toujours des conditions aggravantes. Par ailleurs, au milieu des années 2010, il y avait une attention particulière à la question LGBTQI+ et aux manifestations illégales de nuit organisées par la communauté, plus encore qu'aux autres manifestations. Les raids policiers étaient fréquents dans les boîtes de nuit et autres lieux réservés aux communautés LGBTQI+. Il existe une forme de traitement dégradant, notamment des hommes homosexuels interpellés. Bien qu'il n'y ait pas de sources officielles pour le prouver, certaines attaques homophobes considérées comme perpétrées par l'extrême droite sont parfois plus inspirées par l'État que spontanées. Malheureusement ce n'est pas qu'un problème russe et ce n'est pas qu'une question de violence d'État : c'est une violence beaucoup plus dispersée, présente dans toutes les formes de discrimination quotidienne.

Comment analyser la réaction ou l'absence de réaction des autorités russes face aux actes homophobes en Tchétchénie ? Quelles sont les perspectives pour les personnes LGBTQI+ dans cette région ?

Je ne suis pas spécialiste du sujet mais deux points me semblent importants. Tout d'abord, l'ignorance des violences homophobes est un fait ancien. Il y avait très peu de plaintes déposées pour des motifs d'homophobie. Dans la plupart des cas, ces plaintes ne faisaient qu'exposer davantage la personne porteuse. Certaines personnes très courageuses sont allées jusqu'au bout, deux ou trois ont même gagné en justice, non pas sur le terrain de l'homophobie mais au titre des dommages subis, sans que cela contribue à la justice sociale.

Le deuxième aspect important est que la Tchétchénie est une région colonisée et opprimée, ce qui explique aussi les rapports particuliers entre le centre, Moscou, et la périphérie, la Tchétchénie. C'est aussi ce qui explique la diversité des réponses apportées depuis Moscou. Pour certains, les actes homophobes s'expliquaient facilement par la présence du culte musulman dans la région. Pour d'autres, plutôt libéraux ou de gauche modérée, le culte ne devait pas primer sur les lois russes que la Tchétchénie, en tant que région de la Fédération de Russie, devait appliquer. Les tensions décoloniales et les débats publics ont donc été importants.

Pour moi, je pense qu'il faut se garder des exagérations, dans un sens comme dans l'autre. Bien avant que la répression n'augmente, certaines personnes réussissaient à vivre leur vie en étant homosexuelles là-bas. Il s'agit plus d'une question de pratiques de vie que d'une question politique. J'ai parlé à beaucoup de personnes qui disaient qu'elles avaient pu, à certains moments, vivre dans une situation de sécurité, certes relative, jamais absolue. On ne peut pas dire que les personnes LGBTQI+ n'aient plus d'avenir en Tchétchénie sans annihiler l'expérience de celles qui y ont vécu leur homosexualité pendant des années, avant de subir une répression massive, face à laquelle elles ont fait preuve d'une résilience énorme. Toutefois, la situation reste et restera très compliquée dans la décennie à venir.

En temps de guerre avec l'Ukraine et dans un contexte d'afflux de réfugiés, quelle est la place de la question LGBTQI+ dans l'immigration russe contemporaine ?

Du côté d'Urgence Homophobie, nous avons été contactés par des Ukrainiens depuis le début de la guerre, mais nous sommes absolument sur-sollicités par des Russes, notamment des Russes

LGBTQI+, qui cherchent à quitter le pays. Depuis le mois de février, mon travail consiste essentiellement à répondre aux questions logistiques relatives au départ de Russie, celle du visa, du vol, avant de négocier avec les acteurs à tous les niveaux, surtout ceux de la société civile plus engagés que nous dans le domaine de l'évacuation, pour que ces visas soient accordés.

Il y a donc une question d'orientation sexuelle et de genre dans les migrations actuelles depuis la Russie. C'est une question prégnante et qui n'est pas ignorée. D'un autre côté, il y a une multiplication des lignes de fracture autour de la question de la « tolérance » (le mot russe utilisé pour caractériser le rapport aux personnes LGBTQI+). Cette question va se poser chez la population qui reste en Russie, mais aussi dans les diasporas qui se forment actuellement au sein de certains pays-tiers : en Géorgie, en Arménie, en Serbie. Pour l'instant, l'heure est au choc suscité par cette situation de migration massive, mais dans les mois et les années à venir, cette population russophone expatriée va devoir affronter la question de la « tolérance », ce qui va sans doute créer des tensions dans les diasporas, dans le processus migratoire lui-même. De fait, dans le cas du territoire français, beaucoup de personnes LGBTQI+ ont décidé de quitter la Russie parce que la guerre représentait pour elles une situation de vulnérabilité extrême.

La guerre a-t-elle provoqué d'autres changements ?

Avec l'arrivée des Ukrainiens, on a constaté que le système d'accueil pouvait être très efficace. Le problème qui se pose consiste à le rendre maintenant aussi efficace pour les Nigériens, les Afghans, les Yézidis ou les Russes que pour les Ukrainiens. La guerre a aussi provoqué un changement dans les pratiques du fait de la protection temporaire et de l'arrivée massive de personnes qui ont été immédiatement légalisées sur le territoire. Tout cela a changé nos manières d'agir : avant, il fallait faire face aux questions de régularisation d'abord et d'intégration ensuite, ou en parallèle. Le cas ukrainien a transformé tout cela, mais je ne pense pas que le débat sur les possibilités de transformation générale du système d'accueil ait véritablement commencé.

Quelles sont les formes que peut prendre l'activisme en Russie en temps de guerre ?

Beaucoup de personnes qui commençaient à s'engager, notamment dans des actions individuelles, mais qui ne se prononçaient pas sur des questions telles que les violences faites aux femmes, la situation des sans-abris ou les fraudes électorales, considèrent la guerre comme une ligne rouge à ne pas dépasser. Il y a donc certaines formes de mobilisation citoyenne qui sont en train de naître et qui seront déterminantes dans les années à venir. Les interventions contre la guerre ont lieu de manière diffuse dans les espaces publics mais restent pour autant très dangereuses. Les personnes qui entreprennent ces actions s'exposent à des interpellations. Ainsi, récemment, lorsque Alexandra Skotchilenko, une artiste lesbienne a fait une intervention dans un supermarché en remplaçant les étiquettes des produits par les nombres de victimes de la guerre, elle a été interpellée et placée en centre de détention. Sa partenaire fait le relais entre elle et le reste du monde sans savoir ce qu'il va advenir d'elle.

Il y a donc une inventivité énorme qui s'affiche dans cet activisme. Elle ne protège pas, mais manifeste malgré tout la nécessité de s'exprimer tout en donnant lieu à des formes très diverses d'activisme, absolument pas centralisées. Auparavant, les manifestations (électorales par exemple) étaient très centralisées, le mouvement avait une certaine solidité, même si les revendications pouvaient ne pas être les mêmes dans tout le pays. Là, on voit partout des modes d'expression absolument différents, y compris des performances de rue. Ce type de chose ressemble un peu à la situation en Biélorussie en 2020, avec un mouvement politique très décentralisé où chaque cour d'immeuble ou presque avait ses propres revendications. La guerre en Russie provoque ce même type de réactions. En revanche, on observe en même temps une tentative d'appropriation de ces discours spontanés par des acteurs plus établis, qui ont déjà une certaine notoriété dans l'activisme.

La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Russie pour sa loi de 2013 ainsi que son non-respect de la Convention européenne des droits

de l'Homme par son interdiction des unions entre personnes de même sexe. Comment interpréter l'action européenne et son efficacité pour la lutte LGBTQI+ russe ?

En temps de guerre, c'est difficile à dire. Je pense que, symboliquement, la CEDH rassure toujours. J'y étais pour la première fois de ma vie récemment et j'ai eu l'impression que c'était un cadre qui pouvait avoir des effets concrets. Je ne dirai donc pas que la Cour n'a aucune influence sur la politique russe, puisque son action perdure dans le temps, ses condamnations conservant toujours du poids pour les personnes qui valorisent le droit européen. Mais il est difficile de parler d'efficacité, qui se mesure à l'aune de la réception russe de ces décisions. Or, la société russe est une société très diverse, sectorisée, voire polarisée en termes de bien-être et d'aisance économique. Pour certaines personnes en Russie, et notamment pour celles qui sont en train de quitter le pays en ce moment, l'action européenne a son efficacité symbolique, puisque tout le reste est mis en suspens. Toutefois, les ONG qui faisaient le relais en Russie avec les défenseurs européens n'existent plus. La question de l'efficacité des relations entre l'Europe et la société civile russe reste donc ouverte et nécessite une réflexion poussée. Maintenant que la plupart des ONG sont à l'étranger, il faut repenser la communication avec la société civile. Elle peut se faire à travers des pays tiers, ce qui me semble problématique, notamment dans le contexte postsoviétique, sans compter les possibles tensions liées à certaines configurations difficiles à gérer. Il y a donc un moment de remise à zéro, mais ce tournant n'est pas facile à négocier.

Quel impact la sortie de la Russie du Conseil européen et de la Convention peut-elle avoir sur la lutte LGBTQI+ en Russie ?

Je ne pense pas qu'il y ait une réalité matérielle et une réalité sociale distinctes. Pour certaines personnes que je connais personnellement, la possibilité de décrocher la justice et d'aller vers le CDH, tout en sachant que ça n'aurait d'autres effets qu'une récompense morale, était très importante parce qu'elle permettait de se faire acteur de sa vie, de sa lutte, de son engagement. Pour d'autres, ça ne sert strictement à rien. Les personnes qui ont été affectées par ce type de dispositif vont voir la différence ; d'autres en prendront la mesure en fonction de multiples autres facteurs notamment liés à l'invasion.

Y a-t-il dans la politique européenne, notamment sur le plan migratoire, une prise en considération particulière de la question LGBTQI+, notamment pour les Russes, avant et depuis la guerre ?

Dans le contexte actuel, il y aurait tout un travail à faire sur la manière dont l'Europe affronte cette question. Il faut en particulier développer un plaidoyer qui incite à reconsidérer le lien entre sexualité et passeport pour faire comprendre que la vulnérabilité liée à l'orientation sexuelle dépasse la potentielle affinité ou complicité d'une personne avec le régime - sauf s'il s'agit de personnalités vraiment haut placées, mais ces personnes-là n'émigrent pas en Europe et ne sont pas des réfugiés.

Il n'y a pas encore de consensus mais une certaine sensibilité se dessine. Au cours des premières semaines qui ont suivi le déclenchement de la guerre, l'idée même que certains Russes demandent l'asile paraissait un peu absurde. Mais à force de les voir venir, les enjeux ont commencé à être compris, notamment pour les personnes LGBTQI+. Sans que ces personnes soient arrivées massivement, le phénomène reste malgré tout important à l'échelle du secteur. Il faut souligner par ailleurs que la reconnaissance des personnes LGBTQI+ en tant que groupe social est très récente : elle date de 2013, soit la même année que l'adoption de la loi russe sur la propagande homosexuelle. Je pense qu'il y avait une certaine prise en compte, en Europe, des personnes LGBTQI+ russes et militantes qui, dans les années 2000-2010, participaient à des initiatives citoyennes et à des échanges avec l'Union européenne, notamment à travers les prides. Ces personnes ont été perçues comme les figures phares de la démocratie russe. Ce n'est donc pas qu'une question LGBTQI+ en soi, c'est aussi une question d'engagement pour la démocratie et d'adhésion aux valeurs européennes. Il y avait donc une certaine sensibilité au cas de ces personnes, mais pas une sensibilité universelle.

« En Turquie, penser différemment est devenu un motif suffisant d'emprisonnement »



Nuray Simsek • Membre du Syndicat des professionnels de l'éducation, elle est licenciée en 2017 à cause de ses opinions politiques. Dans le cadre de la politique de répression des voix d'opposition du gouvernement turc, elle est également privée du droit de voyager, de travailler et d'être élue. En contestation, elle organise avec ses consœurs et ses confrères plusieurs actions publiques. Détenue et poursuivie en justice, elle ne cesse pourtant pas son militantisme. En 2022, elle a été lauréate de la toute nouvelle Initiative Marianne pour les défenseurs des droits de l'Homme, lancée par le Président de la République en décembre 2021.

Activiste et féministe, vous vous êtes engagée pour la défense des droits humains. Y a-t-il des événements en particulier qui ont motivé chez vous ce désir d'agir ? Comment la répression que vous subissez a-t-elle influencé votre engagement ?

Je militais déjà avant la tentative de coup d'État en Turquie en juillet 2016, en travaillant dans le domaine des droits de l'homme et dans un syndicat éducatif et civil. Après la tentative de coup d'État, le gouvernement a commencé à licencier des gens. Suite à mon propre licenciement en février 2017, j'ai décidé d'orienter mon activisme vers la défense des droits des opposants et victimes du régime. Environ 250 000 personnes se sont vues retirer leur passeport. Parce qu'elles étaient catégorisées comme des opposants au régime, il leur était impossible de retrouver un emploi. Je n'ai moi-même pas pu trouver un autre poste de professeur de philosophie. À cette époque, des milliers de personnes ont été emprisonnées en raison de leurs opinions politiques, même s'il ne s'agissait pas de militantisme. Penser différemment était un motif suffisant d'emprisonnement.

Les femmes ont été les premières victimes de cette situation. Les femmes célibataires qui travaillaient ont perdu leur indépendance économique et ont dû retourner vivre avec leur famille. Si elles étaient mariées, elles devenaient dépendantes de leur mari. Cette situation a été décrite comme de la discrimination sociale. Plus de 100 personnes se sont suicidées au cours de cette période. Le gouvernement a publié les noms des opposants sur Internet, nous désignant comme des terroristes.

Environ 100 000 personnes ont été condamnées et la plupart sont toujours emprisonnées. Après cette vague de licenciements, une commission d'urgence a été mise en place. Nous avons fait une demande auprès de cette commission pour que nous puissions retrouver nos emplois. J'ai déposé une demande auprès de cette commission il y a cinq ans, et j'attends toujours une réponse. Il est impossible d'appeler cela de la justice. Certaines personnes ont essayé de s'adresser à la Cour européenne des droits de l'homme, mais cette cour ne peut agir que lorsque toutes les voies légales à l'échelle nationale ont été utilisées. Or, nous ne pouvons pas recourir à la justice turque. Nous sommes donc dans une situation paradoxale où nous ne pouvons pas demander d'aide.

Je travaille également en tant que militante dans une association de défense des droits de l'homme

à Istanbul et au sein de la Commission contre le racisme et les discriminations. En Turquie, le racisme et les discriminations constituent des problématiques majeures, surtout pour les personnes non turques et non musulmanes. Je pense qu'il y a environ 20 millions de Kurdes qui sont exclus de la société. Suite à la guerre menée par Bachar al-Assad en Syrie, 5 millions de réfugiés syriens sont officiellement entrés en Turquie, mais officieusement ce chiffre peut être doublé. Dans un contexte économique désastreux avec une inflation proche des 79 % en juin 2022, les réfugiés syriens sont pointés du doigt et subissent des violences racistes.

Quelles sont les expériences qui vous ont poussé à vous engager ?

Les violations des droits de l'homme étaient fréquentes et nombreuses, avant même le coup d'État, en particulier contre les femmes. Selon les chiffres officiels, une femme est tuée chaque jour en Turquie, mais les chiffres réels sont bien plus élevés. Depuis que je suis entrée à l'université, je me bats pour les droits civils, les droits politiques et les droits des femmes. La répression croissante n'a fait qu'accroître ma volonté de m'engager.

Également membre de l'association des droits de l'homme et participante au sein de la Commission contre le racisme et la discrimination, comment définissez-vous votre identité ?

Beaucoup d'éléments façonnent mon identité. Mon mode de vie, ma façon de m'habiller, mes croyances, mes positions politiques, etc. représentent une forme de lutte contre le régime qui cherche à régir nos comportements. Nous nous battons contre cela. Depuis presque neuf ans, chaque 8 mars, les femmes sont attaquées. En Turquie, il existe pourtant de nombreuses organisations féministes qui se battent pour les droits des femmes. Prenez l'exemple des mariages d'enfants. Le terme de mariage ne convient pas car il s'agit en réalité de viol. C'est encore courant en Turquie. Les petites filles ne sont pas envoyées à l'école car leurs parents considèrent qu'il est plus important de leur trouver un mari. Même si ce n'est pas le cas dans les grandes villes, comme Istanbul ou Ankara, c'est encore fréquent dans les zones rurales. Être une femme en Turquie est très difficile. Nous devons nous soumettre à de nombreuses règles tacites. Les femmes ne peuvent pas sortir seules la nuit car si elles se font agresser, elles pourraient être tenues responsables pour être sorties durant la nuit. Bien qu'il existe un slogan affirmant que nous pouvons nous habiller comme nous le voulons, la réalité est très différente. Il n'existe pas de ministère pour les droits des femmes en Turquie. Il existe un ministère de la famille et un ministère de la sécurité sociale, mais la femme est définie comme un membre de la famille. Il est donc très difficile de devenir une femme indépendante en Turquie.

Les manifestations des femmes lors de la journée du 8 mars reflètent ce refus de céder au gouvernement. Comment percevez-vous l'organisation pour la défense des droits de l'homme et les dynamiques en son sein ? Que pensez-vous de l'efficacité de cette mobilisation ? Comment lier l'ensemble de ces singularités et de ces engagements individuels qui résistent ?

Je pense que la journée du 8 mars touche les gens, même si c'est à petite échelle, car chaque année, de plus en plus de femmes manifestent. L'année dernière, la Turquie a retiré sa signature de la Convention d'Istanbul. Cette décision a provoqué la colère de milliers de femmes qui sont descendues dans la rue pour protester contre cette décision illégale. En effet, dans la loi turque, le retrait d'une convention internationale doit être approuvé par le Parlement. Or, Erdogan a pris cette décision de façon unilatérale. Les organisations des droits des femmes essaient encore aujourd'hui de faire annuler cette décision. Parce que la Convention d'Istanbul protège les droits des femmes et ceux des personnes LGBTQ, elle a été décrite par le régime comme un produit de la culture européenne et non turque. L'homosexualité n'est toujours pas acceptée en Turquie.

Les droits des femmes et des minorités sont des droits fondamentaux. Nous devons donc les protéger. Nous devons assurer qu'ils soient respectés en les protégeant par la mise en place de lois.

Comment considérez-vous votre action dans ce domaine, en Turquie comme à l'échelle mondiale ?

En Turquie, il est très difficile de lutter pour les droits de l'homme car les autorités nous traquent en permanence. Récemment, plus de 22 défenseurs des droits de l'homme ont été arrêtés et 16 d'entre eux sont maintenant en prison. En outre, la liberté de la presse n'est pas respectée. 21 journalistes ont été arrêtés sans motif. Cela montre bien à quel point il s'agit de décisions politiques qui visent à faire taire les voix de l'opposition. Toute ma vie, j'ai défendu le recours à des actions non violentes. Mais j'ai quand même été détenue à de nombreuses reprises. J'ai été maintenue en garde à vue suite à la publication d'un communiqué de presse que nous avons rédigé sur la journée de la paix en Turquie. Chaque parole, chaque comportement peut être qualifié par le régime d'atteinte à la sécurité de l'État. Je me bats dans différents domaines parce que travailler pour les droits des prisonniers, des immigrés ou des travailleurs c'est aussi œuvrer pour les droits des femmes. Les femmes sont toujours des doubles victimes.

Votre engagement se traduit notamment par des actions publiques. Comment comprenez-vous la résistance dans son aspect technique ? Quels sont pour vous les outils, les moyens d'expressions de cette lutte qui vous permettent de vous opposer ? Quelles sont les structures sur lesquelles cette lutte repose ?

Pour dénoncer les pratiques du régime turc, nous intervenons dans des médias, nous manifestons, nous publions des communiqués de presse, des vidéos, des articles, et nous maintenons un dialogue avec la société civile. Nous avons organisé à Istanbul des sit-ins avec mon syndicat. Il est également important de parler aux civils pour leur expliquer les raisons de notre mobilisation. Je pense que c'est le plus important, car la plupart des Turcs essaient de se tenir à l'écart des manifestations. Ils craignent qu'elles soient le lieu de violences et qu'ils se fassent arrêter.

Avez-vous un cadre théorique et/ou des figures ou moments emblématiques qui définissent et inspirent cette lutte ?

La directrice de notre association, Eren Keskin, est une source d'inspiration. Elle est avocate et dirige l'Association des droits de l'homme en Turquie. Elle est un modèle très important pour moi, car elle s'est battue toute sa vie pour les droits de l'homme, de manière légale et non violente. Des dizaines de procès lui sont intentés.

Il y a également un événement survenu pendant mes années d'études qui a marqué un tournant dans mon engagement. La police est entrée dans mon logement et certains de mes amis qui étaient présents ont été arrêtés. Cela a été un moment décisif dans ma vie. Même si ce n'est pas ce seul moment qui a inspiré ma lutte, c'était le moment où j'ai pris conscience que les autorités turques étaient prêtes à faire usage de la violence pour nous faire taire.

Comment la tentative manquée de coup d'État de juillet 2016 et la répression qui a suivi ont-ils impacté votre façon de résister ?

Les membres de notre syndicat social-démocrate étaient au courant de la préparation de la tentative de coup d'État en Turquie. Ils ont perdu leur emploi à la suite de l'échec du coup d'État. Dans un premier temps, nous avons essayé de sensibiliser la population à l'injustice vécue par ces personnes qui avaient perdu leur emploi. Ensuite, nous avons décidé d'organiser des rassemblements à Istanbul, quatre jours par semaine. Nous sommes allés voir les médias, mais la plupart d'entre eux ne souhaitent pas couvrir notre mobilisation par peur d'être pris pour cible par le gouvernement. Après la tentative de coup d'État, plus de 200 médias ont été fermés. Il existe néanmoins encore des partis politiques, des syndicats, des ONG de différents horizons politiques qui continuent d'agir.

Quelles sont, aujourd'hui, vos priorités, pour vous-même et pour votre lutte ?

Ma priorité actuelle est de faire entendre la voix des personnes licenciées illégalement, emprisonnées et privées de leurs droits après la tentative de coup d'État.

Comment appréhender les perspectives de développement sur l'année à venir pour l'opposition, alors que Erdogan tente de conserver sa place aux prochaines élections présidentielles de 2023 ?

Erdogan a effectivement annoncé qu'il serait de nouveau candidat aux prochaines élections. C'est malheureusement assez ironique parce que notre Constitution l'interdit. Mais en Turquie, tout peut arriver. Il peut gagner de nouveau. En 2015, alors qu'il n'avait pas obtenu une majorité absolue aux élections législatives, une série d'attentats a eu lieu à Istanbul et Ankara. Erdogan a nié tout lien avec ces attentats et a affirmé que Daesh en était responsable. Mais la plupart des personnes en Turquie savent qu'Erdogan a soutenu officieusement Daesh. Une réunion politique du parti d'opposition a été bombardée et cinq personnes sont mortes. Après les élections, les attentats à la bombe ont cessé. Beaucoup pensent qu'Erdogan a quelque chose à voir avec cela. Les Turcs craignent que la même chose se reproduise s'il ne gagne pas les prochaines élections. Les gens ont peur, la situation économique et le contexte politique sont catastrophiques, s'y ajoutent aussi le trafic de drogue et la mafia.

Alors que l'AKP a perdu Istanbul en 2019, un changement d'équilibre politique est-il possible ?

Istanbul et Ankara ont représenté de grosses pertes pour le Parti d'Erdogan. Istanbul était restée aux mains de l'AKP pendant plus de 20 ans. L'AKP essaie maintenant de diminuer les prérogatives de la municipalité. L'AKP a notamment retiré au maire sa capacité de gestion des parcs et musées.

Alors que la Turquie s'est retirée de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et les violences domestiques, comment comprendre les conséquences d'un tel retrait pour les droits des femmes en Turquie ?

Cette convention n'était pas suffisante pour garantir qu'aucune femme ne soit victime de violences. Néanmoins, elle apportait une certaine protection aux femmes. Désormais, nos droits peuvent être plus facilement violés. De façon ironique, la Turquie a été le premier pays à signer la Convention d'Istanbul et Erdogan prétend maintenant qu'elle ne convient pas à la culture turque.

Comment comprenez-vous le refus de reconnaître le génocide arménien et les conséquences sur la considération des violations des droits humains ?

En Turquie, parler du génocide arménien est considéré comme un crime. Il y a quelques semaines, un parlementaire arménien du Parti démocratique des peuples, Garo Paylan, a rédigé une pétition adressée au Parlement dans laquelle il demandait que le génocide arménien soit reconnu. Il a également demandé que les noms des rues faisant référence aux auteurs du génocide soient changés. En réponse, il a reçu des menaces d'Erdogan et du gouvernement, qui considéraient sa demande comme une insulte au pays et qu'il devait être jugé pour cela. Nous défendons la cause de Garo Paylan car nous savons que le génocide arménien a malheureusement existé et que la Turquie en est responsable.

Au vu des arrestations arbitraires de parlementaires kurdes ainsi que les menaces turques sur les Kurdes du Nord de Syrie, quelles perspectives pour la question kurde ?

L'ancien président du Parti démocratique des peuples (HDP), d'origine kurde, Selahattin Demirtas, ainsi que certains parlementaires du HDP sont toujours en prison. La question kurde est

très sensible en Turquie. Lorsque le peuple kurde demande que ses droits, sa langue, sa culture soient respectés, c'est considéré comme un crime. Je ne suis évidemment pas d'accord avec le gouvernement turc. La population turque rassemble 85 millions de personnes dont presque 20 millions de Kurdes. Ils ne constituent donc pas une minorité et demandent simplement l'égalité des droits. Je les soutiens, mais je ne peux pas parler en leur nom.

Erdogan a exprimé son intention d'organiser une intervention dans le Nord de la Syrie. Quelles pourraient être les conséquences d'une telle action sur les relations entre la Turquie et l'Occident ?

Nous sommes contre les opérations menées dans le nord de la Syrie. Erdogan justifie ces interventions en affirmant qu'il s'agit de protéger les frontières de la Turquie et de lutter contre le terrorisme, mais c'est plus que cela. La géographie de la Syrie est très complexe et de nombreux pays sont impliqués dans cette guerre. Je pense qu'Erdogan essaie de tirer le meilleur parti du contexte de guerre pour étendre son influence et démontrer la force de l'armée turque.

Comment envisagez-vous le futur pour les militants des droits de l'homme en Turquie ?

J'ai de l'espoir. Les choses changent. Le gouvernement changera peut-être lors des prochaines élections. Même si un certain nombre de fonctionnaires soutiennent toujours Erdogan, beaucoup de personnes perçoivent la dangerosité de ses manœuvres politiques. La dégradation de la situation économique pourrait également inciter plus de personnes à voter pour le camp de l'opposition.

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné à de nombreuses reprises la Turquie pour la répression des mouvements populaires tel que celui de mai 2013 ainsi que celle visant l'opposition après le coup d'État manqué de 2016. Comment comprenez-vous l'action européenne pour la défense des droits humains au sein du Conseil de l'Europe, notamment en Turquie ?

La Cour européenne des droits de l'homme a une fonction essentiellement diplomatique. Chaque membre représente son propre gouvernement. Les nombreuses condamnations envers la Turquie n'ont pas souvent permis de grandes avancées. La Constitution turque reconnaît la légitimité du droit international dans certains domaines uniquement. Selon la pyramide des normes, s'il devait y avoir un conflit opposant le droit national turc au droit international, c'est le droit international qui devrait primer. Cependant, en Turquie, nous ne suivons pas cette règle. L'Europe a envoyé de nombreux avertissements au gouvernement turc concernant la situation d'Osman Kavala, homme d'affaires et philanthrope turc, prisonnier politique depuis 2017. Mais Erdogan s'en moque. L'efficacité de l'action européenne en Turquie est donc toute relative.

La Turquie et l'Europe ont conclu un accord migratoire controversé en 2016. Comment percevez-vous la gestion par l'Europe de l'enjeu migratoire ?

Il y a deux ans, Erdogan a menacé l'Europe en envoyant des migrants à la frontière turco-grecque. J'étais présente avec des collègues de notre association de défense des droits de l'homme. Les autorités turques ont poussé les migrants vers la frontière grecque. Les autorités grecques ont utilisé des gaz lacrymogènes. Heureusement, personne n'est mort cette fois-ci. Nous avons parlé à certains des migrants présents. Ils nous ont expliqué que les autorités turques les avaient autorisé à aller en Europe. Je ne sais pas quel est l'agenda secret entre l'Europe et la Turquie, mais il y a un accord. Nous recevons de l'argent de l'Europe pour la gestion migratoire. Néanmoins cet argent

n'est jamais redistribué vers les migrants pour l'établissement de programmes de formation ou d'insertion. Par ailleurs, il y a beaucoup de migrants illégaux en Turquie qui viennent de Syrie, mais aussi d'Afghanistan depuis l'année dernière. Leur situation est catastrophique. Ils sont victimes de racisme, occupent des emplois précaires et vivent dans des logements insalubres. Je pense que le gouvernement utilise les migrants pour servir son propre agenda politique. La Turquie représente une porte qui empêche les migrants d'aller en Europe. Je pense que si l'Europe tolère parfois en Turquie des choses qu'elle ne devrait pas, c'est à cause d'un accord migratoire.

Alors que le projet d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne semble ne plus être d'actualité, sous quelles formes et dans quels domaines envisager un rapprochement entre la Turquie et l'Union ?

Il est difficile de comprendre l'action d'Erdogan. Son discours sur l'Europe change constamment. Au cours des deux dernières années, il a adopté quelques lois creuses sur les droits de l'homme et la démocratie. Parfois, il se montre extrêmement critique envers l'Union européenne. La Turquie est influencée par les cultures européennes et moyen-orientales. Cette diversité de nationalités et de religions en Turquie est une richesse pour nous. Nous pouvons vivre en paix avec cette diversité. Le seul problème, ce sont nos politiciens.

Partenaires de l'Initiative Marianne



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation interministérielle
à l'accueil et à l'intégration
des réfugiés



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**COLLÈGE
DE FRANCE**
1530

SciencesPo



La Coordination Française
pour le Lobby Européen des Femmes



AGIR ENSEMBLE
POUR LES DROITS HUMAINS

forumréfugiés
www.forumrefugies.org



Cosi
Promoteur et défenseur des droits

villeurbanne



**AVOCATS
BARREAU
• PARIS**



CNCDDH

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



habitat et humanisme



**MAIRIE DE
TOULOUSE**



Plateforme
des droits
de l'Homme

coallia

pour l'insertion, vers l'autonomie